LA VIE SOCIALE DE L'EAU
THE SOCIAL LIFE OF WATER
A VIDA SOCIAL DA ÁGUA

BEL AIR, PORT-AU-PRINCE, HAÏTI

FEDERICO NEIBURG | NATACHA NICAISE

NUCEC
VIVA RIO

LA VIE SOCIALE DE L'EAU
THE SOCIAL LIFE OF WATER
A VIDA SOCIAL DA ÁGUA

BEL AIR, PORT-AU-PRINCE, HAITI

FEDERICO NEIBURG | NATACHA NICAISE

Avec | With | Com Sergo Louis Jean & Herold Saint Joie

VIVA RIO | RIO DE JANEIRO | 2009

NuCEC

VIVA RIO

Auteurs | Authors | Autores
Federico Neiburg & Natacha Nicaise

Assistants de Recherche | Research Assistants
Assistentes de Pesquisa
Sergo Louis Jean & Herold Saint Joie

Projet Grafique | Editorial Project | Projeto Gráfico
Adriana Cataldo & Priscila Andrade
Zellig | www.zellig.com.br

Traducteur Anglais | English Translator | Tradutor Inglês
David Rodgers

Traducteur Français | French Translator | Tradutor Francês
Natacha Nicaise

Révision du Portugais | Portuguese Revision
Revisão do Português
Maria Barroso Hoffmann

Révision du Français | French Revision | Revisão do Francês
Anne Matoul

Photos | Fotos
Federico Neiburg & Natacha Nicaise

Impression | Print | Impressão
Gráfica Imprinta

Avec le soutien du | With the support of | Com o apoio do
Ministère des Relations Extérieures de la Norvège
Norwegian Ministry of Foreign Affairs
Aide de l'Église de Norvège (AIN)
Norwegian Church Aid (NCA)
Agence Canadienne de Développement International (ACDI)
Canadian International Development Agency (CIDA)

CNPq
Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico

FAPERJ
Fundação Carlos Chagas Filho de Amparo à Pesquisa do Estado do Rio de Janeiro

---

N397
Neiburg, Federico; Nicaise, Natacha

La vie sociale de l'eau = The social life of water = A vida social da água. / Federico Neiburg, Natacha Nicaise; Tradutores David Rodgers e Natacha Nicaise. – Rio de Janeiro : Viva Rio, 2009

88 p. : il.
ISBN: 978-85-61882-04-4

1. Água e mercado - Haiti. 2. Abastecimento de água - Haiti. II. Nicaise, Natacha. III. Título.

CDD 628.97294

Remerciements
Nous remercions chaleureusement les personnes qui ont participé à la recherche: les habitants de Bel Air; l'équipe de recherche: Sergo Louis Jean, Herold Saint Joie et Ichito Barón; Rubem César Fernandes; l'équipe de Viva Rio en Haïti, particulièrement Daniela Bercovitch, Leonard Jean et Robert Montinard; les fonctionnaires de la CAMEP et des agences non-gouvernementales GRET, OIM, USAID, International Action; Marcelo de Sousa Nascimento; à l'INURED, Louis Herns Marcelin, Catherine Hermantin, Rouzier et toute l'équipe de l'institut à Port-au-Prince, particulièrement Félix; à Rio de Janeiro, Lygia Sigaud, Fernando Rabossi, Benoît de l'Estoile, Pedro Braum Azevedo da Silveira, Flavia Dalmaso Freire, Felipe Evangelista, José Renato Carvalho Baptista et les autres membres du NuCEC; l'équipe responsable des textes et de la mise en page graphique: David Rodgers, Anne Matoul, Maria Barroso Hoffmann, Adriana Cataldo et Priscila Andrade.

Acknowledgments
Our warm thanks to those people who took part in the research: the inhabitants of Bel Air; the research team: Sergo Louis Jean, Herold Saint Joie and Ichito Barón; Rubem César Fernandes, the Viva Rio team in Haiti, particularly Daniela Bercovitch, Leonard Jean and Robert Montinard; the staff of CAMEP and various non-governmental agencies, including GRET, OIM, USAID and International Action; Marcelo de Sousa Nascimento; at INURED, Louis Herns Marcelin, Catherine Hermantin, Rouzier and the entire team of the institute in Port-au-Prince, especially Felix; in Rio de Janeiro, Lygia Sigaud, Fernando Rabossi, Benoit de l'Estoile, Pedro Braum Azevedo da Silveira, Flavia Dalmaso Freire, Felipe Evangelista, Jose Renato Carvalho Baptista and the other members of NuCEC; and the team responsible for the texts and graphic design: David Rodgers, Anne Matoul, Maria Barroso Hoffmann, Adriana Cataldo and Priscila Andrade.

Agradecimentos
Agradecemos às pessoas que participaram da pesquisa: os habitantes de Bel Air; a equipe de pesquisa: Sergo Louis Jean, Herold Saint Joie e Ichito Barón; a Rubem César Fernandes, a equipe do Viva Rio no Haiti, particularmente Daniela Bercovitch, Leonard Jean e Robert Montinard; os funcionários da CAMEP e de agencias não governamentais como GRET, OIM, USAID e International Action; e Marcelo de Sousa Nascimento; no INURED, a Louis Herns Marcelin, Catherine Hermantin, Rouzier e a toda a equipe do instituto em Porto Príncipe, especialmente a Felix; no Rio de Janeiro, a Lygia Sigaud, Fernando Rabossi, Benoit de l'Estoile, Pedro Braum Azevedo da Silveira, Flavia Dalmaso Freire, Felipe Evangelista, Jose Renato Carvalho Baptista e os outros membro do NuCEC; e à equipe que cuidou dos textos e do desenho gráfico: David Rodgers, Anne Matoul, Maria Barroso Hoffmann, Adriana Cataldo e Priscila Andrade.

5 **LA VIE SOCIALE DE L'EAU**
BEL AIR, PORT-AU-PRINCE, HAÏTI

TRANSACTIONS, RÉSEAUX, CONFIGURATIONS

31 **THE SOCIAL LIFE OF WATER**
BEL AIR, PORT-AU-PRINCE, HAITI

TRANSACTIONS, NETWORKS, CONFIGURATIONS

55 **A VIDA SOCIAL DA ÁGUA**
BEL AIR, PORTO PRÍNCIPE, HAITI

TRANSAÇÕES, REDES, CONFIGURAÇÕES

LA VIE SOCIALE DE L'EAU
BEL AIR, PORT-AU-PRINCE, HAÏTI

TRANSACTIONS, RÉSEAUX, CONFIGURATIONS

SOMMAIRE

1 INTRODUCTION 9

2 LES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION ET DE DISTRIBUTION 13

2.1 Le réseau de la CAMEP: kiosques, piquages et habitations 14

2.2 Les camions : bassins privés, *machan'n dlo*, eau potable, kiosques de Viva Rio 15

2.3 Captation d'eau de pluie: habitations, bassins privés et projets de développement 15

2.4 Sachets *dlo française* 16

2.5 Autres circuits associés à ceux de l'eau: récipients, savons, douches et latrines 16

3 CONFIGURATIONS ET RÉSEAUX 16

3.1 Les bassins privés et les *machan'n dlo* 16

3.2 Les kiosques d'eau 19

3.3 L'intervention de Viva Rio: kiosques et projets de captation d'eau de pluie 22

4 QUELQUES PRINCIPES QUI ORGANISENT LA VIE SOCIALE DE L'EAU 24

4.1 Politique et territorialité 24

4.2 Relations de genre et de génération 25

4.3 Echelles, petits gains et formation des prix 26

4.4 Différenciation et statuts 26

5 CONCLUSIONS 27

6 PHOTOS 81

7 BIBLIOGRAPHIE 95

ÉTATS-UNIS
BAHAMAS
CUBA
REPUBLIQUE
DOMINICAINE
PORTO
RICO
SAINT-CRISTOPHE
ET-NIÉVÈS
ANTIGUA-
ET-BARBUDA
HAÏTI
ÎLES VIERGES
JAMAÏQUE
HONDURAS
DOMINIQUE
SAINTE-LUCIE
Mer des Caraïbes
SAINT-VINCENT
ET-LES-GRENADINES
BARBADES
NICARAGUA
GRENADE
TRINITÉ
ET-TOBAGO
COSTA RICA
VÉNÉZUELA
COLOMBIE
GUYANE
PANAMA

1. INTRODUCTION

Cette publication présente un des résultats du projet de recherche « Marchés et Monnaies à Port-au-Prince. Une ethnographie de/dans l'espace international », mené depuis 2007 par une équipe du Groupe de Recherche en Economie et Culture (NuCEC) du Programme de Post-Graduation en Anthropologie Socile (Musée National, Université Fédérale de Rio de Janeiro).[1] Ce texte est aussi le produit d'une sollicitation de l'organisation non-gouvernementale brésilienne Viva Rio (VR) qui intervient depuis 2006 dans la région de Bel Air en promouvant des actions visant à la pacification et à l'amélioration des infrastructures locales.

Bel Air est une zone centrale de la capitale d'Haïti. Il s'agit d'un des quartiers les plus traditionnels de la ville de Port-au-Prince (PP), où résident environ 90.000 personnes. Bel Air s'étend entre la haute région de Fort National et celle des grands marchés répartis le long de la mer, entre le port, le Champ de Mars et le Palais National (voir photos 1-2, p. 82). Plus on se rapproche du bord de mer, plus le quartier de Bel Air se confond avec les bidonvilles de La Saline et Fortouron. C'est aussi une zone sensible de l'histoire récente du pays, elle fut une des bases sociales du Lavalas (la force politique de l'ex-président Jean Bertrand Aristide) et, depuis 2004, elle est aussi un des premiers scénarios de l'intervention militaire de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH).[2]

Bel Air présente de manière concentrée les problèmes auxquels est confronté le pays : inéga lités sociales, chômage, manque d'infrastructures. Deux questions sont particulièrement dramatiques : l'absence de traitement des égouts et des déchets et l'extrême précarité du réseau d'approvisionnement en eau. Les données disponibles montrent que 52,3% des habitants de la région consomment moins de 15 litres d'eau par jour et par personne, soit moins que le critère minimum défini par l'UNICEF.[3] De plus, l'eau disponible à Bel Air est en majeure partie non potable.

Après la "période de violences" qui a suivi la destitution du président Aristide, entre 2004 et 2006, un processus de pacification promu par l'ONU et par l'Etat haïtien a été lancé à Bel Air, via certaines instances comme la Commission Nationale de Démantèlement, de Désarmement et de Réinsertion (CNDDR). Il s'agissait de combiner des actions de « développement » et de « sécurité » par le biais de la mise en place de projets favorisant l'accès aux biens publics fondamentaux, comme l'eau et les infrastructures sanitaires, par la mobilisation des réseaux locaux et la génération de travail et de revenus.

Bel Air est l'unique quartier de Port-au-Prince toujours considéré comme « rouge » (hautement dangereux) par la MINUSTAH, un fait qui a des conséquences directes sur la vie sociale locale. La région est très stigmatisée, elle est associée à la violence, l'extrême politisation et la présence de gangs. Ce n'est qu'escortés par des militaires que les fonctionnaires de l'ONU peuvent s'y rendre (même ceux qui sont attachés aux programmes de développements gérés par le PNUD). Le fait d'être classée comme une zone rouge entraîne aussi le ralentissement, voire le blocage des projets de la coopération au développement pour des raisons de « sécurité ».

Les actions de Viva Rio, tout comme les projets de recherche de notre équipe en Haïti, doivent être situées dans le contexte de la présence brésilienne dans ce pays. Le commandement militaire

---

[1] Avec l'appui du CNPQ et de la FAPERJ et coordonné par Federico Neiburg. www.cultura-economia.org

[2] Après la chute du régime des Duvalier en 1986, Haïti a connu un processus intense de conflits politiques et sociaux et a été l'objet de plusieurs interventions étrangères (sous la forme d'occupations militaires et d'embargos). Les premières élections post-dictature ont eu lieu en 1990 et ont été gagnées par Jean Bertrand Aristide. L'année suivante, Aristide est démis du pouvoir suite à un coup militaire. Peu après, un embargo international est décrété et Aristide envoyé en exil. En 1994, le pays a subit une nouvelle intervention militaire et l'année suivante Aristide revient au pouvoir. En 2000 il est réélu et en 2004, de nouveau démis de ses fonctions. C'est cette année que commence l'intervention de la MINUSTAH dans le but de garantir la réalisation de nouvelles élections.

[3] Selon plusieurs organisations internationales (comme USAID, la Banque Mondiale, l'OMS), le minimum journaliser de consommation en eau devrait se situer entre 20 et 40 litres par personne. Les données du recensement réalisé par Viva Rio à Bel Air en 2007 montrent que la moyenne de consommation d'eau dans la région est de 21 litres et la médiane de 15.

de la MINUSTAH relève de l'Etat brésilien, qui est aussi représenté par le plus grand contingent de soldats en Haïti. Parallèlement à cette présence militaire, certaines instances du gouvernement brésilien ont encouragé la diversification des actions menées en appuyant des projets d'intervention, tels ceux de Viva Rio, en promouvant l'action d'agences gouvernementales (comme par exemple l'EMBRAPA, l'entreprise brésilienne de recherche en agriculture et en gestion de bétail) et en stimulant la coopération scientifique en termes de production de données et de formation de ressources humaines. Les relations avec Haïti ont pesé dans le changement d'orientation de l'Agence Brésilienne de Coopération (l'ABC, qui dépend du Ministère des Relations Extérieures). L'ABC était traditionnellement chargée de canaliser les flux de la coopération internationale destinés à la réalisation de projets implantés au Brésil. Désormais, elle est aussi responsable de le la gestion d'actions menées par la coopération brésilienne à l'étranger, en collaboration avec d'autres « pays en voie de développement ». Sur le plan de la recherche, les activités menées par l'équipe du NuCEC en Haïti s'inscrivent dans la tendance actuelle d'internationalisation des sciences sociales brésiliennes. Avec le soutien des agences publiques de financement, le Brésil tend de plus en plus à développer des recherches en dehors des frontières nationales. La présence du NuCEC en Haïti s'explique aussi par la participation de ses membres à la fondation avec des collègues haïtiens de l'Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (l'INURED) à Port-au-Prince, ainsi qu'à l'effort qu'exige sa consolidation institutionnelle.

Les actions de Viva Rio en Haïti ont commencé en 2004 par une contribution à la définition d'actions de « sensibilisation communautaire », suite à une demande d'expertise émise par la DDR (l'ancienne CNDDR) concernant la gestion des relations avec la population locale. C'est dans ce contexte qu'ont été identifiées certaines connexions entre le contrôle des ressources essentielles (comme l'eau) et la dynamique des conflits armés.[4] En janvier 2007, Viva Rio a entamé des actions d'intervention à Bel Air de manière indépendante, en abordant un vaste ensemble de questions articulées autour de deux grands projets : *Tambou Lapè* (Tambour de la Paix) et *Dlo, Fanm, Sante* (Eau, Femme, Santé). Ces projets comprennent entre autres la promotion d'accords de paix entre les leaders communautaires, l'attribution de bourses d'étude aux adultes et aux enfants, la distribution d'eau à la population par le biais de kiosques de vente et de projets de captation d'eau de pluie dans les écoles, le traitement des déchets et la construction d'infirmeries, de latrines et de cantines populaires. Les projets de Viva Rio à Bel Air sont soutenus par les gouvernements de la Norvège, du Canada, du Brésil et d'Haïti.

En 2007, Viva Rio a réalisé un recensement qui a fourni des données jusqu'alors inédites sur la structure socio-démographique du quartier, permettant ainsi d'asseoir les bases d'une politique d'intervention orientée dans un premier temps sur la problématique de l'eau.[5] La recherche présentée dans cette publication est issue de la nécessité de données qualitatives, ethnographiques, qui complèteraient les informations obtenues par le recensement et amélioreraient la compréhension de la dynamique sociale du marché de l'eau. L'objectif de cette recherche est d'évaluer et de rendre plus efficaces les actions d'intervention qui, à l'époque de la recherche de terrain, en étaient encore à leur phase initiale. La définition des questions de la recherche et la délimitation des zones géographiques de l'ethnographie ont été définies sur base notamment d'un dialogue avec l'équipe de Viva Rio. En termes d'objectifs de recherche, pour l'équipe du NuCEC, cette étude offre l'opportunité de pouvoir avancer dans la compréhension de la dynamique sociale des marchés haïtiens –une clé pour comprendre la formation historique et la réalité sociale de ce pays.[6]

Le travail de terrain a été réalisé en septembre 2008. Les recherches préliminaires effectuées en mars et avril ont permis de conceptualiser la problématique et de formuler les objectifs : construire une vision qualitative de l'organisation du marché de l'eau dans la région en considérant la structuration des réseaux de distribution et de commercialisation, la pluralité des agents impliqués et des modalités de vente, les relations entre la politique et la territorialité de l'eau, les mécanismes de formation des prix, les visions relatives à la qualité, la quantité et la disponibilité du produit, les différents usages de l'eau et les perceptions qu'a la population des interventions des agences de l'Etat et de la coopération

internationale, particulièrement de Viva Rio.[7] En résumé, il s'agit de comprendre « la vie sociale de l'eau ».[8]

La recherche a été menée dans une vaste zone qui va de la partie basse du « grand Bel Air » – depuis la frontière du Marché Croix de Bossales, La Saline, Fortouron, Cité Vincent, Pont Rouge (au niveau de la division des frontières avec Cité Soleil) et Tokyo, jusque la partie haute de Solino, Fort National et Cité Marc (voir carte, p. 12). Dans ce vaste ensemble géographique, deux zones spécifiques où se concentrent les activités de VR ont été particulièrement privilégiées :

• Zone A : celle qui occupe une situation centrale à Bel Air, autour de la Place de Paix (ce qui inclut une partie de Delmas 2), les rues Saint Martin, Macajoux, Aubry, etc. Il s'agit d'une des régions de fonctionnement des kiosques de la CAMEP (Centrale Autonome Métropolitaine, l'agence de l'Etat qui s'occupe de l'eau à Port-au-Prince), et où Viva Rio a commencé les projets de captation d'eau de pluie dans les écoles Nazaréenne, Perpétuel Secours et Lycée Pétion ;

• Zone B : la zone triangulaire délimitée par les trois kiosques de VR en fonctionnement à l'époque : La Saline, Fortouron et *Lakou* Nènè (où il n'y a pas de kiosques CAMEP)

L'équipe a commencé le travail de terrain en réalisant des interviews des fonctionnaires de VR attachés aux projets liés à la thématique de l'eau. L'objectif de ces interviews était d'avoir une première vision des activités en cours. Durant le mois de septembre, des observations quotidiennes, des conversations informelles et des entretiens ont été réalisés dans les rues, dans les endroits de distribution et de commercialisation de l'eau, dans les agences d'intervention, aux sièges des comités de gestion des kiosques et dans les centres de captation d'eau de pluie construits dans les écoles par Viva Rio. Nous avons effectué des observations systématiques de situations de vente, d'achat et de transport d'eau dans les rues, de modalités de

---

[4] Voir Ribeiro Thomaz et Nascimento 2006 "Bel Air, Neighborhood with a past, Neighborhood with a Future", Port-au-Prince, São Paulo, Juillet 2006.

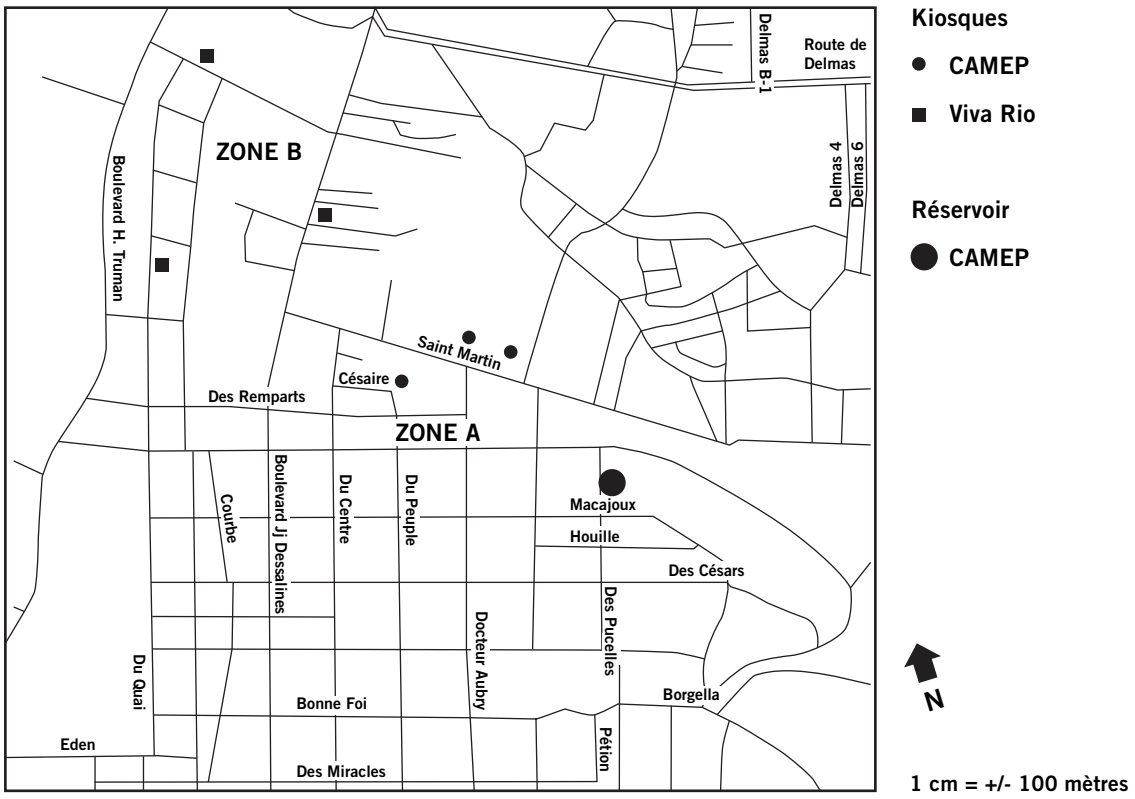
[5] « La consommation d'eau à Bel Air : recensement démographique ». Rubem César Fernandes et Marcelo de Sousa Nascimento – Bel Air, 2007, Port-au-Prince, Haïti. Un historique détaillé de l'intervention de Viva Rio à Bel Air peut être consulté dans l'article d'André Yves Cribb, « Fornecimento de água de uso doméstico em Bal Air/Haiti : irregularidade e precaridade », s/d. Voir aussi Neiburg et Nicaise (2008), "La production de connaissances et les politiques d'intervention sociale en Haïti ». Comunidade segura.org /haitiici.org 28/04/08 http ://www.comunidadesegura.org/ ?q=fr/node/39090.

[6] C'est Sidney Mintz qui, déjà en 1950, a mis en évidence l'importance des marchés dans l'organisation sociale de l'espace national haïtien et a suggéré que le réseau de marchés du pays est la principale institution « véritablement nationale » (voir Mintz 1959 et aussi récemment, Mintz 2004, et Mintz en attente d'impression). Il s'agit d'une idée qui semble plus actuelle que jamais lorsque l'on observe aujourd'hui la région centrale de PP : les objets et les personnes circulent dans un réseau national et international qui configure de manière originale l'espace national au-delà de ses frontières. Le projet « Marchés et Monnaies à Port-au-Prince » et cette recherche sur la vie sociale de l'eau à Bel Air suivent cette perspective d'analyse suggérée par Mintz. Ces projets visent à contribuer à la compréhension de la genèse sociale de l'espace national haïtien en intégrant dans leur spectre d'analyse les relations internationales, la micro-analyse des liens entre marchés et organisation sociale et familiale, les sens sociaux des transactions et les catégories économiques de perception du monde social (voir aussi Neiburg 2007).

[7] La recherche s'est déroulée en quatre phases : (1) 2007 : discussion de l'expérience d'intervention de Viva Rio à Bel Air et des données du recensement réalisé en 2007 ; (2) Entre le 27 et le 31 mars et entre le 13 et le 25 avril 2008 : reconnaissance du terrain et formulation des questions de la recherche ; (3) Août 2008 : formulation des objectifs spécifiques, de l'agenda de la recherche de terrain et du schéma des interviews semi-ouvertes ; (4) Du 1er au 30 septembre 2008 : travail de terrain ethnographique à Bel Air, Port-au-Prince. L'équipe était formée de deux chercheurs : Federico Neiburg et Natacha Nicaise ; un assistant Sergo Jean Louis (étudiant de la Faculté d'Ethologie de l'Université d'Etat d'Haïti) et un assistant /agent de liaison Herold Saint Joie, né à Bel Air, possédant une longue expérience de travail dans la région et de collaboration avec Viva Rio, notamment dans le cadre de la réalisation du recensement de Bel Air. Le siège de l'équipe était à l'Institut Interuniversitaire de Recherche et de Développement (INURED), récemment créé en Haïti et dont le travail est proche des thématiques développées dans le cadre de ce projet.

[8] L'expression "la vie sociale de l'eau" est inspirée du texte d'Arjun Appadurai, *The Social Life of Things. Commodities in Cultural Perspective*. Cambridge: Cambridge University Press, 1986.

Zone A et B de la recherche.



stockage et de consommation d'eau à domicile. En plus des conversations et des entretiens informels, 54 interviews gravées ont été réalisées avec des membres de familles, des *machan'n dlo* (marchande d'eau dans les rues), des vendeurs de sachets au détail et en gros, des vendeuses ambulantes de godets (verre), des propriétaires de bassins privés (des citernes particulières), des propriétaires de camion d'eau, avec les responsables des réservoirs de la CAMEP, des membres des comités des kiosques en fonctionnement (CAMEP et Viva Rio) et des anciens kiosques aujourd'hui désactivés (CONCERN et CDS), des membres d'autres agences d'intervention (OIM/USAID, GRET, International Action), des fonctionnaires de VR, ainsi qu'avec des techniciens de la CAMEP. Nous avons créé un archive de photos ainsi qu'une carte des rues des zones A et B où nous avons localisé différentes sources de distribution et de commercialisation d'eau ainsi que les différents agents présents dans les deux zones.

La section suivante présente un panorama général des circuits d'eau de la région en prenant comme fil conducteur les itinéraires par lesquels l'eau arrive et est distribuée à Bel Air (par les canalisations de la CAMEP, par des camions, par la captation d'eau de pluie et par le commerce de sachets dans les rues). Les principales configurations sociales existant dans ces circuits y sont ensuite présentées : kiosques de vente d'eau (de la CAMEP, de Viva Rio et d'autres agences), bassins privés, réseaux des *machan'n dlo*, notamment. Dans la quatrième section sont analysés quelques principes qui sous-tendent l'organisation du marché de l'eau : les relations entre politique et territorialité, les relations de genre et de génération, les mécanismes de formation des prix et la logique des petits bénéfices sur laquelle est basée l'activité commerciale. Dans les conclusions sont discutés et questionnés quelques présupposés de base à l'origine d'opinions courantes concernant les marchés informels et les infrastructures urbaines, comme le

présupposé de l' « absence » ou de la « faiblesse » de l'Etat et celui de la « rareté ». Dans les conclusions, nous indiquons également que l'analyse de questions relatives à la présence d'ONGs et à la nature de l'Etat en Haïti révèle d'autres dimensions de la vie sociale de l'eau (dans lesquelles sont impliquées notre équipe de recherche et les activités de Viva Rio), notamment l'insertion de Bel Air dans le monde de la coopération internationale et ses relations avec l'univers des professionnels du développement et de l'académie.[9]

2. LES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION ET DE DISTRIBUTION

Comme cela a déjà été mentionné plus haut, 52,3% de la population de Bel Air consomme moins de 15 litres d'eau par jour et par personne, une quantité très inférieure aux normes internationales. Le recensement réalisé par Viva Rio montre aussi que 44,2% de l'eau de la région est fournie par la CAMEP, que 9,8% de la population reçoit de l'eau à domicile et que le prix de l'eau est exorbitant par rapport aux normes internationales : le prix du mètre cube varie entre 3,7 US$ (dans le cas de l'eau vendue dans les kiosques de la CAMEP) et 25 US$ (dans le cas des *machan'n dlo* qui s'approvisionnent dans les bassins privés).[10] A cette situation s'ajoute le fait que le service d'approvisionnement en eau de la CAMEP est extrêmement irrégulier : l'eau est distribuée dans les diverses zones de Bel Air durant quelques heures, une à deux fois par semaine et elle n'est pas potable.[11]

Cependant, la notion de « rareté » communément utilisée par les économistes et les agents de planification semble bien peu utile pour décrire cette situation. L'observation ethnographique révèle l'omniprésence de l'eau dans la région. Il existe un grand nombre de personnes vendant et transportant de l'eau dans les rues, on observe une énorme variété de circuits de distribution et de sources d'approvisionnement (kiosques, bassins privés, vendeurs et vendeuses ambulantes, camions de distribution, etc.), les familles consacrent beaucoup de temps et d'énergie à chercher de l'eau et allouent une partie importante de l'espace de leurs petites maisons au stockage (ce qui implique aussi l'investissement dans des récipients tels que des *boukits*, *dwoums*, *ganmèl*, etc. Voir photos 3-5, p. 83).[12]

Durant les interviews, les habitants de Bel Air ne font pas référence à la rareté de l'eau, ils parlent de sa qualité (du fait qu'elle soit « lourde », « pas claire », pas bonne à boire) et des lieux d'approvisionnement. Lorsqu'ils sont interrogés sur la situation actuelle, il est fréquent qu'ils donnent une opinion positive en se rappelant de moments plus difficiles, comme par exemple lorsqu'il y avait des fontaines publiques, « à l'époque de Jean-Claude » (Duvalier). Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, l'affirmation selon laquelle l'eau arrive deux fois par semaine indique un progrès, selon les propos de plusieurs personnes. On peut d'autre part observer d'innombrables situations de gaspillage (voir photo 6, p. 84), principalement dans les rues, ruelles et corridors[13] où arrivent les canalisations de la CAMEP et où sont faits les "*piquages*".[14]

En résumé, pour comprendre les mécanismes qui font de l'eau un bien relativement rare et cher, il est nécessaire d'analyser la "vie sociale de l'eau", c'est-à-dire considérer les différents circuits de distribution et de commercialisation de l'eau, les relations de pouvoir qui en organisent la gestion,

[9] Pour la notion de « professionnels du développement », voir Nicaise 2007.

[10] Selon les données présentées dans le recensement de Viva Rio, le prix moyen du mètre cube aux USA est sept fois moins élevé, il coûte 0,50 US$.

[11] Du point de vue des canalisations de la CAMEP, le "grand Bel Air" est une région très diversifiée. L'eau arrive très rarement dans les parties les plus basses et les plus hautes de la région. L'eau arrive deux ou trois fois par semaine uniquement dans la région centrale du quartier.

[12] Le mot *boukit* fait référence à une unité de base du transport d'eau dans la région. Ce mot désigne un type de récipient de dimension variable mais qui contient en général environ 18,5 litres d'eau. Le *dwoum* est un récipient plus grand qui contient l'équivalent de 12 *boukits*.

[13] Les quartiers populaires de Port-au-Prince sont traversés de ruelles étroites, sinueuses, appelées les « corridors », où aucun véhicule ne peut circuler.

[14] Le terme piquage désigne les prises clandestines faites par la population dans les canalisations de la CAMEP. Voir la sous-section 2.1.

les mécanismes de formation des prix, les modalités de consommation et de stockage et la variété de configurations sociales présentes dans ce quartier socialement et géographiquement très diversifié.

D'autre part, il est aussi nécessaire de prendre en compte le fait que, du point de vue des usages sociaux, l'eau n'est pas un liquide homogène. Elle peut être qualifiée de « lourde », « pas claire » ou « jaune », synonymes d'eau non potable ; « claire », « propre », « blanche », synonymes de potable. Certains mots servent à décrire des usages associés à des formes variées d'approvisionnement et de stockage. L'eau pour boire (qui peut encore être différenciée selon qu'elle est destinée à la consommation des jeunes enfants ou des adultes) est distinguée de l'eau pour cuisiner, de l'eau pour faire la lessive et se laver. Dans certaines habitations, les *boukits* et les *dwoums* sont clairement différenciés : ceux munis d'un couvercle contiennent l'eau pour boire, ceux sans couvercle sont destinés aux autres usages. La perception de la potabilité de l'eau est elle-même variable : certaines personnes boivent l'eau en provenance des bassins ou de la CAMEP, alors que d'autres estiment que cette eau n'est pas bonne à boire. Il est évident que plus les personnes possèdent de ressources économiques, plus l'accès à des sources d'approvisionnement déterminées est grande, et plus grande est la possibilité de différencier des types d'eau (notamment en ce qui concerne la potabilité).

L'eau peut arriver à Bel Air de quatre manières : par les canalisations de la CAMEP, par des camions de particuliers qui sont approvisionnés dans les forages de la région de La Plaine, par les systèmes de captation d'eau de pluies et par les vendeurs ambulants de sachets d'eau potable. Différents circuits de distribution et de commercialisation se structurent autour de ces modalités d'approvisionnement. Nous présentons dans la section suivante un premier panorama de ces circuits et ensuite, nous reviendrons en détail sur certaines des dimensions significatives qui les organisent.

2.1. LE RÉSEAU DE LA CAMEP : KIOSQUES, *PIQUAGES* ET HABITATIONS

Dans certaines parties de Bel Air, l'eau arrive par les canalisations de la CAMEP une ou deux fois par semaine, durant quelques heures, en général dans la matinée (entre 9h00 et midi environ). Les rues où passent les canalisations semblent alors envahies d'eau (notamment dans le centre de Bel Air, dans les rues Saint-Martin, Delmas 2, autour de la Place de Paix, dans les rues Macajoux, Dr Aubry, etc.). De nombreuses canalisations sont en PVC et ne sont enterrées que superficiellement dans le sol, ce qui favorise l'apparition de trous accidentels ou volontaires : les piquages, ou prises clandestines, contrôlés par des « propriétaires » qui vendent l'eau dérobée dans les canalisations dans des *boukits*. Ces piquages sont faits avec des petits tubes en plastiques insérés dans les canalisations. Il s'agit là d'un système précaire, qui laisse entrer des impuretés dans les canalisations, ce qui est une des causes de la pollution de l'eau dans cette zone. Durant ces heures de distribution, l'eau captée par les piquages déborde des systèmes de captation improvisés et se déverse sur les trottoirs (le gaspillage est une caractéristique notoire de ce système). Le mouvement de la population dans les rues et dans les corridors s'intensifie, de nombreuses femmes font des allers et retours en portant des *boukits* sur la tête. Il s'agit des moments où l'eau vendue le moins cher, entre 1 et 2 gourdes (gd.) le *boukit*.[15] Des files se forment pour acheter ou recevoir de l'eau, les gens se rassemblent autour des kiosques de la CAMEP et près des piquages situés sur les trottoirs ou dans les quelques maisons toujours raccordées aux canalisations (voir photos 7-10, p. 84-85).

L'arrivée de l'eau via les canalisations de la CAMEP dépend directement de l'action du vannier qui contrôle la distribution à partir du réservoir Nord Alexis, localisé dans la partie haute du quartier. Quand il y a de l'eau dans le réservoir, le vannier ouvre les vannes qui permettent de libérer le flux entre les trois ou quatre circuits de la partie de Bel Air située entre le centre et la région basse de la ville.[16] Le vannier occupe sans aucun doute un rôle central dans le fonctionnement des circuits approvisionnés par la CAMEP : il ouvre et ferme les vannes qui conduisent l'eau vers certaines rues et certaines maisons, certains kiosques et points de piquages et pas vers d'autres.

Au moment de la recherche, en septembre 2008, 4 kiosques raccordés aux canalisations de la CAMEP fonctionnaient dans la région centrale de Bel Air (voir photos 11 et 12, p. 85). D'autres kiosques, situés dans les régions hautes de Solino, Cité Marc et Fort National, fonctionnaient beaucoup plus sporadiquement et recevaient de l'eau une ou

deux fois par mois. Il n'y avait pas de kiosques CAMEP en fonctionnement dans la région basse du quartier (La Saline, Tokyo, Fortouron). Comme nous le verrons plus loin, ces kiosques CAMEP ont commencé à être implantés à Port-au-Prince en 1995 et à Bel Air dans les années 2000, sous le gouvernement Aristide. Ces kiosques sont gérés par des *comités dlo,* parfois rassemblés en association axées sur le « développement communautaire ». La création de ces comités est le produit de l'intervention d'une ONG française (le GRET) qui développe des projets d' « ingénierie sociale » avec des financements de l'Union Européenne et de l'Agence Française de Développement.

2.2. CAMIONS D'EAU : BASSINS PRIVÉS, *MACHAN'N DLO*, EAU POTABLE, KIOSQUES DE VIVA RIO

Comme dans d'autres quartiers de Port-au-Prince, des camions transportant de l'eau circulent constamment à Bel Air. Quelques-uns transportent de l'eau potable, traitée par des entreprises comme Frechè Lokal. Ils circulent dans les rues en diffusant une musique caractéristique (« la musique de l'eau ») qui annonce leur présence dans le quartier. La population achète cette eau « bonne à boire » en *boukit* ou dans d'autres récipients, le galon par exemple (que certains camions vendent à 5 gds).

La plupart des camions qui viennent de La Plaine où se situent les sources d'eau de la région métropolitaine ne transportent pas d'eau potable, ni d'eau « de marque ». Parfois conduits par leurs propriétaires ou par d'autres chauffeurs qui travaillent pour des petits réseaux, ces camions ont comme destination principale les bassins privés qui sont les principaux points de distribution d'eau dans le quartier, les seuls endroits où il est possible de s'approvisionner en eau tous les jours, à n'importe qu'elle heure. Les bassins privés vendent l'eau en *boukit* directement aux consommateurs. Parfois, on y vend aussi des sachets d'eau, appelés *dlo kreyole* à distinguer des sachets d'eau traitée (*dlo française*) sur lesquels nous reviendrons plus loin. Nous verrons aussi que les bassins privés constituent de véritables centres névralgiques dans les réseaux de distribution d'eau formés par des femmes, les *machan'n dlo*, qui parcourent incessamment les rues et les corridors pour livrer de l'eau à leurs clients dans les habitations de la zone.

Les camions distribuent aussi de l'eau aux écoles, aux habitations et parfois aux kiosques de vente d'eau qui font partie d'autres réseaux que ceux de la CAMEP. Nous verrons plus loin que c'était auparavant le cas du réseau des kiosques de CDS et que c'est actuellement le cas du réseau des kiosques de Viva Rio. A l'époque de la recherche, le prix du camion pouvait varier de 150 à 400 dollars haïtiens[17], en fonction de la taille du camion, de la destination de livraison, de la relation antérieure entre le client et le vendeur et de la perception qu'a ce dernier du statut social du client.

2.3. CAPTATION D'EAU DE PLUIE : HABITATIONS, BASSINS PRIVÉS ET PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

La pluie est une source complémentaire d'approvisionnement en eau. Selon les données du recensement réalisé par Viva Rio, le volume de cette eau dans la consommation totale de la zone est cependant peu significatif (moins de 1%). Son importance varie selon la saison (saison des pluies/saison sèche) et selon les moyens de la population. Elle est une source importance d'approvisionnement pour ceux qui possèdent des récipients de stockage. Quand il pleut, les familles mettent des *boukits* et des *dwoums* à l'extérieur, dans les patios, les corridors et les rues. Dans certaines maisons, des canalisations pour recevoir et stocker l'eau de

[15] L'eau est vendue aux kiosques de la CAMEP à 1 gd et aux piquages entre 1 et 2 gds (la gourde est la monnaie nationale haïtienne).

[16] La zone haute de Fort National, Cité Marc et Solino est approvisionnée par un autre circuit qui ne reçoit quasi pas d'eau actuellement à cause l'absence de bombes nécessaires pour propulser le liquide vers les hauteurs.

[17] La monnaie nationale haïtienne est la gourde (gd). Cependant, le dollar haïtien est l'unité de valeur et l'indice de prix principal en Haïti depuis des décennies. Il s'agit d'une « monnaie imaginaire », qui n'existe pas en tant que telle, ni en billet, ni en monnaie et qui ne remplit aucune des fonctions des monnaies modernes (moyen de paiement et de stockage de valeur). Dans la section 4.3. nous reviendrons sur les mécanismes de formation des prix.

pluie sont improvisées. Les propriétaires de bassins privés récoltent aussi l'eau de pluie pour la commercialiser. Actuellement, l'eau de pluie devient un élément important des projets de développement mis en place par Viva Rio en collaboration avec quelques églises et écoles de la zone. Nous verrons comment l'eau captée dans ces projets est traitée et distribuée aux élèves. Lorsqu'il y a des excédents, elle peut dans certains cas être emportée gratuitement aux domiciles des élèves ou vendue aux voisins.

2.4. SACHETS *DLO FRANÇAISE*

La vie sociale à Bel Air, comme dans tout Port-au-Prince, se déroule en grande partie dans les rues. On y achète et y vend une infinité de produits, notamment de l'eau potable. La plus grande part de l'eau consommée par la population du quartier est achetée en petits sachets glacés de 100 ou 200 ml dont le prix variait au moment de la recherche de 1 à 1,5 gds. Les sachets d'eau glacée sont vendus par des jeunes garçons qui marchent dans les rues (parfois par des femmes qui s'installent avec des frigos en frigolite à des points de vente stratégiques, sur les trottoirs et au coin des rues, pour vendre des boissons). Ces vendeurs achètent l'eau en gros (en grands sachets) chez des distributeurs du quartier. Ces derniers reçoivent l'eau des grossistes par camion, ils stockent et refroidissent les sachets dans des freezers souvent connectés à des réseaux électriques clandestins (chaque grand sachet contient 50 petits sachets vendus au détail). L'eau glacée de ces sachets en plastique, des marque Alaska, Tropical, Mag Bon Dlo, etc. est théoriquement potable. Ces sachets sont appelés *dlo française*, à distinguer *dlo kreyol,* les sachets d'eau sans marque, remplis et vendus par des *machan'n* et par quelques propriétaires de bassins privés qui possèdent un système de refroidissement et qui traitent l'eau avec des comprimés de chlore ou avec du citron (voir photos 13-17, p. 86-87).

Aujourd'hui, l'usage des sachets dans les habitudes de consommation de la population de Port-au-Prince est généralisé. Ce commerce est relativement récent : la première entreprise de sachets (Alaska) a commencé à fonctionner il y a un peu plus de 10 ans, et est entrée en concurrence avec le commerce d'eau à boire en godet (verre), aujourd'hui devenu relativement marginal dans les rues de la ville. Nous verrons que la concurrence qui existe entre les sachets et les godets implique des questions de genre et de génération : les vendeurs de sachets glacés sont en général des jeunes garçons, et les vendeuses de godets sont le plus souvent des femmes âgées. Le commerce de sachets entraîne un problème de pollution, les sachets vides sont souvent abandonnés dans les rues et sur les trottoirs et envahissent le paysage de Bel Air. Ce type de commerce entraîne aussi des problèmes d'hygiène dus au fait que ces sachets sont « sucés » par les consommateurs et qu'il n'existe pas de contrôle de leurs modalités de stockage et de manipulation.

2.5. AUTRES CIRCUITS ASSOCIÉS À CEUX DE L'EAU : RÉCIPIENTS, GLACE, SAVONS, DOUCHES ET LATRINES

Le marché de l'eau est directement associé à d'autres circuits d'objets et de services. Une large variété de récipients est utilisée pour transporter et stocker l'eau (principalement des galons, *boukits* et des *dwoums*, mais aussi des *ganmèl*, *kwich*, *kanari*, *maka*, *kivèt*, *bonmb*, etc). Ces récipients sont vendus dans le quartier, à des endroits de vente fixes ou par des marchands ambulants (voir photo 18-19, p. 87). A certains points de vente (notamment dans quelques bassins privés), il est aussi possible de s'approvisionner en petites quantités de savon pour l'hygiène personnelle ou pour la lessive. Certains propriétaires de bassins privés offrent aussi un service de douches et de latrines (voir photo 20 p. 87). Certaines *machan'n dlo* utilisent de la glace pour refroidir l'eau qui sera vendue en godet ou qui remplira des sachets *dlo kreyol*. Il existe dans la rue des points de vente où la glace est conservée en dessous d'amas de sciure pour éviter qu'elle ne fonde au soleil (voir photo 21, p. 88).

3. CONFIGURATIONS ET RÉSEAUX

3.1. LES BASSINS PRIVÉS ET LES *MACHAN'N DLO*

L'achat de *boukits* provenant des bassins privés est la forme d'approvisionnement en eau la plus courante dans le quartier de Bel Air (voir photos 22-23, p. 88). Selon les données du recensement de Viva Rio, environ 50% de l'eau consommée provient de cette source. De ce pourcentage, approxi-

mativement la moitié est achetée directement par les consommateurs chez les propriétaires de bassins. L'autre moitié est vendue par les *machan'n dlo* qui s'approvisionnent aux bassins privés et circulent dans les rues et les corridors en transportant sur leur tête les *boukits* qu'elles livrent à domicile (voir photos 24-26, p. 89).

Les propriétaires de bassins sont en général des hommes et les *machan'n dlo* sont toujours des femmes. Ce sont des agents clés de la vie sociale de l'eau, des chaînons fondamentaux des circuits d'approvisionnement qui commencent aux forages de la région de La Plaine, passent ensuite par les camions qui amènent l'eau jusque dans la zone et aboutissent dans les habitations des consommateurs. Les *machan'n dlo* sont les agents les plus visibles de ces circuits : elles sont constamment en train de transporter des *boukits* dans les rues. Le port du tablier ainsi que leur âge les distinguent des simples acheteuses : la plupart d'entre elles ont plus de 30 ans alors que les clientes des kiosques sont en général bien plus jeunes (nous reviendrons sur ce point dans la section suivante).

Les observations menées dans la zone de Bel Air ont permis de percevoir la dimension et la densité de ces réseaux de distribution et de commercialisation. Les observations systématiques réalisées dans deux rues de la région B, sur une distance de 200 mètres, entre les deux kiosques de VR, à la Saline et Fortouron, nous ont permis d'identifier environ 20 bassins privés (voir carte, p. 18).

L'univers des bassins privés est hétérogène. Certains propriétaires sont d'anciens habitants de la zone qui se consacrent à la vente d'eau depuis bien souvent plusieurs décennies. Ils sont parfois considérés comme des « notables » dans le voisinage. Leurs bassins sont construit dans leur habitation ou dans des *lakous*.[18] Certains possèdent plus d'un bassin[19], d'autres associent la vente de l'eau au commerce d'autres produits (comme le savon, des sachets *dlo kreyole*, des boissons gazeuses, des allumettes, etc.[20]) ; d'autres encore n'habitent pas la zone (ils n'y ont jamais habité ou ont déménagé suite à une ascension sociale) et administrent leur *bisnis* eux-mêmes en allant et venant chaque jour entre leur domicile et leur lieu de travail, ou par l'intermédiaire de parents ou d'employés. D'autres encore se sont appropriés des bassins publics qui sont désormais gérés comme des négoces privés (voir photo 27, p. 89).[21]

Les bassins se distinguent par leur taille, qui revêt une importance capitale car c'est d'elle que dépend la possibilité du propriétaire de vendre de l'eau tous les jours. L'unité de mesure servant à calculer la capacité d'un bassin est le « camion », et cela indépendamment du fait qu'il existe des camions de différentes tailles. Selon nos observations, les bassins peuvent contenir entre un et six camions d'eau.

Un élément commun aux différents bassins est le réseau de *machan'n dlo* qui maintiennent des relations plus ou moins exclusives avec les propriétaires de bassins. La densité de ces réseaux de machan'n est un fait qui attire l'attention. Une observation provisoire réalisée dans une zone de Bel Air nous a permis de comptabiliser plus de 20 bassins (voir carte p. 18). Lorsque nous les avons interrogés sur le nombre de *machan'n dlo* liées à leur bassin, les propriétaires (ou gérants de *bis-*

---

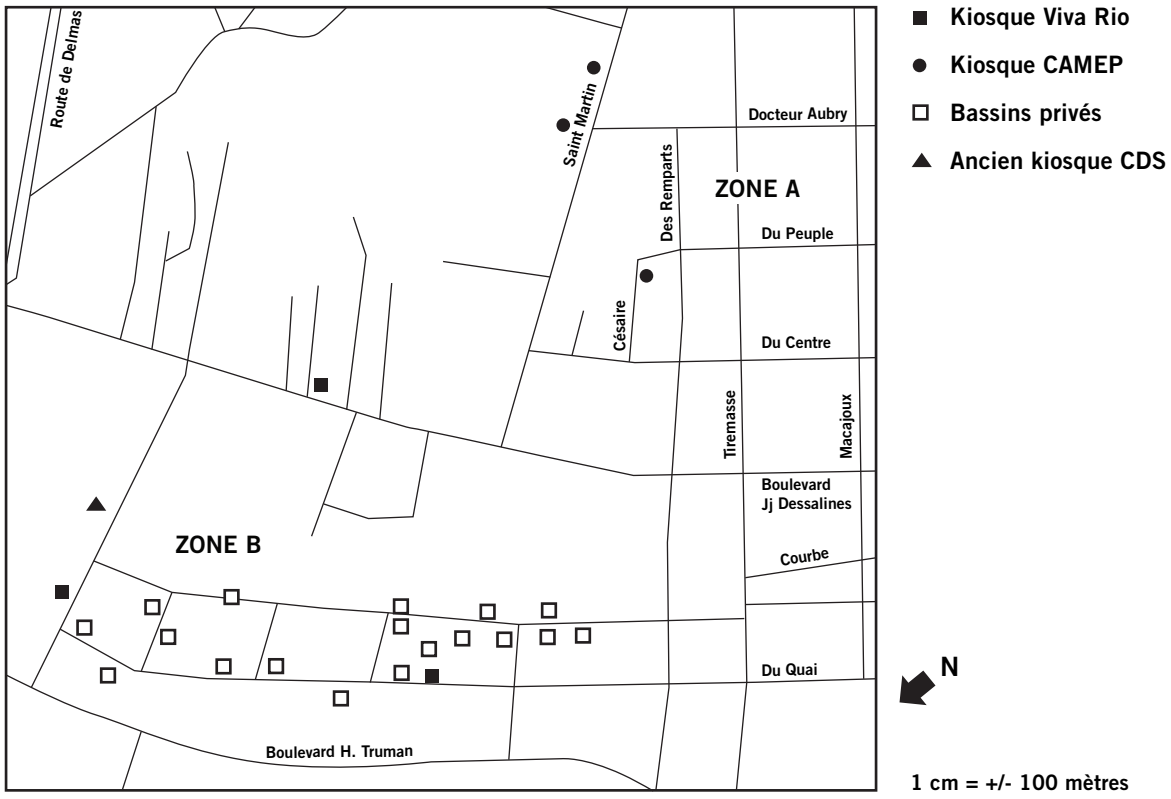
[18] Dans le monde rural haïtien, le *lakou* est une unité sociale et territoriale qui est assimilée à la « maison » d'une famille étendue. On trouve des *lakous* urbains dans les quartiers populaires de Port-au-Prince : certains corridors sont identifiés comme des *lakous*. Le propriétaire est bien souvent un notable appelé *boss*. Dans la zone de la recherche, cette unité sociale est particulièrement visible, notamment à Tokyo et à l'endroit où a été implanté le troisième kiosque de VR, le *Lakou* Nènè, du *boss* Nènè dont nous parlerons plus loin. Au sujet des *lakous* urbains à Bel Air, voir Marcelin 1988.

[19] Le plus vieux des propriétaires que nous avons rencontrés pendant la recherche était âgé de plus de 80 ans. Ancien mécanicien de *tap-taps* (le transport public), il a commencé le *bisnis* de l'eau dans la région il y a plus de 30 ans. Aujourd'hui, il est le propriétaire de deux bassins rue du Magasin d'État Prolongé et à La Salines.

[20] Dans la région de Tokyo, nous avons rencontré un propriétaire de bassin privé et son associé, un de ses cousins, qui possèdent deux camions de distribution d'eau et qui administrent en même temps un système de crédit populaire appelé le *sabotaj*.

[21] C'est le cas d'un bassin faisant partie du complexe de buildings situé entre les deux kiosques de Viva Rio, à La Saline-Fortouron. A l'origine, ce bassin était alimenté par les canalisations de la CAMEP, il est aujourd'hui géré par des particuliers et est approvisionné par des camions.

Bassins privés dans deux rues de la Zone B.



nis) nous ont donné un chiffre entre 8 et 20 marcha'n chacun.[22]

La grande majorité des *machan'n dlo* interviewées n'est pas originaire de Port-au-Prince. En général, elles viennent de petites villes de la région de Jacmel, au sud du pays. Les relations qu'elles entretiennent avec les propriétaires de bassins où elles s'approvisionnent en eau ont bien souvent une longue histoire. Nous avons eu l'occasion de discuter avec plusieurs machan'n qui travaillent pour le même propriétaire depuis plusieurs décennies. Elles travaillent à Port-au-Prince pendant de longues périodes et retournent dans leur région d'origine de temps en temps pour ramener l'argent qu'elles ont gagné en ville. Les histoires de vie de ces machan'n montrent que dans le commerce de l'eau, tout comme dans les marchés haïtiens en général, il existe des connexions qui unissent le monde rural et le monde urbain.

Les relations entre les *machan'n dlo* et les propriétaires de bassins sont multiples. Les machan'n reçoivent des propriétaires un espace où elles peuvent passer la nuit (en général une petite pièce étroite où elles dorment à plusieurs, voir photo 28, p. 90) ; parfois elles s'occupent des enfants des propriétaires et aident leurs épouses dans les tâches domestiques, à la cuisine, à la lessive. Nous avons pu observer le cas de l'épouse d'un propriétaire de bassin qui gérait le *bisnis* et qui s'occupait en même temps des enfants de quelques machan'n liées à ce bassin. Dans certains cas, les machan'n utilisent gratuitement l'eau des bassins pour effectuer d'autres services qui complètent leurs revenus, comme la lessive pour d'autres clients.

Des monnaies spécifiques, appelées fiches, circulent bien souvent entre les propriétaires de bassin et les *machan'n dlo* (voir photos 29-31, p. 90). Les fiches servent de moyen de contrôle et de comptabilisation des *boukits* que les machan'n emportent et qui seront payés en gourdes à la fin de la journée, ou chaque fois qu'elles ont emporté l'équivalent d'un *dwoum* (contenant 12 *boukits*).

Les fiches servent aussi de forme de crédit. Dans les cas que nous avons pu observer, chaque fiche représente un *boukit* d'eau, équivalent à 5 gds, le prix auquel la marchande paie le *boukit* au propriétaire.[23] Le prix de vente du *boukit* livré à domicile est de 7 gds. La différence de 2 gds par *boukit* correspond au bénéfice de la marchande. Lors d'un recensement réalisé auprès de *10 machan'n dlo* dans la Zone B nous avons évalué les ventes de chacune d'entre-elles à 5, 6 *dwoums* par jour (entre 60 et 73 boukits), ce qui représente un bénéfice quotidien d'environ 120-150 gds.[24]

Les *machan'n dlo* occupent une position très basse dans la hiérarchie sociale des marchés structurant les réseaux de flux d'objets qui circulent dans les rues de la ville. Être marchande d'eau est une profession pour laquelle aucun capital initial n'est nécessaire si ce n'est un capital de relations sociales, essentiel pour établir les relations de confiance et de dépendance caractéristiques des rapports entre les *machan'n dlo* et les propriétaires des bassins. Compte tenu du fait qu'il s'agit d'un commerce ancien et régulier, tout changement généré par les politiques d'intervention peut avoir un impact singulier sur le genre de réseau qui unit les propriétaires de bassins, les *machan'n dlo* et les clients.[25]

3.2. LES KIOSQUES D'EAU

Chaque réseau de distribution d'eau a une histoire singulière. Selon les récits que nous avons pu recueillir (d'habitants, de membres d'ONG qui travaillent dans la zone, de techniciens de la CAMEP), l'approvisionnement en eau à Bel Air a toujours été précaire, les canalisations n'ont jamais atteint l'ensemble des habitations.[26] Cette situation se serait aggravée notamment à partir des années 1970, « à l'époque de Jean-Claude » (Duvalier), avec l'intensification de l'exode rural et l'explosion démographique de la région métropolitaine de Port-au-Prince, un phénomène qui a aussi touché Bel Air. Ce serait à cette époque qu'ont été installées les premières fontaines publiques de la région.[27] Il ressort des ré-

[22] Cette information a permis d'estimer qu'une centaine de *machan'n dlo* travaillent dans cette zone. Il s'agit d'une évaluation provisoire, basée sur une question posée systématiquement aux propriétaires concernant le nombre de marchandes liées à leur *bisnis*, sans tenir compte de la possibilité que certaines de ces marchandes puissent être comptabilisées par plus d'un propriétaire. Une possibilité peu probable, compte tenu de la nature des relations qui unissent les propriétaires et les marchandes, comme nous le verrons par la suite.

[23] Nous verrons plus en détail les modalités d'usage de ces monnaies parallèles (les fiches) sur le marché de l'eau lorsque nous aborderons les formes de paiement et les mécanismes de formation des prix. Leur usage est généralisé, non seulement dans les transactions entre les marchandes et les propriétaires de bassins, mais aussi entre les consommateurs et quelques kiosques. La valeur des fiches peut varier elle aussi : elle peut être équivalente à un ou à deux *boukits*, en considérant que le prix du *boukit* échangé contre une fiche peut lui aussi varier, de 1 gd (dans le cas des kiosques CAMEP) à 2,5 gds (dans le cas des kiosques de Viva Rio). Quand les fiches sont utilisées par des consommateurs, elles servent de moyen de paiement anticipé.

[24] Les *machan'n dlo* effectuent leurs calculs soit en *boukits* soit en *dwoums*. Dans ce dernier cas, les réponses varient et le calcul du bénéfice augmente à 180-200 gds. Ce qui peut passer pour une inconsistance ou comme une erreur de calcul (dans l'un ou l'autre cas) doit être considéré comme partie intégrante de l'univers plus vaste des jeux d'échelles et d'unités de mesure grâce auxquels, nous le verrons, des petits bénéfices sont créés sur les marchés haïtiens.

[25] Nous avons observé des marchandes qui utilisaient des fiches lors de l'achat de *boukits* au kiosque de Viva Rio à Tokyo et qui stockaient l'eau dans des *dwoums* placés dans des corridors de la région. Nous n'avons pas pu déterminer les bénéfices obtenus par le commerce de cette eau achetée à un prix bien plus bas que dans les bassins privés, s'ils sont ou non partagés avec les propriétaires des bassins pour lesquels les marchandes travaillent et de qui elles reçoivent un espace où habiter. Le fait est que dans cette même zone, plusieurs *machan'n dlo* se sont plaintes de la diminution des ventes après l'inauguration du kiosque de Viva Rio.

[26] Selon l'opinion de différentes personnes, les agences de l'Etat n'ont jamais eu l'intention de raccorder la totalité des habitations au réseau de la CAMEP. Un ancien technicien de la CAMEP nous a expliqué qu'il y a quelques dizaine d'années, les fonctionnaires de la CAMEP identifiaient les habitations à raccorder en fonction de leur apparence afin de s'assurer du fait que les familles étaient en condition de payer.

[27] Le mot *fontaine* est parfois utilisé comme synonyme de kiosque et de *chato dlo* (un terme qui décrit la citerne généralement située dans la partie supérieure du kiosque). Le terme kiosque n'est pas utilisé pour parler des fontaines gratuites de l'époque de Jean-Claude Duvalier, il est utilisé pour se référer aux kiosques de vente d'eau qui furent créés par après.

cits récoltés que les dysfonctionnements de ces fontaines sont attribués au fait qu'elles n'étaient pas alimentées en eau en permanence, qu'elles n'étaient pas gérées par des comités et que l'eau était distribuée gratuitement. La faible quantité d'eau et sa mauvaise gestion auraient été à l'origine de « confusion », de « saleté », ce qui expliquerait pourquoi les personnes interviewées n'évoquent pas ces fontaines avec nostalgie, mais les associent plutôt à des épisodes de violence (survenus notamment au moment de l'approvisionnement).

Ces fontaines ont été désactivées après la dictature des Duvalier. Les premiers kiosques de vente d'eau ont commencé à être installés à la fin des années 1980, et au début des années 1990 (les différents témoignages récoltés ne permettent pas de retracer une seule chronologie). Ces kiosques étaient liés à l'organisation CDS qui faisait partie du projet politique du « millionnaire Bolous ». Ils auraient été principalement construits à Cité Soleil. Nous en avons cependant trouvé plusieurs vestiges dans la région de Pont Rouge et Cité Vincent, ainsi que dans la région de La Saline et Fortouron, où il semble que cinq d'entre eux ont un jour fonctionné.

Selon les informations recueillies auprès d'anciens gérants, la gestion de ces kiosques était relativement bien organisée : un habitant de l'endroit était chargé de l'administration de plusieurs kiosques, qui étaient localisés soit dans sa propriété, soit dans celle d'autres habitants du quartier, qui recevaient une somme d'argent pour la « location » de l'espace. Le gérant du kiosque touchait un salaire, tout comme les autres personnes qui géraient des kiosques sous sa supervision. L'eau des kiosques provenait des forages de La Plaine et était transportée en camion.

Ces kiosques n'existent plus aujourd'hui. Un autre réseau de la région de Tokyo est lui aussi désactivé (les kiosques CONCERN, construits avec le financement de USAID/OIM). Lorsque nous les avons interrogés sur les raisons de la disparition des kiosques CDS et CONCERN, les habitants de la zone (notamment ceux qui ont participé à leur gestion) invoquaient des questions de nature « politique » : les changements de gouvernement et les conflits entre « factions ». Les techniciens de la CAMEP ont mentionné une autre raison : le fait que ces kiosques n'aient jamais été connectés au réseau public et qu'ils aient été approvisionnés par camions (selon un schéma similaire à celui des kiosques de VR, qui commencèrent à être installés en 2007). Cette affirmation, comme tant d'autres, doit être relativisée étant donné que de nombreux kiosques de la CAMEP étaient eux aussi désactivés au moment de la recherche.

Seul un ancien kiosque CDS continue à fonctionner, bien que de manière précaire, dans la zone de Fortouron, à 100 mètres du kiosque 2 de VR. La partie supérieure du réservoir est en mauvais état à cause de la rouille. Ce kiosque reçoit gratuitement un camion d'eau par semaine, une donation de l'école des Salésiens située à proximité. Le kiosque a été réactivé par un groupe lié aux *bases* de la région et est aujourd'hui géré par un comité d'une quinzaine de personnes.[28] Son histoire et sa situation actuelle sont révélatrices de la place occupée par l'eau (et par la gestion des kiosques) dans la politique locale. Nous reviendrons sur ce cas dans la section suivante, lorsque nous aborderons spécifiquement la politique de l'eau.

Les kiosques connectés au réseau CAMEP ont commencé à être installés dans la seconde moitié des années 1990, à l'époque du gouvernement de Jean Bertrand Aristide. Comme nous l'avons déjà mentionné, la participation du GRET a été cruciale dans leur processus d'implantation. Avec des financements de l'Union Européenne et de l'Agence Française de Développement (AFD), le GRET a développé une « technologie » d' « ingénierie sociale » destinée à la formation et au fonctionnement de comités de gestion et à l'implantation de mécanismes de gestion financière, de principes de renouvellement des membres et de projets de « développement social » directement liés aux comités. La politique du GRET prévoit qu'une fois les kiosques implantés, l'ONG se retire de la gestion. Ils doivent dès lors devenir autonomes ou se réunir en associations de comités liés à la CAMEP et au Ministère des Affaires Sociales (où doivent être inscrits les comités).

Contrairement à ce que suggèrent les documents du GRET (des documents très utiles pour comprendre le sens attribué à l' « ingénierie sociale » ainsi que l'histoire des comités que le GRET a contribué à construire)[29], le réseau de kiosques de la CAMEP est aussi très hétérogène et complexe. Les conditions locales de leur implantation sont déterminées par des situations sociales et politiques singulières et par des histoires de vie individuelles et collectives elles aussi singulières.

Les 4 kiosques qui fonctionnent actuellement dans la zone centrale de Bel Air (un cinquième est

pratiquement désactivé) sont rassemblés sous l'autorité d'une association. Chaque kiosque est géré par un comité local dont la composition peut varier du point de vue du nombre de membres et de l'organisation. Aucun de ces comités ne s'identifie comme « le comité du kiosque » mais plutôt comme le comité « de la rue X », du « quartier Y » ou de la « zone Z ». Les activités secondaires gérées par les comités peuvent elles aussi varier. Les comités se consacrent à la mise en place de « projets communautaires », comme la création de pharmacies, de cybercafés, etc. Ces 4 comités sont très hétérogènes du point de vue de leur composition : certains comptent des jeunes leaders parmi leurs membres, d'autres sont formés par des anciens leaders de la zone liés à des projets politiques de dimension extra-locale impliquant des personnalités du gouvernement municipal ou national. Quelques-uns de ces comités ont clairement établi un système de paiement pour le responsable de la vente de l'eau (cette personne est parfois un membre du comité) ; d'autres gèrent leurs finances de manière plus obscure (du moins en la présence de l'équipe de chercheurs).[30]

Les comités responsables de la gestion des kiosques CAMEP situés dans d'autres quartiers que Bel Air (notamment à Cité Marc et à Solino) ont des modalités de gestion apparemment plus « rationnelles », plus « transparentes ». Des élections sont régulièrement organisées pour le choix des membres (élections qui mobilisent parfois des centaines d'électeurs). Les comités maintiennent des livres de comptes, affichent publiquement leurs tableaux et suivent des règles de gestion relativement claires, notamment au sujet de la rémunération des membres et des gérants des kiosques (voir photos 32-35, p. 91). Nous avons pu observer dans ces quartiers d'autres types d'initiatives émanant des comités, comme la création de pharmacies, de systèmes de microcrédit, de cybercafés, etc.

Comme l'approvisionnement de ces régions par la CAMEP est encore plus sporadique (certains kiosques ne reçoivent de l'eau qu'une ou deux fois par mois), plusieurs comités ont développé d'autres activités afin de garantir leur existence. Dans ces cas, le manque d'eau semble avoir paradoxalement stimulé la réalisation d'un des objectifs de base des comités tels qu'ils ont été définis lors de leur création par le GRET et la CAMEP : leur rôle d' « agent de développement local ».

Les fonctionnaires chargés de l'Unité de Coordination des Quartiers Défavorisés (UCQD) de la CAMEP ont un jour insisté pour nous présenter un comité « modèle » à Decayette, au sud de la ville. Ce comité, créé à l'origine pour administrer un kiosque, est aujourd'hui présenté par les fonctionnaires de l'UCQD comme la « carte de visite » de la CAMEP. Il est considéré par les membres du comité comme un véritable « agent de développement ». Ce comité est responsable de la gestion de trois autres kiosques dans la région, d'une clinique, d'un cybercafé, d'une sale des fêtes où sont proposés des cours de danse et de musique et d'un terrain de sport. Le comité gère aussi un système de récolte des déchets dans le quartier et possède un camion pour le transport des détritus. Il est étonnant de constater que, bien que cette petite zone de Decayette soit habitée par une population dont le profil socio-économique est extrêmement bas (semblable aux quartiers où nous avons réalisé la recherche), elle possède des infrastructures urbaines qui fonctionnent convenablement, ce qui est le résultat direct des activités de ce comité.

Il s'agit d'un cas exceptionnel à Port-au-Prince mais qui révèle néanmoins une dimension des comités présente à des degrés divers selon chaque

---

[28] Dans les régions urbaines et pauvres d'Haïti, le terme *base* désigne une unité sociale composée principalement d'hommes qui contrôlent un territoire déterminé. Les *bases* s'approvisionnent par le biais d'activités légales ou illégales et sont souvent associées à l'utilisation d'armes. Une dimension de leur action est la connexion avec l'univers de la politique et des luttes de factions à l'échelle locale et nationale (il existe des *bases* identifiées au Lavalas, par exemple). L'interaction militaire et politique avec les *bases* s'est révélée cruciale dans le processus de paix initié après l'intervention de l'ONU. Elles sont un élément incontournable dans les projets de développement des régions pauvres de Port-au-prince comme Cité Soleil, Martisans ou Bel Air.

[29] Voir notamment « Le cas en approvisionnement en eau potable des quartiers défavorisés de Port-au-Prince, Document de travail », Sarah Matthieussent, Gret, 2004.

[30] Le contrôle du flux de l'eau des kiosques de la CAMEP dépend de compteurs qui mesurent le nombre de mètres cube d'eau vendus. Certains kiosques ont des sorties d'eau qui ne passent pas par ce compteur. Nous avons pu observer que l'argent gagné via ce système est séparé de l'argent gagné par la vente des *boukits* comptabilisés.

cas : leur organisation a été pensée pour qu'ils servent à initier d'autres projets et à capter des ressources issues de la coopération internationale. Le comité de Decayette, tout comme les comités de la région haute de Bel Air, utilisent l'expérience positive accumulée par la gestion des kiosques d'eau comme «antécédent favorable », une forme de recommandation, pour appuyer des demandes de projets à des agences de coopération internationales et chercher des financements pour mettre en place d'autres types d'activités (voir photo 36, p. 92).

Un des aspects centraux de la dynamique des kiosques d'eau est leur insertion dans le champ de la « coopération internationale », leur capacité à capter certaines ressources pour des projets liés à d'autres domaines que celui de l'eau. La « culture associative » apparue en Haïti au cours des dernières décennies sert à attirer et canaliser des ressources venues de l'extérieur. Cette « culture » se manifeste de manière transparente lorsque des habitants de la « communauté » se regroupent en comité ou en association pour répondre à la condition posée par les instances donatrices de former une association pour obtenir de nouveaux financements.

Bien que les données disponibles soient encore insuffisantes, il serait possible (et extrêmement éclairant) de cartographier les caractéristiques sociales des personnes qui s'engagent dans ce genre de projets associatifs. Nous avons observé la présence d'un certain nombre de jeunes diplômés, universitaires ou issus de l'enseignement supérieur, de techniciens (électriciens, plombiers, artisans, ingénieurs, techniciens en informatique, comptabilité, communication, sciences sociales, etc.). Dans la plupart des cas, il s'agit plutôt d'hommes que de femmes, certains d'entre eux explicitement ou implicitement investis dans des projets politiques ou dans des relations avec les *bases* de la région. Le « problème de l'eau » est d'autre part un champ d'intervention privilégié pour de nombreuses ONGs qui agissent seules ou en partenariat avec la CAMEP et qui créent par la même occasion un terrain favorable à la recherche de financement de la part des segments de la population locale qui travaillent « pour le développement » (les individus qui possèdent les caractéristiques sociales définies précédemment).[31]

Aujourd'hui, une grande variété d'institutions intervient à Bel Air dans le domaine de l'eau : l'Etat haïtien via la CAMEP et le Ministère des Affaires Sociales, le GRET (en relation avec les comités), International Action (qui est intéressée par le traitement de l'eau distribuée dans les kiosques), OIM/USAID qui a collaboré à la manutention de quelques kiosques. C'est dans ce champ d'actions, d'intermédiations, d'interdépendances et d'expectatives que doit être située la présence de Viva Rio dans la région.

3.3. L'INTERVENTION DE VIVA RIO : KIOSQUES ET PROJETS DE CAPTATION D'EAU DE PLUIE

Au moment de la recherche de terrain (septembre 2008), les actions de Viva Rio étaient en pleine phase de changement. Le projet initial qui était de distribuer de l'eau à partir du forage de puits dans la région avait dû être abandonné en raison de la mauvaise qualité de l'eau découverte dans les nappes et du coût de son traitement. Une nouvelle phase d'actions du projet *Dlo, Fanm, Sante* venait d'être lancée : la captation et le traitement d'eau de pluie dans les écoles du quartier (voir photos 37-39, p. 92). Fin septembre 2008, neuf systèmes de captation étaient en fonctionnement, huit venaient d'être négociés et onze endroits d'implantation supplémentaires (dans des écoles et des églises) avaient été identifiés.

Certains des systèmes de captation déjà en fonctionnement à l'époque permettaient de distribuer de l'eau potable gratuitement à plusieurs milliers d'étudiants pendant les heures scolaires, par exemple au collège Daniel Fignole. Dans certains cas, comme celui de l'école Nazaréenne, il était prévu de vendre les excédents aux membres du voisinage. Au collège Fignole, les responsables envisageaient de distribuer les excédents aux étudiants, pour la consommation de leur famille. Nous n'aborderons pas ici la dimension technique de ces projets (qui implique des mécanismes sophistiqués de stockage et de traitement). Nous avons pu observer le fait que malgré les variations, la gestion de ces projets était bien formalisée, au travers de partenariats entre Viva Rio et des institutions implantées dans la zone depuis longtemps, comme c'est le cas des écoles et des églises. Les comités de gestion comprenaient un fonctionnaire de l'institution, un représentant des professeurs, un représentant des étudiants et une infirmière. Tous avaient l'obligation de participer aux « réunions de formation » organisées par l'équipe de Viva Rio. Un des membres de l'équipe devait obli-

gatoirement être une femme, ce qui a une influence sur les relations de genre qui sont un des vecteurs de l'organisation de la vie sociale de l'eau, nous le verrons dans la section suivante. Le projet prévoyait que les comités développent des actions dans le domaine de la santé, par la promotion et la création d'infirmeries dans les écoles et par la formation de professionnels dans ce domaine.

Une autre branche d'action développée par VR est la construction de kiosques de distribution d'eau et leur approvisionnement (voir photo 40 et 41, p. 93) Après plusieurs tentatives vaines d'articulation avec l'agence de l'état qui s'occupe de l'eau à Port-au-Prince (la CAMEP), deux contrats de coopération avaient finalement pu être signés à l'époque de la recherche. Ces contrats garantissaient la multiplication par trois de la quantité d'eau distribuée à Bel Air et le transfert de la gestion des kiosques vers la CAMEP.[32] Ces accords sont fondamentaux du point de vue des effets de la coopération internationale, dans la mesure où ils définissent des possibilités de durabilité des projets dans le long terme. Ils influeront probablement sur les effets sociaux des interventions et sur la micro-politique locale.

En septembre 2008, trois kiosques de Viva Rio fonctionnaient, un quatrième était en phase avancée de construction (il fut inauguré trois mois plus tard, en début décembre). L'installation de huit kiosques supplémentaires était prévue dans plusieurs zones de Bel Air où la CAMEP était pratiquement totalement absente et dans des endroits où les canalisations étaient désactivées. A l'époque, les kiosques étaient approvisionnés une fois par jour par des camions dans le cadre d'un accord qui permettait la vente d'eau à un prix beaucoup plus bas que celui pratiqué dans les bassins privés. L'usage de trois camions était prévu dans un bref délais, ce qui aurait permis une diminution supplémentaire du prix et une plus grande régularité dans le flux d'approvisionnement d'eau.

Du point de vue du volume d'eau commercialisé, l'impact des kiosques de VR à l'époque de la recherche était encore timide. Il est certain qu'un camion par jour et par kiosque ne représentait pas grand chose par rapport à la totalité de l'eau consommée dans le quartier, tout particulièrement si l'on situe les kiosques 1 et 2 dans le contexte des 20 bassins (identifiés sur la carte, p. 18) qui fournissaient de l'eau de manière permanente. Le fait que le prix du *boukit* soit à 2 gds avait néanmoins un impact non négligeable sur le budget des familles les plus pauvres qui pouvaient y acheter au moins une partie de l'eau dont elles ont besoin. Les personnes interrogées avaient l'impression que la présence continue de Viva Rio (surtout si le volume de l'eau distribuée doublait) finirait par entraîner la diminution du prix du *boukit* dans les bassins privés (qui coûte en général 5gds) et de ceux vendus par les *machan'n dlo* (autour de 7 gds).

Les kiosques de VR ont la particularité d'associer à la vente d'eau un service de douches publiques. L'installation de latrines, une demande récurrente de la population, sera un complément important aux services offerts par ces kiosques. L'association de la vente de l'eau à un service de douches et de latrines est relativement courante dans de nombreux bassins privés de la région de La Saline et Fortouron.

L'intention de VR était d'une part, de réunir dans un même projet des actions visant à améliorer et à diminuer le prix de l'approvisionnement en eau dans les zones les plus nécessiteuses de Bel Air et, d'autre part, d'intégrer les leaders locaux dans la réalisation de ces projets. Ce double objectif doit être considéré dans l'ensemble des interventions envisagées par VR qui, comme nous l'avons mentionné plus haut, vise non seulement les infrastructures et les services, mais aussi la santé, les sports, les arts et la culture, la micro-entreprise, etc. Ces deux objectifs soulignent quelques questions que soulève l'intervention de la coopération internationale : la « faiblesse » ou l'« absence » de l'état, la nécessité d'intégrer ou non des leaders et des personnes liés aux récentes actions armées.

Nous avons vu que les interventions sur le marché de l'eau à Bel Air n'ont jamais été neutres politiquement : certaines personnes les identifient encore aujourd'hui comme des projets politique de Bolous, dans le cas des kiosques CDS, ou d'Aristi-

---

[31] Lors des recherches de terrains, une difficulté pour nous fut d'avoir à gérer les attentes de la population suscitées par notre propre présence, d'autant plus lorsque les membres des comités prenaient connaissance de nos relations avec Viva Rio.

[32] Depuis 2005, VR avait tenté plusieurs fois d'articuler ses actions avec le travail de la CAMEP. Cette collaboration s'est finalement matérialisée en 2008, après qu'ait eu lieu un changement de direction.

de dans le cas des kiosques CAMEP. Dans un univers aussi politisé que celui d'Haïti et en considérant le fait que ces projets sont développés dans un contexte jusque récemment extrêmement violent, le cas de Viva Rio ne pourrait pas être perçu différemment. Pour comprendre les perceptions de la population au sujet des actions de VR et situer ces dernières dans le contexte local, il est nécessaire de prêter attention à la micro-politique locale plutôt qu'aux grandes questions de la politique haïtienne. Cette considération nous renvoie directement à la relation qui existe entre les comités des kiosques et les « notables » des communautés.

Il est important de comprendre que la notabilité d'un individu peut se construire de différentes manières : grâce à la reconnaissance de ses mérites liés à un « travail communautaire », grâce au fait d'avoir « risqué sa vie » pour la communauté (lors d'actions armées ou non), par son capital économique et/ou scolaire (le fait d'avoir un diplôme universitaire ou technique), par le fait d'être le *boss* d'un *lakou* ou par la position de *broker* à l'égard des agences de coopération (les « professionnels du développement » ou les « facilitateurs », des positions qui nécessitent la connaissance de langues étrangères, au moins du français), etc. Tels sont quelques-uns des principes qui sous-tendent la construction et la reconnaissance de la qualité de « notable ».

La détermination de la localisation des kiosques est une question importante : quels sont les principes qui mènent au choix d'un endroit plutôt qu'un autre? Les raisons qui nous ont été données étaient qu'il s'agit « d'endroits vides », ou de « donations » effectuées par la « communauté ». Nous savons cependant qu'il n'existe pas d'espaces neutres dans le monde social et que le terme de « communauté » désigne toujours certains groupes, certains réseaux sociaux, plutôt que d'autres. Le choix de la localisation des kiosques est un sujet crucial en raison des changements qu'ils entraînent du point de vue de l'occupation publique de l'espace et des configurations sociales du voisinage ; le contrôle d'un kiosque peut aussi renforcer la position d'un individu ou provoquer son ascension dans la hiérarchie sociale locale.[33] Pour comprendre comment les endroits d'implantation sont choisis, il faut donc situer chaque kiosque dans le monde social qui l'entoure, dans les réseaux et les espaces géographiques où il s'insère.

A l'époque où nous avons réalisé la recherche de terrain, les kiosques de VR allaient connaître des changements de gestion significatifs suite à la signature d'accords avec la CAMEP. Ces accords prévoyaient la formalisation des normes de fonctionnement des kiosques, notamment par l'installation de compteurs d'eau et par l'instauration de critères d'élection des membres des comités. Ces comités, jusqu'alors provisoires, étaient chacun composés de trois membres, deux hommes et une femme. Selon leur récit, il était prévu que le *boukit* soit vendu à 2 gds, une gd devant être payée à VR et l'autre devant être utilisée pour « couvrir les dépenses », « promouvoir le développement de la communauté », « aider » des personnes ou des familles « en cas de nécessité » et rémunérer les membres des comités qui travaillent à la vente de l'eau, au nettoyage de l'endroit et à la gestion des douches (dont le prix était fixé à trois gourdes).[34]

Nous avons pu témoigner du fait que la destination de l'argent est parfois l'objet de commentaires de la part des habitants du voisinage, bien qu'il soit clair pour tous que les kiosques contribuent à diminuer le prix de l'eau et qu'ils sont une source de revenus pour les individus qui y travaillent (nous reviendrons sur ce point plus loin). Il est important de rappeler que dans un monde social comme celui-ci, où le principal bien « rare » est l'argent, les kiosques de vente d'eau sont des endroits stratégiques de génération de revenus.

4. QUELQUES PRINCIPES QUI ORGANISENT LA VIE SOCIALE DE L'EAU

La vie sociale de l'eau peut être observée à partir d'une série de dimensions. Nous en avons choisi quatre en raison de leur importance : les relations entre la politique et la territorialité ; les relations de genre et de génération ; les réseaux d'intermédiaires, la logique des petits bénéfices et la formation des prix ; la logique de différenciation sociale et de perception des statuts.

4.1. POLITIQUE ET TERRITORIALITÉ

Nous avons vu que les circuits de distribution et de commercialisation de l'eau sont liés au caractère territorial de la vie sociale, et principalement au caractère territorial de la politique. Les

circuits des *machan'n dlo* et des petits vendeurs de sachets ainsi que les zones d'influence des bassins privés, des kiosques et des écoles, font partie intégrante des réseaux d'échange, d'interdépendance et de concurrence dans lesquels l'eau n'est pas le seul produit qui circule. L'eau occupe cependant une place privilégiée, elle est une des rares sources de génération de revenus pour une population qui, littéralement, « est sans argent ». En ce sens, l'économie et la politique de l'eau sont liées intimement et les politiques d'intervention peuvent entraîner des effets non désirés, en renforçant certaines positions (politiques et économiques) ou en permettant à certains réseaux ou personnes d'accéder à une position de notabilité, nouvelle ou différente. En voici deux exemples :

(a) Lors d'une visite réalisée dans la région de construction du quatrième kiosque de VR (situé à Delmas 4, exactement à côté de deux bassins privés, à moins de 50 mètres d'un immense réservoir désactivé de la CAMEP construit avec l'appui de CONCERN/USAID (voir photos 42-43, p. 94), nous avons longuement discuté avec le propriétaire d'un des bassins. Il nous a fait part de son mécontentement à l'égard des projets de VR. Selon lui, personne ne l'a jamais consulté au sujet de l'implantation du kiosque et ce malgré qu'il soit un « notable » de la région. Nous avons pu aussi constater l'anxiété des *machan'n dlo* dépendant de ce bassin, qui considéraient l'inauguration du kiosque comme une menace pour leur propre situation. Nous avons d'autre part pu témoigner des attentes positives que le projet générait chez les jeunes membres d'une organisation de la zone qui étaient convaincus de faire partie du comité du nouveau kiosques do VR (bien que ce dernier ne soit pas encore formé à l'époque).

(b) Les relations entre les kiosques et les comités sont complexes et multiples. L'insertion de chaque kiosque dans des réseaux sociaux denses se manifeste de nombreuses manières. Un des « notables » du comité de l'ancien kiosque de CDS situé près du deuxième kiosque de VR faisait partie du comité provisoire du troisième kiosque de VR. A ce lien qui unit des espaces relativement éloignés géographiquement et qui renforce la zone d'influence entre les régions de Fortouron et de Tokyo s'ajoutent des tensions entre le comité de cet ancien kiosque CDS et le kiosque de VR, qui sont désormais perçus comme concurrents, notamment parce que le kiosque de VR vend le *boukit* à un prix inférieur. L'ancien kiosque de CDS reçoit de l'eau des Salésiens, la clientèle semble en général venir du complexe de buildings situé en face, dans la région de La Saline. Dans le cas du kiosque de VR, la clientèle est principalement constituées d'habitants de Cité Vincent. On peut constater l'existence des segmentations relatives aux flux d'eau, aux réseaux de gestion et de clientèle.

4.2. RELATIONS DE GENRE ET DE GÉNÉRATION

Une caractéristique de la vie sociale de l'eau est sans aucun doute les relations de genre et de génération. Les relations que les hommes et les femmes ont avec l'eau sont différentes, tant sur le plan de l'approvisionnement domestique et des usages de l'eau dans les maisons que sur le plan du commerce et de la distribution. L'approvision nement, le stockage et les usages domestiques de l'eau sont des domaines féminins. Ce sont les femmes qui vont chercher l'eau aux points de distribution, qui la stockent à la maison et qui l'utilisent pour faire la cuisine et la lessive. Ce sont aussi des

[33] Nous reviendrons sur ce sujet quand nous aborderons les relations entre la politique et les principes de territorialité. La question de la localisation met en évidence l'importance du partenariat signé entre VR et la préfecture de Port-au-Prince, qui autorise formellement l'occupation de l'espace où sont construits les kiosques.

[34] L'idée d' aide exprimée dans ce contexte ne semble pas impliquer les mêmes objectifs et procédures que dans le cas des « projets de développement communautaire » qui devraient théoriquement être implantés à partir des kiosques CAMEP. Une analyse plus fine pourrait démontrer comment, entre les termes d' aide et de projet (de développement), il existe autant de discontinuités (relatives au savoir-faire, aux positions sociales des donateurs, aux techniques mobilisées pour obtenir des bénéfices, à l'origine des ressources, etc.) que de continuités (un « projet » sert à « aider », la recherche d' « aide » peut être conçue au travers de l'élaboration de « projets », les agences de coopération « aident » en donnant des moyens pour l'implantation de « projets », etc.). Les termes d' aide et de projet appartiennent au même champ sémantique et se réfèrent à un même univers social.

femmes qui, dans le cadre des projets *Dlo Fanm Sante* implantés dans les écoles et les églises par Viva Rio, se chargent des activités liées à la santé. Les hommes, du point de vue du commerce et de la distribution, s'occupent du contrôle des réservoirs de la CAMEP, des forages et des comités des kiosques des différentes organisations (VR inclus, indépendamment du fait qu'il puisse y avoir une femme dans le comité). Ces sont aussi des hommes qui sont le plus souvent propriétaires des camions et des bassins privés.

La dimension la plus visible de ce réseau intense d'échanges formé au départ de l'eau est probablement la présence massive dans les rues de femmes qui transportent des *boukits* sur leur tête. Elles sont soit des acheteuses d'eau à usage domestique, soit des *machan'n dlo* qui, comme nous l'avons vu, font des allées et venues entre les bassins privés, les kiosques et le domicile de leurs clients. Les relations de genre sont aussi empreintes de relations générationnelles. Par exemple, les points de vente d'eau en sachet en gros sont en général la propriété d'hommes adultes tandis que le commerce d'eau en sachet au détail, dans les rues, est le privilège de garçons et de jeunes hommes. La vente d'eau en godet est une tâche plutôt réservée aux femmes adultes. Les personnes qui viennent chercher des *boukits* d'eau à usage domestique aux kiosques et aux bassins privés sont en général des jeunes femmes.

4.3. ECHELLES, PETITS GAINS ET FORMATION DES PRIX

La densité du commerce associé à l'eau révèle l'existence de réseaux étendus d'intermédiaires. Une des caractéristiques de ces réseaux est le fractionnement systématique et progressif des marchandises, que ce soit en rapport à l'eau ou aux produits qui lui sont associés. A Bel Air tout comme dans d'autres contextes où prolifèrent des niveaux de pauvreté extrême, un des mécanismes basiques de survie repose sur la génération de petits bénéfices par le biais du fractionnement intensif des produits.[35] Ainsi, un camion d'eau est livré à un bassin, puis est ensuite divisé en *dwoums*, chacun équivalents à 12 *boukits*, qui à leur tour peuvent être fractionnés en sachets *dlo kreyòl*. Un autre exemple est le savon (en poudre ou en barres, pour la lessive ou le bain) qui est bien souvent vendu dans points de vente d'eau dans des quantités qui vont de la boîte au petit sachet de la taille d'une bille.

Les petits bénéfices issus du fractionnement sont générés de deux manières : (a) au moment de la transition entre les volumes achetés/vendus et les unités de mesure utilisées à chaque point du réseau : camions, bassins, *dwoums*, *boukits*, galons, godets, sachets *dlo kreyòl*, etc.; et (b) dans les rapports entre les moyens de paiement et les unités de valeur utilisées au cours de l'échange : le prix est fixé en dollars haïtiens pour les transactions majeures (les camions d'eau et, à un autre niveau, les gros sachets *dlo française*), tandis que le prix du *boukit* est en général fixé en gourdes, et la valeur des sachets ou des godets en kobs (1/100 de gourde). Le commerce de l'eau s'organise aussi autour de l'utilisation de monnaies parallèles, comme les fiches évoquées précédemment, qui servent de reconnaissance de crédit et de contrôle des ventes (elles sont souvent utilisées par les propriétaires de bassins privés mais aussi par certains kiosques).

En plus des relations entre les diverses monnaies et unités de mesures, dans les mécanismes de formation des prix joue aussi le fait que l'acte de vente fait partie d'un flux préalable d'échanges entre vendeurs et clients : ce sont les relations de *pratik*, les relations de clientèle typiques des marchés haïtiens. Le prix des marchandises peut varier d'une situation de vente à l'autre, en fonction de l'existence ou non de transactions préalables entre le vendeur et l'acheteur, ou encore en fonction de la perception qu'a le vendeur du statut social du client. Dans le cas des étrangers, des *blan*, les prix sont définitivement plus chers.[36]

4.4. DIFFÉRENCIATION ET STATUTS

Des principes territoriaux et de statuts interviennent dans le monde social de l'eau à Bel Air, en plus des mécanismes considérés comme classiques dans l'organisation des marchés (liés aux notions d'offre et de demande, de circulation homogène de l'information, etc.). Au contraire de ce que présuppose la pure rationalité économique, la recherche du prix le plus bas n'est pas toujours la raison qui guide l'approvisionnement en eau des familles. Bien que le kiosque de la CAMEP vende l'eau à 1 gd le *boukit*, une famille (en général la femme) peut décider de ne pas s'y approvisionner parce que c'est « loin », ou parce que « il faut faire la file ».

La distance entre le domicile et la source d'approvisionnement n'est pas uniquement géographique, elle est principalement sociale. A la limite, on peut dire que l'eau est organisée sur une échelle de statuts : au niveau le plus bas se situe l'eau qu'il faut aller acheter (au kiosque ou au bassin privé) ; au niveau de statut le plus élevé se trouve l'eau qui est livrée à domicile par les *machan'n dlo* (et celle qui, dans de rares cas, arrive par des canalisations de la CAMEP). Ainsi, certaines personnes peuvent préférer payer jusque 8 gds pour un *boukit* d'eau livré à domicile plutôt que 1 gd au kiosque de la CAMEP.

Faire la file au kiosque peut être aussi quelque chose que les individus cherchent à éviter, en raison du temps perdu, mais aussi parce que certains peuvent ne pas vouloir être vus faisant la file. Plutôt que de se déplacer pour rechercher de l'eau à un coût moins élevé et de devoir parcourir une distance qui semble peu significative du point de vue géographique mais qui peut l'être d'un point de vue social, la tendance des personnes est de rester dans le territoire en maintenant des relations de clientèle (*pratik*) avec les propriétaires de bassins privés ou avec les *machan'n dlo*.

Un exemple : quand il y a de l'eau dans les kiosques CAMEP de la rua Saint Martin, les familles qui vivent dans les corridors de la rue Delmas 2 (extrêmement pauvres, elles ne sont pas propriétaires des baraques dans lesquelles elles habitent et leur situation est tout aussi précaire que celle des familles des zones basses de Bel Air, comme La Saline et Fortouron), font des dizaines d'allers et retours pour acheter des *boukits* à 1 gd, jusqu'à ce que soient remplis les récipients qu'elles possèdent ou qu'il n'y ait plus d'eau au kiosque. Quand il n'y a pas d'eau dans les kiosques de la rue Saint Martin, ces familles ne se déplacent pas jusqu'aux autres kiosques situés à environ 500 mètres de distance, elles préfèrent « acheter pas loin », dans des bassins privés, et payer 5 fois plus cher.

Un autre exemple au sujet de la perception des statuts : les familles qui vivent dans les corridors de la rue Dr. Aubry, dans des habitations de plusieurs pièces et dont certains membres ont un travail et un salaire, préfèrent acheter de l'eau à 8 gds livrée à domicile par les *machan'n dlo* plutôt que de descendre 100 mètres et s'approvisionner elles-mêmes aux kiosques de la rue Saint Martin qui vendent le *boukit* à 1 gd.

Dans ces deux exemples qui mettent en scène des familles vivant dans des corridors très proches mais néanmoins très différents socialement, la diversité de la vie sociale de l'eau se manifeste clairement du point de vue des possibilités de stockage. La capacité de stockage de l'eau dépend de l'espace disponible dans les maisons et de la possession ou non de grands récipients comme des *dwoums*, ou d'une quantité significative de *boukits*. Certaines familles arrivent à avoir plusieurs *dwoums* à la maison et séparent ceux qui contiennent de « l'eau propre » (potable) de ceux qui renferment l'eau destinée à la lessive ou à la cuisine. D'autres familles possèdent des dizaines de *boukits*, d'autres encore partagent des *dwoums* avec les habitants du même corridor (dans ce cas, le récipient est stocké dans le corridor et non dans les habitations). Les familles extrêmement pauvres ne possèdent en général qu'un ou deux *boukits*.

Soulignons qu'il existe une grande variété de récipients pour stocker l'eau à domicile, en plus des *dwoums* et des *boukits*: *ganmèl*, *kwich*, *kanari*, *maka*, *kivèt*, *bonmb*, *galon*, etc. Un autre élément qui illustre la diversité du marché de l'eau est justement, comme nous l'avons déjà mentionné, le fait qu'il soit en relation directe avec le marché des récipients.[37]

5. CONCLUSIONS

Entre tous les problèmes sociaux qui frappent l'existence humaine à Bel Air, le problème de l'eau est sans aucun doute central. Les actions d'intervention qui visent à en augmenter le volume et à en diminuer le prix sont fondamentales. Il faut cependant noter le fait que la perception du problème varie significativement selon la position qu'occupent les individus au sein des différents

[35] Voir Guyer 2004 pour des exemples en Afrique Occidentale.

[36] Ce fait se manifeste clairement dans le cas de la vente de camions d'eau aux étrangers ou aux locaux propriétaires de maison ou d'hôtel. Le prix est en général beaucoup plus cher. Les relations de *pratik* sur les marchés haïtiens ont été analysées par Sidney Mintz : « Pratik : Haitian Personal Economic Relationship ». In: Potter, J.M. et al. *Peasant Society : a Reader*. Boston, Little Brown, 1967, pp. 98-109.

[37] Un *dwoum* peut coûter 700 gds et un *boukit* 25 gds.

circuits de l'eau : pour certains, « le problème » est la CAMEP (qui n'envoie pas d'eau en quantité et de qualité suffisantes), pour d'autres ce sont les piquages (qui « volent » l'eau et la polluent), pour d'autres encore (comme les techniciens de la CAMEP), le problème vient de l'intervention anarchique d'une infinité d'ONGs, etc. Et puis il y a aussi tous ces gens pour qui l'eau n'est pas un problème mais bien un moyen de subsistance, une source d'argent ou de notabilité, un bien destiné à être vendu ou échangé, qui doit être acheté et stocké, qui sert à boire, laver, cuisiner, etc. Il nous semble que la prise en compte de cette pluralité de points de vue et des « raisons » qui les sous-tendent est fondamentale pour comprendre la vie sociale de l'eau, ainsi que pour dessiner et évaluer les politiques publiques et les actions d'intervention.

Durant la période où a été réalisé le travail de terrain, Viva Rio était en train de clôturer une série d'accords avec la CAMEP, suite au changement de direction de cette dernière : l'approvisionnement en eau à Bel Air allait être multiplié par trois, un nouveau canal entre les sources de La Plaine et le réservoir Nord Alexis devrait être construit, un accord portant sur l'intervention de la CAMEP dans la gestion des kiosques de VR était en négociation. L'aboutissement de ces accords serait une réalisation particulièrement significative si l'on considère deux des contradictions qui assombrissent les actions d'intervention des organisations non gouvernementales dans un contexte comme celui d'Haïti. La première contradiction a à voir avec la question de la non-institutionnalisation: la présence des ONGs est souvent justifiée par la supposée « absence » de l'Etat (qui est vu comme inopérant ou corrompu), un présupposé qui a pour conséquence le fait que les ONGs ont tendance à s'appuyer sur des arguments pragmatiques pour agir « en dehors » de l'Etat, créant et renforçant par la même occasion « l'absence » de ce dernier. La deuxième contradiction est directement liée à la première, et touche à la durabilité : plus les actions d'intervention ont lieu en dehors du champ des institutions étatiques, plus les risques d'avortement du projet à long terme semblent être élevés, plus réduites sont les chances de continuité après le départ des agences d'intervention étrangères.

Les professionnels des ONGs sont en général pleinement conscients de ces contradictions. Ils cherchent bien souvent en réponse à s'appuyer sur les « communautés locales ». Ils deviennent en conséquence contraints de gérer le fait que ces communautés sont toujours insérées dans des réseaux sociaux et des jeux politiques qui n'atteignent pas seulement le champ des interventions de la coopération, mais aussi celui de la politique et de la propre bureaucratie de l'Etat. Cette situation stimule la prolifération d' « associations » et la construction d'une véritable « culture du développement » : des formes d'être et de faire (des réunions, des livres, des badges d'identification,...), des trajectoires et des propriétés sociales (d'intermédiation, de « facilitation », de traduction,...), caractéristiques de nombreux des membres des comités et regroupements en tout genre qui sont préparés pour promouvoir des projets de « développement local ».

Les multiples insertions des communautés dans des réseaux sociaux et des jeux politiques passent par des chaînes d'intermédiation qui unissent les leaders locaux à des personnalités politiques d'une échelle supérieure. Dans le cas d'Haïti, ces chaînes d'intermédiaires sont extrêmement courtes et fluctuantes.[38] On peut ainsi observer que, strictement parlant, « l'Etat » n'est jamais « absent », ou encore que derrière son apparente absence, il est en fait présent et fait partie des configurations sociales locales décrites dans cette publication (dans les discours et les attentes des gens, dans les actions de ses fonctionnaires, etc.).

Soulignons que, dans ce contexte, une des particularités des actions de Viva Rio est qu'elles soient concentrées sur une région sociale et géographique relativement délimitée (le grand Bel Air) et qu'elles abordent un large spectre de questions (tant sur le plan de l'intervention que sur celui de la recherche, avec le recensement et des recherches qualitatives), en construisant des relations

[38] L'univers des élites politiques haïtiennes est relativement restreint. Les communautés et les leaders politiques (particulièrement ceux des quartiers centraux géographiquement et socialement comme Bel Air) ont des canaux de communication directs avec les « hommes forts » de la politique nationale, ce qui a un impact direct sur la construction de la notabilité de ces derniers. Cette question est d'une importance capitale pour comprendre la dynamique des relations de pouvoir entre la politique et les marchés, elle excède cependant les limites de cette publication et ne sera donc pas abordée en détail ici.

de longue durée avec un univers d'agents toujours plus large et des partenariats avec des agences de l'Etat (notamment la CAMEP et le Ministère des Affaires Sociales).

Les représentations au sujet de l'absence et de la faiblesse de l'Etat (partagée à des degrés divers par tous les segments de la population, par les professionnels du développement, par les techniciens de la CAMEP, etc.) cohabitent avec des représentations au sujet de la rareté des biens publics et du déficit d'infrastructures urbaines que les interventions « de développement » cherchent à corriger. La description de la vie sociale de l'eau présentée ici montre que plutôt que de prendre comme point de départ la notion de rareté (en s'inspirant de la notion axiomatique qui nourrit les perspectives économiques sur les marchés), il est nécessaire de comprendre comment les individus gèrent l'eau, quels sont les sens sociaux qu'ils lui attribuent, quels sont les usages, le langage et les actions qui lui sont associés. Les théories économiques et d'une manière générale les *policy makers*, partagent un axiome de base au sujet de l'organisation des marchés et de la formation des prix : les biens sont par définition rares (et les besoins humains illimités). Des recherches telle que celle-ci remettent en question ces présupposés et montrent comment la rareté et les besoins sont vécus et construits de manières variées et complexes par les personnes et les collectifs. Cette affirmation porte aussi évidemment sur les besoins basiques de la vie humaine, comme celui de l'eau, qui peuvent exister dans des situations aussi extrêmes qu'à Bel Air, où les habitants doivent vivre et survivre en consommant une eau difficile à obtenir, non potable et particulièrement chère.

Une des caractéristiques fondamentales des marchés qui reflète certains aspects structurant de la vie sociale contemporaine à l'échelle globale est le fait qu'ils soient formés de réseaux de dimensions locales, nationales et internationales, au travers desquels circulent des objets, de l'argent et des personnes. Le marché de l'eau à Bel Air n'est pas différent. Certaines figures clés illustrent clairement l'entrelacement de différentes dimensions sociales. Par exemple : le commerce des *machan'n dlo* dépend du rythme de la vie sociale dans leurs localités d'origine (et des nécessités des unités familiales auxquelles elles appartiennent) ; dans la gestion et la distribution d'eau des kiosques administrés par des leaders communautaires interviennent des politiques nationales et internationales, des agents nationaux et transnationaux (comme les ONG), etc.

L'observation de la vie sociale de l'eau révèle un monde complexe et nuancé, tissé de réseaux sociaux aux dimensions locales, nationales, internationales, de vies personnelles et collectives qui procurent un certain éclairage sur l'omniprésence et l'absence simultanée de l'eau dans les rues, les corridors et les habitations de Bel Air, sur le temps et l'énergie que les personnes consacrent à la recherche et au stockage de l'eau, sur la sophistication des langages de l'eau, sur son insertion dans la politique, et sur les multiples possibilités de transformation de ce bien en marchandise ou en ressource pour survivre.

THE SOCIAL LIFE OF WATER
BEL AIR, PORT-AU-PRINCE, HAITI

TRANSACTIONS, NETWORKS, CONFIGURATIONS

CONTENTS

1 INTRODUCTION 35

2 COMMERCIALIZATION AND DISTRIBUTION CIRCUITS 38

2.1 The CAMEP network: *kiosques*, *piquages* and residences 39

2.2 Water trucks: *bassins privés*, *machan'n dlo*, drinking water, Viva Rio *kiosques* 40

2.3 Rainwater catchment: residences, *bassins privés* and development projects 41

2.4 *Sachets dlo française* 41

2.5 Other circuits associated with water: containers, ice, soaps, showers and latrines 41

3 CONFIGURATIONS AND NETWORKS 42

3.1 *Bassins privés* and *machan'n dlo* 42

3.2 The water *kiosques* 44

3.3 Viva Rio's intervention: *kiosques* and rainwater catchment projects 47

4 SOME DIMENSIONS OF THE SOCIAL LIFE OF WATER 48

4.1 Politics and territoriality 48

4.2 Gender and generational relations 50

4.3 Scales, small profits and price formation 50

4.4 Differentiations and status 51

5 CONCLUSIONS 52

6 PHOTOS 81

7 BIBLIOGRAPHY 95

UNITED STATES
BAHAMAS
CUBA
DOMINICAN REPUBLIC
ST. KITTS AND NEVIS
PUERTO RICO
ANTIGUA AND BARBUDA
VIRGIN ISLANDS
HAITI
JAMAICA
HONDURAS
DOMINICA
ST. LUCIA
CARIBBEAN SEA
ST. VINCENT AND THE GRENADINES
BARBADOS
NICARAGUA
GRENADA
TRINIDAD AND TOBAGO
COSTA RICA
VENEZUELA
GUYANA
COLOMBIA
PANAMA

1. INTRODUCTION

This text is one of the results of the research project "Markets and Currencies in Port-au-Prince. An ethnography of/in international space," developed since 2007 by a team from the Culture and Economics Research Lab (NuCEC) linked to the Postgraduate Program in Social Anthropology (Museu Nacional, Rio de Janeiro Federal University).[1] The text also originates from a request from the Brazilian non-governmental organization Viva Rio (VR), which has been operating in the Bel Air region of Port-au-Prince since 2006, promoting actions designed to bring peace to the region and improve local infrastructures.

Bel Air is a central district of the capital of Haiti, one of the most traditional neighborhoods of Port-au-Prince (PP), inhabited by approximately 90,000 people. It stretches between the upper region of Fort National and the large markets spread along the coast between the port, the Champ de Mars and the National Palace (see photos 1 and 2, p. 82). Nearer to the low-lying regions, Bel Air merges with shanty towns such as La Salines and Fortouron. The region has been a notable centre in the country's recent history, one of the social bases of Lavalas (the political organization of former president Jean Bertrand Aristide); it was also one of the first settings for the military interventions of the United Nations Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH) in 2004.[2]

Bel Air presents the country's problems in concentrated form: social inequality, unemployment and absence of infrastructure. Two items are particularly dramatic at this level: the lack of sewage and waste treatment, and the extreme precariousness of the water supply network. The available data on the water situation indicates that 52.3% of the region's inhabitants consume less than 15 liters per day, less than the minimum daily requirement set by UNICEF.[3] Most of the water circulating in Bel Air is not fit for drinking, which comprises one of the region's most serious problems.

After the 'period of violence' (which followed the ousting of President Aristide from office in 2004 and lasted until 2006), the region entered a pacification process promoted by the UN and the Haitian State through agencies such as the National Commission on Disarmament, Dismantlement and Reintegration (NCDDR). The intention was to combine 'development' and 'security' actions, implanting projects that allow access to basic public resources, such as water and sanitation, mobilizing local networks and generating work and income.

Bel Air is the only area of Port-au-Prince still considered 'red' (highly dangerous) by MINUSTAH, which has a direct impact on the region's social life. It implies that UN staff (even those linked to the development programs run by UNDP, for example) can only visit the region when accompanied by military personnel. This also hinders international cooperation actions in the area for 'security' reasons. The region is highly stigmatized, associated with images of violence, extreme politicization and the presence of gangs.

Viva Rio's work and the projects of our team in Haiti should also be situated within the context of the Brazilian presence in the country. Brazil provides the largest contingent of personnel within MINUSTAH and is responsible for its military command. Concurrently, Brazilian government agencies have encouraged the diversification of initiatives in the country, supporting intervention projects like those implemented by Viva Rio, promoting the action of other governmental agencies (such as

[1] With the support of CNPq and FAPERJ, coordinated by Federico Neiburg. www.cultura-economia.org

[2] After the fall of the Duvalier regime in 1986, Haiti entered into a process of acute political and social conflict with various foreign interventions (in the form of military occupations and blockades). The first elections after the dictatorship, held in 1990, were won by Jean Bertrand Aristide. The following year Aristide was deposed by a military coup. Shortly after an international blockade was declared and Aristide went into exile. In 1994 the country experienced military intervention and the following year Aristide returned to power. In 2000 he was reelected and in 2004 he was once again ousted. In 2004 MINUSTAH began to operate in the country, which ensured that new elections were held.

[3] According to other international organizations (such as USAID, World Bank and WHO) the minimum daily water consumption should be between 20 and 40 liters per person. The data from the census undertaken by Viva Rio in Bel Air in 2007 also show that the average water consumption in the region is 21 liters, and the mean 15.

EMBRAPA, Brazilian Agricultural Research Corporation, for example), and stimulating scientific cooperation for producing data and training academic staff. The relationship with Haiti has been important in the change in direction of the Brazilian Cooperation Agency (ABC, dependent on the Ministry of Foreign Affairs), traditionally assigned the task of coordinating international cooperation projects in Brazil and now also responsible for channeling Brazilian overseas cooperation with other 'developing countries.' At the research level, the activities of the NuCEC team in Haiti can also be situated within the current internationalization of Brazilian social science, which, supported by public funding agencies, is increasingly conducting its researches abroad. As part of this context, NuCEC's activities in Haiti are also related to a process of institutional construction through its participation in the foundation, along with Haitian colleagues, in May 2007, of the Inter-University Research and Development Institute (INURED) based in Port-au-Prince.

Viva Rio's activities in Haiti began in 2004 at the request of DDR (predecessor of CNDDR) through advisory work on relations with the local population and help in 'community awareness-building.' One of the outcomes of this project was the identification of the relations between control of essential resources (such as water) and the dynamic of armed conflicts.[4] In January 2007 Viva Rio began intervention initiatives in independent form in Bel Air, covering a wide range of issues linked to two large-scale projects: *Tambou Lapè* (Drum of Peace) and *Dlo, Fanm, Sante* (Water, Women, Health) which among other things include the promotion of peace accords between community leaders, providing study grants to adults and children, making water available to the population through sales kiosks and the catchment and distribution of rainwater to children in schools, waste treatment and the construction of infirmaries, latrines and popular eateries. Viva Rio's projects in Bel Air are supported by the governments of Norway, Canada, Brazil and Haiti.

In 2007 Viva Rio carried out a census, which provided previously unavailable data on the socio-demographic structure of Bel Air, and set the groundwork for an intervention policy focused, at the outset, on the question of water.[5] The research on which the present text is based resulted from a request from Viva Rio to produce ethnographically-oriented qualitative data, complementing the information from the census, that would enable a broader understanding of the social dynamics of the water market and allow the assessment and improvement of the intervention initiatives that were, from Viva Rio's own point of view, still in an initial phase. Both the research questions and the delimitation of the key geographic areas for the ethnography were established in dialogue with the Viva Rio team. In terms of the prior interests of the NuCEC team, this request allowed a new form of entry into the study of the social dynamic of Haitian markets – a key to comprehending the historical formation and social reality of the country.[6]

Fieldwork was conducted in September 2008. The preliminary research, implemented in March and April of the same year, allowed us to identify the issues and formulate our objectives: to construct a qualitative view of the organization of the water market in the area, taking into account the structuring of the distribution and commercialization networks, the diversity of agents and sales modalities involved, the relations between the politics and territoriality of water, the price formation mechanisms, people's views relating to the quality, quantity and availability of the product, the different uses of water, and the local population's views of the actions of State bodies and international cooperation agencies in this area, including Viva Rio.[7] In sum, the project aimed to understand the "social life of water."[8]

The research was conducted across a broad region spanning from the low-lying area of 'Grand Bel Air' from the edge of Marché Croix de Bossales, La Salines, Fortouron, Cité Vincent, Pont Rouge (bordering Cité Soleil) and Tokyo, to the upper district of Solinó, Fort National and Cité Marc. However, special attention was given to two areas in which, at the time, most of Viva Rio's activities were concentrated (see map, p. 38):

• Area A: central region of Bel Air, surrounding the Place de Paix (including a part of Delmas 2), and streets such as Saint Martin, Macajoux and Aubry. This is one of the zones where CAMEP (Centrale Autonome Métropolitaine, the state agency responsible for water in PP) operates kiosks and where the implantation of Viva Rio's rainwater catchment program began in the Nazaréenne, Perpétuel Secours and Lycée Pétion schools;

• Area B: in the triangular zone formed by Viva Rio's three kiosks in operation at the time: La Saline, Fortouron and Lakou Nènè (in this zone there are no CAMEP kiosks).

The team began fieldwork by interviewing Viva Rio staff connected to the water projects with the aim of obtaining a preliminary overview of the activities pursued. Over a one month period, the team conducted everyday observations, conversations and interviews in the streets, the locations for distributing and selling water, the intervention agencies, the central offices of the kiosk management committees and Viva Rio's rainwater catchment centers in the schools. Systematic observations were made of water purchase/sale and transportation situations in the streets, and the modalities of storing and consuming water in local people's homes. As well as the conversations and informal interviews, 54 interviews were recorded with family members, *machan'n dlo* (street water vendors, *dlo* = water), wholesale and retail sellers of *sachets* (small bags), street vendors of *godets* (cups), owners of *bassins privés* (private cisterns), owners of water trucks, staff responsible for CAMEP's reservoirs, members of committees of operating kiosks (CAMEP and Viva Rio) and of former kiosks now deactivated (CONCERN and CDS), members of other intervention agencies (OIM/USAID, GRET, International Action), employees of Viva Rio, and technical staff from CAMEP. We created a photo archive and produced maps of some of the streets from Areas A and B, on which we located the different sources of water distribution and commercialization and the diverse agents present there.

The following section of the text presents a general panorama of the water circuits in the region, highlighting the routes along which water arrives and is distributed in Bel Air (through CAMEP's pipes, trucks, rainwater catchment and sales of *sachets* in the streets). Next we focus on the main social configurations and networks constituting these circuits, such as the water *kiosques* (run by CAMEP, Viva Rio and other agencies), the operational dynamic of the *bassins privés*, and the activity and structuring of the *machan'n dlo* networks. In the fourth section we analyze some of the principles organizing the region's water market: the close connections between politics and territoriality, the relations between gender and generation, the price formation mechanisms, and the logic of small profits that grounds local commercial activity. The text

[4] See Ribeiro Thomaz and Nascimento 2006. "Bel Air, Neighborhood with a past, Neighborhood with a Future", Port-au-Prince, São Paulo, July 2006.

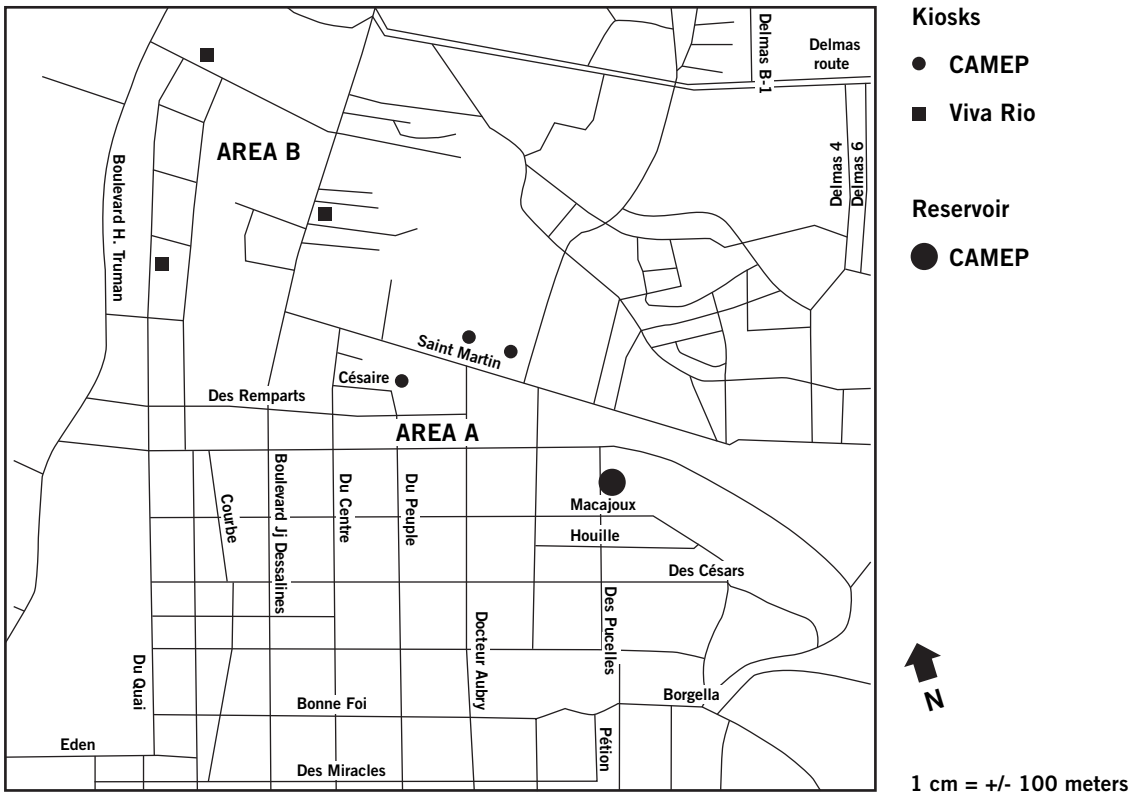
[5] "La consommation d'eau à Bel-Air; Recensement Démographique," Rubem César Fernandes and Marcelo de Sousa Nascimento. Bel Air, 2007, Port-au-Prince, Haiti. A detailed background account to Viva Rio's work in Bel Air can be found in André Yves Cribb "Fornecimento da água de uso doméstico em Bel-Air / Haiti: irregularidade e precariedade," n.d. See too Neiburg & Nicaise (2008), "La production de connaissance et les politiques d'intervention sociale en Haiti." Comunidade segura.org / Haitiici.org, 28/04/2008 http://www.comunidadesegura.org/?q=fr/node/39090.

[6] It was Sidney Mintz who as early as the end of the 1950s indicated the importance of markets in the social organization of Haiti's national space, suggesting that the network of markets is the main 'truly national' institution in the country (see Mintz 1959, and more recently Mintz 2004 and in press). This idea seems more valid than ever when we examine the central region of PP: objects and people circulate through a national and international network that configures national space in a highly original form, beyond its frontiers. Following the line of analysis suggested by Mintz, the project "Markets and currencies in Port-au-Prince" and the present research on the social life of water in Bel Air look to contribute to understanding the social genesis of Haiti's national space, combining international relations and the microanalysis of the links between markets and social and family organization, the meaning of transactions and the economic categories of perceiving the social world (see too Neiburg 2007).

[7] The research comprised four phases: (1) 2007: Discussion of Viva Rio's experience of intervention in Bel Air, especially the data from the census conducted in 2007, with emphasis on the information relating to water; (2) Periods 27-31 March and 13-25 April 2008: Recognition of the field and formulation of questions; (3) August 2008: Formulation of specific objectives, the field research timetable and the script for the semi-open interviews; (4) 1-30 September 2008: Ethnographic fieldwork in Bel Air, Port-au-Prince. The team comprised two researchers: Federico Neiburg and Natacha Nicaise; a research assistant: Sergo Jean Louis (student from the Ethnology Faculty of the State University of Haiti); and a research assistant/*agent de liaison:* Herold Saint Joie, born in Bel Air, with long-term experience of working in the area and collaborating with Viva Rio, including participation in the Bel Air census. The team's base was the Inter-University Research and Development Institute (INURED).

[8] The expression "the social life of water" is inspired by the text of Arjun Appadurai, *The Social Life of Things. Commodities in Cultural Perspective*. Cambridge: Cambridge University Press, 1986.

A and B research areas.



ends with a section of conclusions that focuses on two questions: it discusses some of the basic presuppositions determining current views of informal markets and urban infrastructures (such as the presupposition of 'the 'absence' or 'weakness' of the State and of 'scarcity'); and it suggests how an examination of questions relating to the presence of NGOs and the nature of the Haitian State reveals other dimensions or scales of the social life of water (of which the present research and the actions of Viva Rio in the region form part): the incorporation of Bel Air in the world of international cooperation, and its relations with the universes of development professionals and academics.[9]

2. COMMERCIALIZATION AND DISTRIBUTION CIRCUITS

As we mentioned earlier, 52.3% of Bel Air's population consumes less than 15 liters of water per day (far below international norms); the census conducted by Viva Rio also shows that 44.2% of water in the region is supplied by CAMEP, that 9.8% of the population receives water at home, and that the price of water is exorbitant by international standards: per m^3 it oscillates between US$ 3.70 (in the case of the water sold in CAMEP kiosks) and US$ 25 (in the case of the *machan'n dlo* who get their water from the *bassins privés*).[10] This is combined with the fact that the supply of water via the CAMEP network is extremely irregular (water arrives in a few regions of Bel Air for a few hours once or twice a week),[11] and that, as observed above, most of the water circulating in the region is not drinkable.

However, the notion of scarcity commonly used by economists and planners seems to be fairly inadequate to describing the situation. Ethnographic observation reveals the omnipresence of water in the area. In the streets one can see an enormous number of people selling and transporting water, along with the existence of a wide vari-

ety of distribution circuits and sources (*kiosques*, *bassins privés*, male and female street vendors, trucks, etc.). The families devote time and energy to procuring water, and allocate space in their small dwellings to store it (which also involves investments in containers like *boukits*, *dwoums*, *ganmèl*, etc., see photos 3-5, p. 83).[12]

When the region's residents are interviewed they do not refer to water in terms of scarcity. They talk about its quality (whether *lourde*, 'heavy', *pas claire,* 'cloudy', not good for drinking) and the places from which it is obtained. Asked about the current situation, they frequently reply positively, recalling worse periods, such as when there were public sources, in the 'times of Jean Claude' (Duvalier). In contrast to what might be imagined, the statement that water arrives twice a week for many people indicates progress. On the other hand, we can observe innumerable situations where water is wasted (see photo 6, p. 84), principally in the streets and alleys[13] reached by CAMEP pipes and where *piquages* are made.[14]

In sum, in order to comprehend the mechanisms that transform water into a relatively scarce and expensive item, we need to analyze the 'social life of water,' consider the different distribution and commercialization circuits, along with questions linked to the power relations that organize water management, the price formation mechanisms, the modalities of consuming and storing water, and the very variety of configurations found in this socially and geographically diverse area.

It is also necessary to understand that from the viewpoint of social uses, water is not a homogenous liquid; water itself differs. It can be classified with adjectives like *lourde*, *pas claire* or *jaune* (heavy, unclear or yellow), synonyms of undrinkable; or *claire*, *propre* and *blanche* (clear, clean and white), synonyms of drinkable. Some words indicate the kinds of associated with different forms of supply and storage. There is water for drinking (which may also be differentiated according to whether it is intended for consumption by small children or adults), water for cooking, and water for washing clothes or bathing. There are residences in which the *boukits* or *dwoums* are clearly differentiated: those with lids containing water for drinking, those without lids intended for other uses. People's perceptions of the drinkability of the water also varies: some people, for example, drink water derived from the *bassins* or CAMEP, while others claim that this water is not fit to drink. Obviously, the more economic resources people possess, the greater the possibility of accessing particular sources of water and the greater the possibility, too, of differentiating varieties of water (notably in relation to its drinkability).

Water can reach Bel Air by one of four routes: CAMEP's pipe network, the private trucks that fill up at the *forages* (sources) of La Plaine region, rainwater catchment and the street vendors of *sachets*. These routes form the basis for a variety of circuits. Below we present an overview of these circuits; further on, in other sections of the text, we return to describe in more detail some of the important dimensions organizing them.

2.1. THE CAMEP NETWORK: *KIOSQUES*, *PIQUAGES* AND RESIDENCES

Through CAMEP's pipes, water reaches some zones of Bel Air once or twice a week, for a few hours, generally in the morning (between 9am and midday). These are times when some areas where

---

[9] On the notion of 'development professionals,' see Nicaise 2007.

[10] According to data presented in Viva Rio's census, the average price of water per m^3 in the USA, for example, is at least seven times cheaper: US$ 0.50.

[11] It is crucial to understand that from the viewpoint of CAMEP's pipes, Grande Bel Air is an extremely diverse area. In the lower and higher regions, water arrives very rarely. It is only in the district's central region that it arrives two or three times per week.

[12] The word *boukit* comes from the English *bucket* and is another unit of measure used in Haiti that dates back to the period of American occupation of the country between 1915 and 1934 (for related background histories to other Haitian units of measure, see Mintz 1961). *Boukit* is the basic container for transporting water in the area, a bucket of variable proportions but that generally contains around 18.5 liters of water. A *dwoum* is a larger container, equivalent to 12 *boukits*.

[13] The popular districts of Port-au-Prince are crossed by small lanes and alleys, narrow and winding, impassable to vehicles.

[14] The terms *piquage* or *prise clandestine* refer to the illegal taps made by the population in CAMEP's pipes, as we shall see in section 2.1.

the pipes pass seem to be invaded by water (notably in the centre of Bel Air, in Saint Martin St. and Delmas 2 St., around the Place de Paix, in Macajoux St., Dr. Aubry St., etc.). Many of the pipes are made from PVC and are fairly superficial, making it easier for accidental or deliberate perforations to be made: the *piquages*, which are controlled by 'owners' who see water in *boukits*. These *piquages* are made from small plastic tubes inserted in the pipes through badly-fitting connections that allow dirty water to enter the flow, meaning it becomes polluted. During these hours the water from the *piquages* also leaks onto the sidewalks (the wastage is a notable feature), and the movement of the population in the streets and alleys intensifies as they fill with women fetching *boukits*. These are the moments when water is sold at the cheaper prices, between 1 and 2 Gds per *boukit*;[15] queues form at the CAMEP kiosks, groups of people gather around the *piquage* points on the sidewalks and in the few houses that receive piped water when people can buy or obtain water (see photos 7-10, p. 84-85).

The arrival of water along CAMEP's pipes depends directly on the action of the *vannier* (lockkeeper) who controls the distribution at the Nord Alexis Reservoir, located in the upper part of the district. When the reservoir has water, the *vannier* opens the locks that allow the water to flow along the three or four circuits crossing the Bel Air region (between the centre and the low-lying area).[16] The *vannier* is certainly the key to CAMEP's flow: he opens or closes the *vannes* (taps or locks) that channel the water via one street or another, reaching some houses, *kiosques* and *piquage* points, and not others.

At the time of our research, in the central region of Bel Air there were four *kiosques* operating linked to CAMEP's pipes (see photos 11 and 12 p. 85). Other *kiosques*, which functioned much more sporadically (receiving water once or twice a month), are located in the upper regions of Solinó, Cité Marc and Fort Nacional. There were no CAMEP kiosks in the district's low-lying regions (in La Salines, Tokyo or Fortouron). As we shall see later in more detail, these *kiosques* CAMEP began to be implemented in Port-au-Prince in 1995, and specifically in Bel Air in 2000 during the Jean Bertrand Aristide government. They are managed by *comités dlo* (water committees), sometimes organized in associations that work towards 'community development.' The creation of these committees resulted from the intervention of a French NGO (GRET), which develops 'social engineering' projects with funding from the European Union and the French Development Agency.

2.2. WATER TRUCKS: *BASSIN PRIVÉS*, *MACHAN'N DLO*, DRINKING WATER, VIVA RIO'S *KIOSQUES*

As in other areas of Port-au-Prince, in Bel Air trucks circulate constantly transporting water. A few carry drinking water, treated by companies such as Frechè Lokal, which drive through the city's streets playing a typical music ('the water music'), announcing their presence in the zone. The population buys this water 'good for drinking' in *boukits* or other containers such as *galons* (which some trucks sell at 5 Gds).

But most of the trucks, which come from the La Plaine region where the sources for the metropolitan area are found, do not transport drinking water or even branded water. Driven sometimes by their owners, at other times by drivers who work for small networks, the destination of these trucks is generally the *bassins privés*, the main distribution points in the district, the only places where it is possible to obtain water everyday at any time. The *bassins privés* sell water per *boukit* directly to the consumers. In some cases they also sell *sachets dlo*, called *dlo kreyole*, different from the *sachets* of purified water (*dlo française*) to which we shall refer later. As we shall see too, the *bassins privés* are key nodes in the distribution networks formed by women, the *machan'n dlo*, who walk the streets and alleys incessantly carrying water to their clients in the region's homes.

The trucks also distribute water to other locations such as schools, private residences and sometimes *kiosques* that form part of other networks, distinct from the networks of *kiosques* that receive water from CAMEP's pipe system. As we shall, this used to apply to the *kiosque* network run by CDS, and applies today to the network of *kiosques* run by Viva Rio. The price of the truck varied, at the time of the research, between 150 and 400 Haitian Dollars,[17] depending on the size, the delivery location, the previous relation with the client and the vendor's perception of the social status of the latter.

2.3. RAINWATER CATCHMENT: RESIDENCES, *BASSINS PRIVÉS* AND DEVELOPMENT PROJECTS

Rain is another source of water. Although the data obtained by Viva Rio's census indicates that the volume of rainwater in the region's total consumption is relatively insignificant (less than 1%), its importance is uneven given the calendar of rainfall in Haiti and specific segments of the population, such as those who possess forms of storage. Indeed, when it rains the families place the *boukits*, *dwoums* and other recipients in the open air, on the patios and in the alleys and streets. Some houses also improvise pipes to channel and store rainwater. Owners of *bassins privés* store rainwater for sale later. Today, rainfall has become an important source for Viva Rio's development and intervention projects, which are being implemented in close cooperation with the region's churches and schools. As we shall see later, the water captured in these projects is purified and distributed to school pupils; in some cases, when there is a surplus, it may be transported for free to the homes of students or sold to neighbors.

2.4. *SACHETS DLO FRANÇAISE*

Social life in Bel Air, as in Port-au-Prince as a whole, takes place to a large extent in the streets. In them people buy and sell an infinitude of products, including water to be drunk on the spot. Much of the water consumed by the population is bought in small *sachets glacés* (chilled small bags) of 100 or 200 ml, with prices that varied at the time of research between 1 and 1.5 Gd. These are sold on the streets by young boys (or by the women who set up at strategic points on the sidewalks and street corners with polystyrene containers full of drinks, including *sachets*), who in turn buy *gros sachets* (large bags) from the wholesalers also based in the district. The latter receive water from the distributors through the trucks and store and cool it in large freezers, usually connected to the clandestine electric grids (each *gros sachet* contains 50 small *sachets* for sale retail). These *sachets glacés* (small plastic bags with brand names like Alaska, Tropical, Mag Bon Dlo) with supposedly drinkable water are called *dlo française* (French water) in contrast to *dlo kreyole* (kreyol water) – the latter describing the unbranded bags manufactured by *machan'n dlo* and by some owners of *bassins privés* who possess refrigeration systems and are 'purified' with chloride tablets or lemon (see photos 13-17, p. 86-87).

Today the presence of *sachets* in the water consumption of Port-au-Prince's population, in particular in Bel Air, is widespread. This is a relatively recent phenomenon: the first *sachet* company (Alaska) began to operate a little over a decade ago, competing directly (and largely displacing) the older trade in *godets* (cups), today relatively marginal on the city's streets. As we shall see, the competition between *sachets* and *godets* involves questions of gender and generation: the vendors of the former are generally young boys, while the vendors of the latter are older women. The trade in *sachets*, in contrast to the more long-standing *godets*, also raises the problem of the pollution caused by the empty plastic bags, which litter the sidewalks and streets. It also involves various hygiene problems, given the way the *sachets* are stored and handled before being 'sucked' by the consumers.

2.5. OTHER CIRCUITS ASSOCIATED WITH WATER: CONTAINERS, ICE, SOAPS, SHOWERS AND LATRINES

The water market is directly associated with other circuits of objects and services. An enormous variety of containers are used to transport and store

---

[15] In the CAMEP *kiosques* at 1 gourde, in the *piquages* between 1 and 2 Gds (the Haitian national currency is the gourde).

[16] The upper region is supplied by another circuit that currently almost never receives water due to the need for pumps to push the liquid uphill.

[17] The Haitian national currency is the gourde (Gd), but the Haitian dollar has been the main unit of value and price indicator in the country for decades. It amounts to a case of 'imaginary money,' which does not exist as a real banknote or coin and does not fulfill the other functions of modern currencies (such as acting as a means of payment and of storing value). In section 4.3. we return to the question of price formation mechanisms in general.

water (principally *galons*, *boukits* and *dwoums*, but also items such as the *ganmèl*, *kwich*, *kanari*, *maka*, *kivèt*, *bonmb*, etc), sold at various points in the district and also sold by street vendors (see photos 18 and 19, p. 87). In some places where water is sold (notably some of the *bassins privés*) people can also purchase small amounts of soap for personal hygiene or washing clothes. Some owners of *bassins privés* possess showers and latrines (see photo 20, p. 87). Some *machan'n dlo* use ice to chill the water to be sold in *godets* or to chill the water to be put in the *sachets dlo kreyol*. There are ice sales points in the street that conserve the ice on the sidewalk, covered in sawdust to stop it from melting under the sun (see photo 21, p. 88).

3. CONFIGURATIONS AND NETWORKS

3.1. *BASSINS PRIVÉS* AND *MACHAN'N DLO*

The basic form of obtaining water in the region is through the purchase of *boukits* at the *bassins privés* (see photos 22 and 23, p. 88). According to the data from the Viva Rio census, around 50% of the consumed water comes from this source. Of this percentage, approximately one half is bought directly at the *bassins* and another half at the doors of people's houses. The *machan'n dlo* carry the *boukits* through the region's streets and alleys from the *bassins* to the residences of their clients (see photos 24-26, p. 89).

Owners of *bassins privés* (usually men) and *machan'n dlo* (always women) are key agents in the world of water, focal points of the supply circuits that, as we have seen, start out from the *forages* (sources) of La Plaine region, travel via the trucks that carry the water to the zone, and terminate at the homes of the consumers. The *machan'n dlo* are also the most visible aspect of the water circuits, since the women can be seen constantly shuttling to and fro with *boukits*. What differentiates them from the private buyers is their clothing (the use of a *tablier*, apron) and their age: many of them are over 30 years old, in contrast to the private buyers who are generally much younger (we return to this point in the following section).

In situ observation allowed us to perceive the scale and density of these networks. In a survey conducted in two streets in Area B, in a 200 meter stretch between the first two Viva Rio *kiosques* in La Salines and Fortouron, we counted 20 *bassins privés* (see map, p. 43).

The universe of *bassins privés* is fairly mixed. Some owners are long-term residents of the area (and may even be recognized as 'notable' by their neighbors), who have been selling water for decades, constructing the *bassins* in their own homes or *lakous*;[18] some posses more than one *bassin*;[19] some combine the sale of water with trade in other products (such as soap, *sachets dlo kreyole*, soft drinks, matches, etc.).[20] Others live outside the region (either having never lived there or moved away, rising socially) and manage the *bisnis* (business) directly, commuting everyday, or through family members or employees. Finally some people have appropriated public *bassins*, today run as private businesses (see photo 27, p. 89).[21]

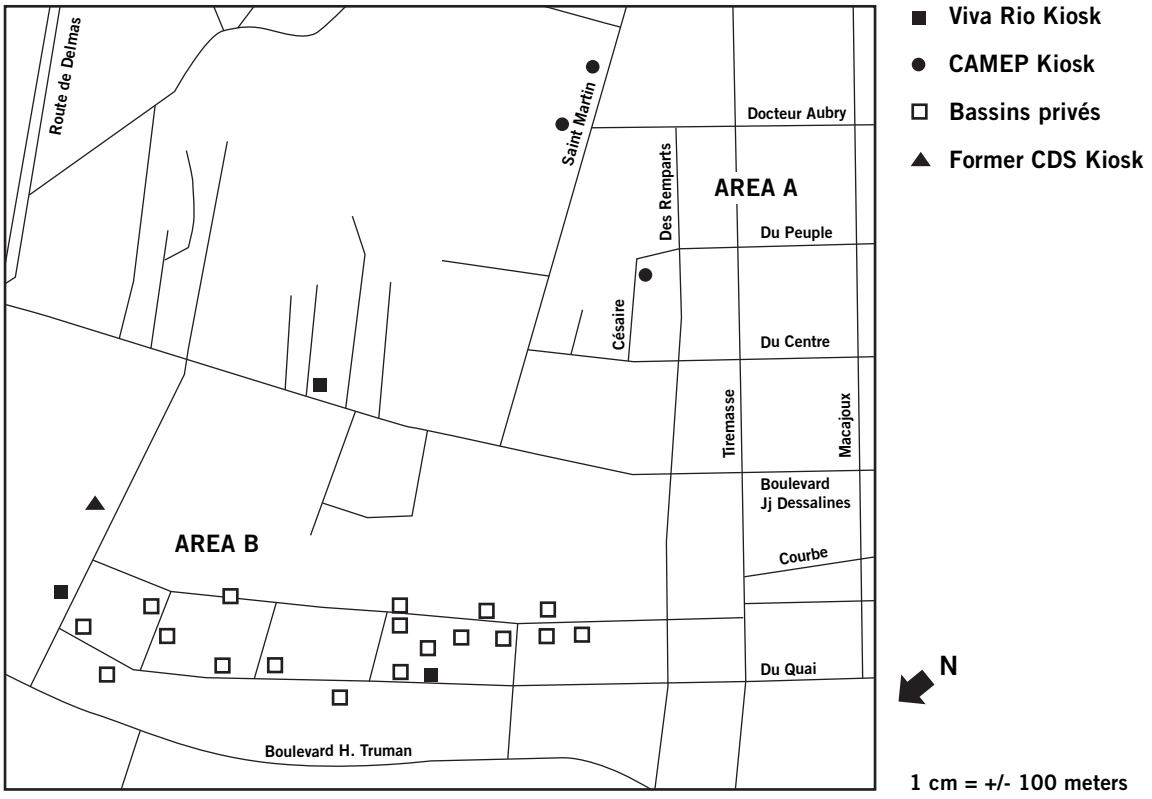
The *bassins* vary in size, which is crucial in terms of their capacity to maintain their clientele by offering water everyday. The unity of measure used to describe the capacity of the *bassins* is the 'truck,' irrespective of the fact that trucks differ in capacity. According to our surveys, the *bassins* may contain between one and six trucks of water.

One element, though, seems to be common to all the *bassins*: the formation of networks of *machan'n dlo* who maintain more or less exclusive relations with the *bassin* owners. The size of these networks is also a notable feature. Questioned about the number of *machan'n dlo* linked to their *bassins*, the owners (or *bisnis* managers) replied with figures carrying between 8 and 20 women for each network.[22]

Almost all the women with whom we managed to talk said they originally came from outside Port-au-Prince, many of them from small towns in the Jacmel region to the south of the country. The relations maintained between the *machan'n* and the owners of the *bassins* from which they purchase water have a long history. We talked with various women who had worked for the same owner for decades, remaining for long periods in the area and occasionally returning to their home regions to take the money earned in the city. As in all the Haitian markets, this sector (water) and these agents (*machan'n*) reveal strong connections between the rural and urban worlds.

The relations between *machan'n* and *bassin* owners involve various dimensions. The women receive from the owners a space to sleep at night

Bassins privés in two streets of Area B.



[18] The *lakou* is a basic social and territorial unit of the Haitian rural world, identified with the 'house' of an extended family. The poor districts of Port-au-Prince contain urban *lakous*: people identify an alley, for example, as a *lakou*, the notable person of the place being the *boss* (this was particularly visible in the Tokyo region, including in the region where Viva Rio's third *kiosque* was installed). On the urban *lakous* in Bel Air, see Marcelin 1988.

[19] The oldest owner we found in the field was over 80 years old; he was a former *tap taps* mechanic and had begun the water *bisnis* at least thirty years ago. Today he owns two *bassins* in the Magasin d'État Prolongé St., in La Salines.

[20] In the Tokyo region we encountered an owner of a *bassin privé* who owned, along with a partner, his cousin, two water trucks, and also ran a popular credit system known as *sabotaj*.

[21] This is the case, for example, of a *bassin* in the complex of buildings between the two Viva Rio *kiosques* in La Salines-Fortouron, originally filled by CAMEP pipes and today privately managed and supplied by trucks.

[22] This gives a total of more than 100 *machan'n dlo* in this area. It is important to stress that this figure is not conclusive, but based on the systematic questioning of the owners concerning the number of *machan'n* linked to their *bisnis*, without considering the fact that some of these *machan'n* may work for more than one owner. A possibility that, as we shall see below, given the nature of the relationships uniting owners and *machan'n* does not seem very likely.

(various women often sleeping cramped together in small rooms – see photo 28, p. 90); sometimes they help look after the children of the *bassin* owners and assist their wives in performing household tasks, such as cooking and washing clothes. We observed one case in which the wife of a *bassin* owner, in charge of managing the *bisnis*, looked after the young children of some of the *machan'n* who sold water from their *bassin*. We also noted cases in which the *machan'n* used water from the *bassins*, without charge, to perform other services to supplement their income, such as washing clothes for other clients.

Specific currencies very often circulate among the *bassin* owners and the *machan'n dlo* (see photo 29-31, p. 90). Called *fiches*, these serve as a form of control for counting the number of *boukits* taken away by the women, exchanged for gourdes at the end of the day, or more generally each time the woman completes a *dwoum* (equivalent to 12 *boukits*). The *fiches* also serve as a form of credit. In the cases studied, each *fiche* represents a *boukit* of water, equivalent to 5 Gds, the price that the *machan'n* pays per *boukit* to the *bassin* proprietor.[23] The sales price of the *boukit* delivered by the women to the houses of their clients is 7 Gd. The difference of 2 Gds per *boukit* is the *machan'n*'s profit. In a survey of 10 *machan'n dlo* from Area B of the field research we discovered that each woman sells between 5 and 6 *dwoums* per day (i.e. between 60 and 73 *boukits*), which represents a daily profit of around 120-150 Gds.[24]

From the viewpoint of the hierarchical organization of the markets, that is, the hierarchy that organizes the networks and the flows of objects that circulate in the city's streets, the *machan'n dlo* occupy a very low position. It comprises a profession for which no initial capital is needed beyond, of course the capital of social relations that enables bonds of trust and dependency to be constructed with the owners of the *bassins*. As a long-standing and regular form of trade, the network uniting *bassin* owners, *machan'n* and clients is liable to be affected in a singular form by any change produced by intervention policies in the area.[25]

3.2. THE WATER *KIOSQUES*

All the distribution networks possess their own history and display a wide diversity. According to the accounts available (from residents, members of NGOs working in the zone and CAMEP technicians), the provision of water in Bel Air was always erratic and the pipe network was far from reaching all the region's homes.[26] This situation worsened considerably from the 1970s onwards, 'during the time of Jean Claude' (Duvalier), with the intensification of the rural exodus and the demographic explosion in the metropolitan area of Port-au-Prince, including Bel Air. Apparently it was during this period that CAMEP installed the first public *fontaines* (sources) providing water to the region.[27] The narratives collected in the field attribute the problems in the functioning of these *fontaines* to the fact that they did not receive water constantly, were not managed by committees and distributed water freely. Severe water shortages and poor management led to 'confusion' and 'filth,' meaning that the people interviewed did not recall the *fontaines* fondly, but as an example of a situation that could provoke turmoil and even violence when people went to fetch the water.

After the end of the Duvalier dictatorship, these *fontaines* were deactivated. At the end of the 1980s or the beginning of the 1990s (the different versions prevent us from establishing a single timeline), the first *kiosques* selling water began to be installed. According to data collected in the region, these were linked to the CDS organization, which was part of the political project of the 'millionaire Bolous.' The CDS *kiosques* were primarily built in Cité Soleil, but we found the remains of various of them in the Pont Rouge region, in Cité Vincent, and in the region of La Salines and Fortouron, where they apparently five of them once operated. According to statements collected in the field from former managers of these *kiosques*, they operated in a fairly 'managerial' form: one person, a local resident, was responsible for managing several of them, located on lands owned by himself or by other local residents, who received some money as rent. The *kiosque* manager received a wage, along with the people responsible for running the *kiosques* supervised by himself. The water was transported from the *forages* of La Plaine in trucks.

Today these *kiosques* no longer exist. Likewise, another network is today deactivated (ran by CONCERN, built with funds from USAID/OIM), which had various *kiosques* in the Tokyo region. Asked about the history behind the disappearance of the *kiosques* run by CDS and CONCERN, peo-

ple (including some who used to be involved in their management) cited 'political' issues: changes of government and conflicts between factions. The CAMEP technicians add another reason: the fact that they were not linked to the public network but were supplied by trucks (on this point, representing a model similar to the Viva Rio *kiosques* installed from 2007 onwards). This assertion, like so many others belonging to this social world, should be viewed in relative terms since many of CAMEP's *kiosques* were also deactivated by the time of our research.

Only one of the *kiosques* originally linked to CDS still survives, albeit in a precarious form, in the Fortouron region, some 100 meters from Viva Rio's *kiosque* 2. The upper half of the reservoir is unusable due to rust; once a week it receives a free truck of water donated by the Salesian school (located nearby). It was reactivated by a group linked to the area's *bases*, today functioning in the form of a committee comprised of about 15 members.[28] Its history and current situation reveal the central place occupied by water (and the management of the *kiosques*) in local politics. We therefore return to this case in the following section where we specifically discuss the politics of water.

The *kiosques* linked to the CAMEP network began to be installed in the second half of the 1990s during the Jean Bertrand Aristide government. As we mentioned earlier, their implantation was dependent on the participation of GRET, which developed a 'social engineering technology' to form the management committees and implement the operational mechanisms, both in terms of the financial management of the *kiosques* and the renewal of the committee members, and in terms of the implementation by these committees of other 'social development' projects. As anticipated in its policy, once implanted, GRET withdrew from supervision of the *kiosques*, leaving the latter work-

---

[23] As we shall see in a bit more detail when we describe the forms of payment and the price formation mechanisms, the use of these parallel currencies (the *fiches*) in the water market is fairly widespread not only in the transactions between *machan'n* and *bassin* proprietors, but also between consumers and some *kiosques*. The value of the *fiches* is also variable: it may be equivalent to one or two *boukits*, with the price of the *boukit* exchanged for a *fiche* also varying, at least between 1 gourde (in the case of a CAMEP *kiosque*) and 2 gourdes, in the case of one of the Viva Rio *kiosques*. In contrast to those used in the exchanges between *machan'n* and *bassin* owners, when used by direct consumers, the *fiches* serve in actuality as a means of advance payment.

[24] The calculation made by the *machan'n dlo* may be, as reproduced above, in *boukits*; however, it may also be in *dwoums*. In this case, the responses differ and the calculated profit rises to 180-200 Gds. This result, which might be taken as an inconsistency or an error in calculation (in one or other cases), should be seen as an integral part of the wider universe of differences of scale and units of measure in which, as we shall see further on, small profits are generated within the Haitian markets.

[25] For example, we observed *machan'n* using *fiches* to buy *boukits* at the Viva Rio *kiosque* in the Tokyo region (lakou Nènè), and storing water in *dwoums* located in the area's alleys. We were unable to ascertain whether the profits obtained from selling this water, bought at the *kiosques* at prices much lower than the *bassins privés*, were divided or not with the owners of the *bassins* for whom the *machan'n* work and from whom they receive a place to live. The fact is that in this same region various *machan'n dlo* complained about the fall in sales after the inauguration of the Viva Rio *kiosque*.

[26] According to some accounts, the State agencies responsible for the water provision never intended to reach 100% of homes with piped water. A former CAMEP technician, for example, told how a few decades ago employees from the company would identify homes whose appearance suggested that they contained families able to pay. These families were then chosen (less than half the total, according to the informant) and connections to the other families omitted.

[27] The word *fontaine* sometimes serves as a synonym of *kiosque*, like the expression *chato dlo* (water castle, which refers to the cistern usually located above the *kiosque*). However, the term *kiosque* is not used to describe the free *fontaines* from the Jean Claude Duvalier era; it is limited to the water *kiosques* created afterwards.

[28] In the poor urban regions of Haiti, *base* designates a social unit basically composed by men who control a determined territory. The *bases* are linked to the provision of resources through legal or illegal activities and the use of firearms. One dimension of their actions is also linked to the world of politics and the fights between factions than span from local to national level (there are *bases* identified as Lavalas, for example). Military and political interaction with the *bases* proved to be a crucial aspect in the peace process initiated after the UN intervention, and an inescapable dimension of the development projects in the poor regions of Port-au-Prince, such as Bel Air.

ing autonomously or under the coordination of committee associations, directly linked to CAMEP and the Ministry of Social Affairs (with whom the committees must be registered).

But in contrast to what GRET's documents suggest (very useful for understanding their concept of 'social engineering' and the history of the committees that they helped form),[29] the universe of the water *kiosques* linked to CAMEP is also extremely heterogenic and complex, revealing local conditions of implantation linked to unique social and political situations, and to equally unique personal and collective histories.

The four *kiosques* today operating in the central region of Bel Air (a fifth exists that is almost deactivated) are united in an association (ASODEB) which acts as the intermediary between the *kiosques* and CAMEP (including at a financial level). Each *kiosque* is managed by a local committee, whose numerical composition and organization also vary. The other activities managed by these committees also vary: none of them is identified as a '*kiosque* committee,' but as 'street X' committee, 'district Y' committee or 'region Z' committee, dedicated to the development of other 'community projects:' drugstores, cyber cafés, etc. These four committees are, in turn, extremely varied in terms of their composition: some are run by young leaders, while others possess older leaders linked to extra-local political projects and members of the municipal and national governments. Some of these committees openly establish a payment for those responsible for selling water (sometimes committee members), while others manage their finances in a much more diffuse way (at least in front of ourselves, the researchers). In turn, the relations between the committees and CAMEP sometimes seem (at least, again, in conversations with ourselves) to involve a lack of transparency.[30]

The committees of the CAMEP *kiosques* in other regions of Bel Air (notably in Cité Marc and Solinó) present apparently more 'rational' and 'transparent' management models: they hold regular elections for the members (sometimes involving hundreds of electors), keep account books (copies of which are publicly displayed), and employ relatively clear administrative rules, including the remuneration of the committee members themselves or the managers of the *kiosques* (see photos 32-35, p. 91). In these areas we were able to observe various other undertakings associated with the committees. The management of the water *kiosques* is, therefore, just one activity among others: micro-credit, drugstores, cyber cafés, etc.

In actuality, since the supply of water by CAMEP in these regions is even rarer (some *kiosques* receive water once per fortnight or month), these committees have to diversify their activities for their existence to make any sense. Paradoxically, in these cases the bigger shortfall in the provision of water seems to have stimulated the realization of one of the basic objectives of the committees when they were founded by GRET and CAMEP: namely, to function as local 'development agents.'

The CAMEP staff in charge of the *Unité de Coordination des Quartiers Défavorisés de Port-au-Prince* were keen to show us a 'model' case in Decayette, located in the southern region of the city. Aside from being one of CAMEP's model projects, originally created to administrate a water point, the committee was presented by CAMEP's staff and the committee members themselves as a 'development agent,' running another three *kiosques* in the area, as well as a clinic, a cyber café, a events hall in which dance and music classes are provided, a sports court, and so on. The committee itself also managers a system of waste collection in the district and possesses a truck to transport the garbage. This small area of Decayette, though sheltering a population with an extremely low socio-economic profile, similar to those focused on by the research, is striking in the context of Port-au-Prince for the good condition of its urban infrastructure, directly linked to the committee's activities.

This is, of course, a 'limit case,' but it reveals a dimension present in various forms and degrees in other committees: the fact that they are 'ready' to push forward other projects and raise funds obtained for the most part from international cooperation agencies. The Decayette committee, like the committees from the upper region of Bel Air, use the 'good conduct' obtained in the management of the water *kiosques* to gain support for projects and seek out funds from international cooperation ventures destined towards other activities (see photo 36, p. 92).

Indeed, a central aspect for comprehending the dynamic of the water *kiosques* is their insertion in the field of international cooperation and their capacity to channel resources towards projects not just related to water. The 'associativist culture' built up

in Haiti over recent decades (to which we shall return in our conclusions) and which serves to raise and channel funds from abroad, is present in this field in a consolidated form. People from the 'community' work together to meet demands for association made by the donors and to look for new funds.

Although the available data is still insufficient, it would certainly be possible (and extremely revealing) to map the social profile of the people who engage in these associativist projects. We observed the presence of young people with further or higher education, professionals (electricians, plumbers, artisans, carpenters, computer technicians, accountants, communication industry workers, social scientists, engineers, etc.), many more men than women, some explicitly or implicitly linked to political projects or to *bases* in the zones. On the other hand, the 'water problem' has been a key field for the intervention of various NGOs, either in direct form or in 'partnership' with CAMEP, thereby producing fertile ground for the creation of expectations, for the action of intermediaries and for the search for resources by some sectors of the local population for 'development' (those people defined by the social characteristics described above).[31]

Today in Bel Air a variety of institutions intervene in questions related to water: the Haitian State, via CAMEP and the Ministry of Social Affairs, GRET (in relation to the committees), International Action (which has shown an interest in assisting with the purification of the water distributed in the *kiosques*), and IOM/USAID, which helped maintain a number of *kiosques*. It is in this field of actions, intermediations, interdependencies and expectations that Viva Rio's presence in the region must be situated.

3.3. VIVA RIO'S INTERVENTION: *KIOSQUES* AND RAINWATER CATCHMENT PROJECTS

At the moment of research (September 2008), Viva Rio's activities were in the middle of changing. When they began in 2007, the original project was to distribute water using wells that would be constructed in the region. The analysis of the quality of the water found in the wells and the costs of purifying it led to this possibility being rejected. A second wave of actions was therefore initiated as part of the *Dlo, Fanm, Sante* project: the catchment of rainwater, purification and distribution to school pupils from the area (see photos 37-39, p. 92). At the end of September 2008, nine projects were running, another eight had been negotiated, and another 11 potential locations (schools and churches) had been identified with whom negotiations for implementing the initiative will be held.

At the time, systems were running that provided assistance to thousands of students, as in the case of the Daniel Fignole College. The projects anticipated the free distribution of drinking water to students during school hours. In some cases (such as the École Nazaréenne), the sale of surplus water to neighbors was planned. In others (such as Fignole College), it was planned that, in the case of surpluses, the students could take *galons* of drinking water home for family consumption. This is not the place to explore the technical dimension of these projects (which involve sophisticated mechanisms of storage and purification). However, we can observe that, despite these variations, the management of these projects was well formalized through partnerships between Viva Rio and institutions firmly established in the zone, such as schools and churches. The management committees were composed of a permanent employee from the institution, a teacher representative, a student representative and a nurse. All of these members were required to participate in training meetings ran by the Viva Rio team. One of the members had to be a woman, which has an impact on gender relations, which, as we shall see in the following section, is one of the vectors organizing the social life of water. As foreseen in the project, the committees are also linked to actions in the health area, promoting the installation of infirma-

---

[29] For example, 'Le cas en approvisionnement en eau potable des quartiers défavorisés de Port-au-Prince, Document de travail,' Sarah Matthieussent, GRET, 2004.

[30] The basic mechanism for recording the flow of water in the CAMEP *kiosques* is linked to the meters that measure the cubic meters of water sold. There are cases of *kiosques* fitted with outlets that by-pass the meter where we could observe how the money obtained is kept separate as hidden cash from the money received by the *boukits* filled with water recorded in the tubes connected to the meters.

[31] In fact, in the field it was a problem for us to deal with the expectations generated by our own presence, even more so when the committee members learned about our relations with Viva Rio.

ries in the schools and training the professional staff to work in them.

Another of Viva Rio's areas of action is the construction and distribution of water at *kiosques* (see photos 40 and 41, p. 93). After several frustrated attempts to coordinate initiatives with the state agency responsible for water in Port-au-Prince (CAMEP), two cooperation agreement were signed that involved tripling the supply of water in Bel Air and the transfer of the management of the Viva Rio *kiosques* to the sphere of CAMEP itself.[32] This involves a crucial dimension in terms of the effects of international cooperation policies (linked primarily to their long-term sustainability) and should have impacts in the future on the social effects of intervention at the local, micropolitical level.

In September 2008, Viva Rio possessed there operating *kiosques* and a fourth at an advanced stage of construction (it was inaugurated three months later, at the start of December). Also planned this year is the installation of another 8 *kiosques* in areas of Bel Air in which CAMEP's presence is totally or practically non-existent, or (as in Delmas 4) where CAMEP's pipes have been deactivated. At the time, the *kiosques* were supplied once a day by a truck with which Viva Rio had come to an economically advantageous arrangement, allowing water to be sold at a much lower price than that practiced by the *bassins privés*. Three Viva Rio trucks will start to operate shortly, meaning that costs will be reduced even further and the flow of water will be more regular and intense (at least two trucks per day).

In terms of the volume of water sold, the impact of the Viva Rio *kiosques* at the time of the research was still slight. Certainly, one truck per day per *kiosque* does not represent much in terms of the total consumed in the area – this is evident, for example, if we situate Viva Rio's *kiosques* 1 and 2 within the context of the more than 20 *bassins* that offer water permanently within the area shown in the map, p. 43. Nonetheless, the fact that the price of the *boukit* sold in the Viva Rio *kiosques* is 2 Gds has an far from negligible impact on the budget of the poorest families living nearby and who can obtain there at least some of the water they consume. People questioned on the topics seemed to believe that the continuing presence of Viva Rio (especially if the volume of water sold by the *kiosques* were to double) could force a lowering of the price per *boukit* charged by the *bassins privés* (around 5 Gds) and by the *machan'n dlo* (around 7 Gds).

The Viva Rio *kiosques* are distinguished locally by combining the sale of water with a shower service. Responding to the demand for latrines should be an even more important complement to Viva Rio's actions in the area. It is worth remembering that the combination of water sales, showers and latrines can already be found at some of the *bassins privés* in the Fortouron and La Salines area.

Viva Rio's intention was to combine within the same project initiatives designed to improve and cheapen the provision of water in the most needy areas of Bel Air, with the incorporation of local leaders. This double objective should be considered when assessing Viva Rio's interventions, which, as we mentioned at the start of this text, involve a series of other actions, not only in relation to infrastructure and services, but also health, sports, art and culture, micro business ventures, etc. All this reveals some of the pressures faced by international cooperation interventions in these kinds of social situations: the 'weakness' or 'absence' of state agencies, the presence of leaders from recently disarmed factions, and the need to integrate people linked to recent armed actions into licit networks.

As we have seen, the previous interventions in the water market in Bel Air were never political neutral: even today, some people still associate them with the political project of Bolous in the case of the CDS *kiosques*, or of Aristide in the case of CAMEP. In a highly politicized universe and what was until very recently an extremely violent situation, the same must inevitably apply to Viva Rio. But beyond the association with the big questions of Haitian politics, as we emphasized earlier, situating the actions of Viva Rio in the area and comprehending the local population's perceptions of these actions requires focusing on the micropolitical level. And this is directly linked to the relations between the *kiosque* committees and the 'notables' of the communities.

The point to stress here is that 'notability' may be constructed in various ways: the recognition of merits in 'community work,' the fact of having 'risked life' (in armed actions or otherwise), economic power, educational capital (having studied at university or technical college), being the *boss* of a *lakou*, acting as a broker with state agencies and cooperation organizations (a 'development professional' or 'facilitator,' which crucially involves knowledge of languages, especially fluency in French), are some

of the principles that underlie the construction and recognition of the status of a 'notable.'

The issue of the location of the *kiosques* is extremely important: when establishing a new *kiosque*, what are the principles that lead to the choice of one place rather than another? The arguments heard in the area mentioned empty places or places donated by the community. However, we know that there are no such thing as neutral spaces in the social world and that the term 'community' always designates particular groups, social networks and spokespeople. What matters, then, is comprehending in each case what places and networks are involved, and how they are inserted in the wider social world of which they form part. In this sense, the location of the *kiosques* is revealed as a critical issue due to the change in the occupation of space involved, the transformations in the social configurations of the neighborhood provoked, and the reinforcement or projection of some individuals in the local social hierarchy arising from control of the *kiosques*.[33]

At the time of our field research, the operation of the three Viva Rio *kiosques* was on the verge of undergoing radical changes following the agreements established with CAMEP. This would enable them to formalize the operating guidelines, install water meters, and establish criteria for electing committee members (whose mandates were still provisional). At the time, the committees in operation were each comprised of three members, two men and a woman. According to their own reports, the financial settlement was as follows: the *boukit* would be sold at 2 Gds with 1 gourde going back to Viva Rio and the remaining 1 Gd to be used to 'cover expenses,' 'promote community development,' aid people or families 'in need,' and remunerate the committee members who work in the *kiosque* selling water and cleaning the location (and the showers, charged at 3 Gds).[34]

In some cases the destination of the money was subject to comments from other people from the neighborhood, though it was clear that the *kiosques* helped lower the costs of the water for the population and, also, that they could be a source of income for committee members. We return to this point shortly, but it is crucial to note that in this social world, in which the main 'scarce resource' is money, the water *kiosques* are important places for generating income.

4. SOME DIMENSIONS OF THE SOCIAL LIFE OF WATER

The social life of water can be observed through a series of dimensions, four of which we select here as central: the connections between politics and territoriality; gender and generational relations; the networks of intermediation, the logic of small profits and the formation of prices; and the logic of social differentiations and perceptions of status.

4.1. POLITICS AND TERRITORIALITY

As we have seen over the course of the text, everything in the circuits of water distribution and commercialization is linked to the territorial nature of social life, and primarily to the territorial nature of politics. The circuits of *machan'n*, the routes of the boys selling *sachets*, the zones of influence of the *bassin privés*, the *kiosques* and the schools are inserted in networks of exchanges, interdependencies and competitions in which not only water circulates. But in the universe studied,

[32] Since the beginning of the project, almost 4 years earlier, Viva Rio had made various attempts to approach and coordinate projects with CAMEP, which only began to become a reality in 2008 after a change in the state agency's directorate.

[33] We return to these topics in our discussion of the relations between politics and territoriality. The partnership between Viva Rio and the Port-au-Prince council, which formally authorizes the occupation of the sites on which the *kiosques* are built, is in this sense crucial.

[34] It is worth emphasizing that the idea of aid expressed in this context does not involve the same objectives and procedures as the 'community development projects.' A more detailed analysis would show how the terms aid and (development) project imply both discontinuities (in *savoir-faire*, in the social positions of the donors, in the techniques for obtaining benefits, in the origin of resources, etc.) and continuities (a 'project' serves to 'aid', the search for 'aid' can be conceived through the elaboration of 'projects', the cooperation agencies 'aid' by donating funds for the implementation of 'projects', etc.). In sum, they comprise terms that belong to a single semantic field, referring to the same social universe.

water occupies a privileged space since it is one of the few sources of cash available to a population that literally has none. In this sense the economics of water and the politics of water are intimately related, and the intervention initiatives in the area inevitability reinforce certain positions (political and economic) or project specific people and networks to new and different positions of notability. We can give two examples:

(a) Visit to the construction site of a new Viva Rio *kiosque* (the fourth, in Delmas 4, see photo 42 and 43, p. 94). This *kiosque* is located directly next to two *bassin privés*, and less than 50 meters from an immense deactivated CAMEP reservoir built with the aid of CONCERN/USAID. We talked for a long time with the owner of one of the *bassins privés*, who explained how he was troubled by Viva Rio's project and by the fact that, according to him, as one of the 'notable' people from the area, he felt excluded from Viva Rio's actions. We were also able to observe the anxiety of the *machan'n dlo* linked to this *bassin*, whose position would change after the inauguration of the *kiosque*. And we were also able to record the positive expectation that the project generated among local young people (members of one of the organizations from the area) who were certain that they would be included in the committee of Viva Rio's new *kiosque* (still not determined at the time).

(b) The relations between the *kiosques* and the committees are complex and manifold. One of the 'notables' from the committee of the former CDS *kiosque* located near to Viva Rio's *kiosque* 2 participated in the 'provisional' committee of Viva Rio's *kiosque* 3. To this connection, which unites relatively distant spaces, reinforcing the zone of influence of this person in the Fortouron and Tokyo regions, are added the tensions between the committee of this former CDS *kiosque* and Viva Rio's *kiosque* 2 (who saw each other as competitors, in part due to the fact that Viva Rio's *kiosque* sells the *boukit* at a lower price). The insertion of these agents and places in dense and complex social networks is revealed in many other forms. The former CDS *kiosque* receives water from the Salesians; in terms of clientele, the residents of Cité Vincent mostly obtain water at the Viva Rio *kiosque*, while the clientele of the former CDS *kiosque* seem to be mainly from the complex of buildings located in front, in La Salines. We can therefore identify segmentations relating to flows of water and management networks and also segmentations relating to networks of clients.

4.2. GENDER AND GENERATIONAL RELATIONS

One characteristic of the social life of water undoubtedly concerns the gender and generational relations. The links that men and women have with water differ both at the level of the organization of domestic supply and the household uses of water, and the level of commerce and distribution. At the former level, we need to underline the fact that the supply, storage and use of water in homes are essentially female affairs. Women are the ones who fetch water from the distribution points, store the water in the homes, and use the water for cooking and washing clothes. In contrast, at the level of commerce and distribution, men are the ones who control the CAMEP *réservoirs* and the *forage* points. They are also the owners of the trucks and the *bassins privés* and the controllers of the *kiosque* committees (of the various organizations, including Viva Rio, irrespective of whether the committees include a woman or two). In addition we should mention the committees for Viva Rio's project in the schools and churches, which, as we saw earlier, always include a woman who is also involved in activities linked to healthcare as part of the *Dlo Fanm Sante* project.

Perhaps the most visible aspect of the intense network of exchanges involving water is precisely the massive presence of women in the streets transporting *boukits* on their heads. They may be buyers for household use, but the large majority are the *machan'n dlo* who, as we saw, spend all day shuttling between the *bassins privés* or *kiosques* and the homes of their clients. However, gender relations are also traversed by generational relations. For example, the sales points for water *sachets*, wholesale, are owned by adult men, but the trade in water *sachets* on the streets, retail, is dominated by boys and young men. Meanwhile the sale of water in *godets* is a female task carried out by adult women. In general, those who purchase water for domestic use in *boukits*, at the *kiosques* or at the *bassins privés*, are women, many of them young.

4.3. SCALES, SMALL PROFITS AND PRICE FORMATION

This density of the commerce linked to water reveals the existence of extensive networks of intermediations. One of the characteristics of these networks is the systematic and progressive parceling

or fragmenting of the products sold: water and the other objects associated with it. In Bel Air, like in other contexts where extreme levels of poverty abound, a basic mechanism of survival is the generation of small profits through the intensive fragmenting of the products.[35] For example, a water truck supplies a *bassin*, which is divided into *dwoums*, each of which represents 12 *boukits*, which can in turn be divided into *sachets dlo kreyòl*. Another example is soap (in powder form or bars, for washing clothes or bathing), very often sold in the same locations in a sequence of different amounts, ranging a tin to a small bag the size of a marble.

The small profits generated by fragmenting the product are obtained in two forms: (a) in the transition between purchase/sales volumes, scales and units of measure used in each point of the network: trucks, *bassins*, *dwoums*, *boukits*, *galons*, *godets*, *sachets dlo kreyòl*, etc.; and (b) in the relations between the means of payment and the units of value used in the exchanges: in larger transactions (the purchase of water trucks or the *gros sachet dlo française*) the prices is fixed in Haitian dollars; the price of the *boukit* is usually set in gourdes, and the value of the *sachets* or *godets* set in kobs (1/100 of a gourde). In addition, the water trade is also structured through the use of parallel currencies such as the *fiches* we discussed earlier and which serve as a form of credit and sales control (recalling that they are typically used by owners of *bassin privés* and also by some *kiosques*).

On the other hand, as well as the questions connected to the relations between different currencies and units of measure cited above, the mechanisms forming the price of water are also affected by the fact that each act of buying-selling is inserted within flows of exchanges between buyers and sellers (the clientele or *pratik* relations typical to the Haitian markets). Prices therefore vary in accordance with the flux of transactions existing in the past, the context of each buying-selling interaction and the seller's perception of the social position of the buyer (in the limit case of foreigners, *blan*, the prices definitely tend to be higher).[36]

4.4. DIFFERENTIATIONS AND STATUS

As well as the mechanisms considered to be classic elements in the organization of markets (linked to ideas of supply and demand, the even circulation of information, equality between agents, etc.), territorial and status principles play a crucial role in configuring the Bel Air water market. In contrast to what pure economic rationality might presume, the search for the lowest price is not always the main motive determining the obtainment of water by local families. A CAMEP source may have water one day and sell a *boukit* for just one gourde, but the family (in general women assume responsibility for obtaining and consuming water) may decide not to go to this *kiosque* because it is 'too far away' or because 'you have to queue.'

The distance between the home and the source of water is not only geographic, it is primarily social. At an extreme, water is organized on a scale of status: at the lower level there is the water that needs to be bought (at the *kiosque* or the *bassin privé*); at the higher level of status there is the water that arrives at people's homes through the *machan'n dlo* (and to a much lesser extent, in rare and sporadic cases, via the CAMEP's domestic supply network). Some people prefer to pay up to 8 Gds for a *boukit* of water delivered at home than pay 1 gourde at the CAMEP *kiosque*, for example.

Moreover, joining the queues at the *kiosque* is often something locals wish to avoid due to the time wasted and the desire to not be seen queuing. The tendency is for people to opt to remain in one's territory, cultivating clientele relations (*pratik*) with owners of *bassins privés* or with *machan'n dlo*, rather than travel further a field in search of water at a lower price – distances that may seem relatively insignificant to us from a geographical perspective, but which have a huge significance from a social perspective.

One example, involving geographic distance: families that live in the alleys of Delmas 2 St. (extremely poor, who do not own the huts in which they live and whose precarious living conditions are equal to those of the low-lying regions of Bel Air, such as La Salines and Fortouron), when there is water at the CAMEP *kiosques* on Saint Martin

[35] For a similar case in West Africa, see Guyer 2004.

[36] This is particularly the case with the sale of trucks of water to *blan*, foreigners, residents of wealthy houses, or hotel owners, who tend to be charged higher prices. The *pratik* relations in Haitian markers have been analyzed by Sidney Mintz: "Pratik: Haitian Personal Economic Relationship." In: Potter, J.M. et al. *Peasant Society: a Reader*. Boston, Little Brown, 1967, pp. 98-109.

St., make dozens of journeys to buy *boukits* at 1 gourde, shuttling to and for until filling the containers in their homes and/or until the *kiosque* water runs out. When there is no water at the Saint Martin St. *kiosques*, the families do not travel to other *kiosques* located about 500 meters away. Instead they prefer to buy nearby, paying up to 5 times more.

Another example, involving perceptions of status: families that live in the alleys of Dr. Aubry St., in houses with several rooms and some household members with paid jobs, prefer to buy water from *machan'n dlo* who deliver *boukits* to their homes at 8 Gds, rather than walk less than 100 meters to fill up with water from the CAMEP *kiosque* on Saint Martin St. which sells a *boukit* for 1 gourde.

These two examples, involving families that live in alleys located no more than 200 meters apart, reveal a lot about the diversity of the social life of water, in particular the possibilities for storing water, related to the space available in homes and whether or not the household possesses large containers such as *dwoums* (which contain approximately 12 *boukits*), or large numbers of *boukits*. There are families that manage to store various *dwoums* in their houses, allowing them to separate those containing *dlo propre* (drinking water) from those used to wash clothes or cook. Likewise, there are families that possess dozens of *boukits*. Other families share *dwoums* with residents of homes in the same alley (the containers are stored in the alleyways themselves). There are also extremely poor families that possess just two or three *boukits*.

In addition, it should be noted that a large variety of water containers are used in homes aside from the *dwoums* and *boukits*: these include *ganmèl*, *kwich*, *kanari*, *maka*, *kivèt*, *bonmb*, *galon*, and so on. Another central element that concerns the diversity of the water market is precisely the fact that, as we mentioned earlier, it is closely related to the container market.[37]

5. CONCLUSIONS

Amid the many social problems complicating human existence in Bel Air, the water issue is undoubtedly central. Initiatives designed to increase and cheapen the provision of water in the region are clearly fundamental. But the perception of the problem varies significantly depending on the place that people occupy in the different water circuits: for some 'the problem' is CAMEP (which fails to send water in sufficient quantity and quality), for others the *piquages* (who steal and pollute the water) are to blame, while for others still (such as the CAMEP technicians), the problem stems from the chaotic interventions of thousands of different NGOs... There are also many people for whom water is not a problem but much more a medium of life, something that gives money or notability, a resource to be sold or exchange, something that must be bought and stored and that serves for drinking, washing and cooking. We believe that a consideration of this plurality of viewpoints (and the 'reasons' underlying each of them) is crucial to comprehending the social life of water and to designing and assessing public policies and intervention initiatives.

As we observed above, during the period in which the fieldwork for this research project was conducted, following the change in the CAMEP directorate, Viva Rio was in the process of concluding a series of agreements with the state agency: the provision of water in Bel Air would be tripled by building a new channel between the water points of La Plaine and the Nord Aléxis reservoir. Likewise, a deal was about to be signed allowing CAMEP to assume the administration of the *kiosques*. These agreements would be highly significant in terms of dealing with two contradictions that haunt the actions of non-governmental organizations in contexts such as Haiti. The first relates to non-institutionalization: the presence of NGOs is largely justified by the supposed absence of the State (seen as inoperative or corrupt), which means that they tend to act (with pragmatic arguments) 'outside' the State, creating and reinforcing the 'absence' of the latter. The other contradiction, linked to the first, involves the question of sustainability: the more actions occur outside the state institutions, the bigger the long-term risks and the lower the chances of projects continuing after the external agents have left.

In many cases, the NGO workers are fully aware of this. They therefore tend to look for support in the 'local communities' and subsequently deal with the fact that they are always inserted in political networks and dealings that affect not only the field of interventions, but also that of politics and the state bureaucracy itself. This in turn

supports and stimulates the proliferation of 'associations' and the construction of an entire culture linked to development, to ways of being and acting (meetings, books, ID badges…) and to social trajectories and roles (of intermediation, 'facilitating'…) characteristic of many members of all kinds of committees and groupings ready to promote projects at local level.

For their part, the multiple insertions of local communities in social networks and political dealings involve chains of mediation that unite local leaders with political leaders at a higher level – chains which in the Haitian case are extremely short and volatile.[38] Hence we can observe that, strictly speaking, the State is never 'absent,' or that it is present even through its apparent absence, forming part of local social configurations like those described in this text (in people's dialogues, in the actions of employees, etc.).

Here we should underline one of the particular features of Viva Rio's actions, namely its focus on a relatively confined social and geographic area (Greater Bel Air), affecting a wide range of issues (both at the level of intervention and at the level of research, such as the census and the present qualitative research), forming long-term relations with an expanding universe of agents, while also building partnerships with state agencies (notably CAMEP and the Ministry of Social Affairs).

Representations concerning the absence or weakness of the State (shared with different degrees of emphasis by all sectors of the population, by development professionals, by CAMEP's technicians, etc.), which intervention actions in the area have to negotiate, run in parallel with representations concerning the scarcity of public resources and the deficiencies of the urban infrastructure, which these actions look to correct. The description of the social life of water presented in this text show how, rather than taking scarcity as a starting point (accompanying the axiomatic notion of scarcity that informs economic views of markets), we need to understand how people deal with water, the social meanings attributed to this resource, its uses, and the language and actions associated with it. Economic theories (and most policy makers) share a basic axiom concerning the organization of markets and the formation of prices: resources are by definition scarce (and human needs unlimited). Research such as that presented here challenge these premises by showing how scarcities and needs are experienced and constructed by people and by human collectivities in a varied and complex form, which includes, clearly, resources essential to human life, such as water, and includes extreme social situations, such as the Bel Air case, in which people have to live with and survive by consuming water that it is difficult to obtain, impure and expensive.

A fundamental characteristic of the markets, which allows them to reveal structural dimensions of contemporary social life at a global scale, is the fact that they are constituted by networks of local, national and international scale through which objects, money and people circulate. The Bel Air water market is no different. The participation of key figures clearly illustrates the interweaving of various social dimensions. For example: commercialization by *machan'n dlo* depends on the pace of social life in their places of origin (and the needs of their family units located there); the management and distribution of water by the *kiosques* run by community leaders are affected by national and international policies, national and multinational agencies (such as the NGOs themselves), etc.

Observation of the social life of water reveals a complex and nuanced world, woven by social networks of local, national and international dimensions, by personal and collective lives, which render intelligible the omnipresence and simultaneous lack of water in the streets, alleys and homes of Bel Air, to the time dedicated by people to procuring and storing water, to the sophistication of the idioms surrounding water, and to the multiple possibilities of transforming this element into a commodity or a resource for survival.

---

[37] A *dwoum* may cost, for example, 700 Gds; a *boukit*, 25 Gds.

[38] It is worth recalling here that the universe of the Haitian political elite is relatively small. As a result, local communities and leaders, especially in the case of geographically and politically central districts such as Bel Air, possess direct channels of communication with the 'strong men' of national politics (directly influencing the construction of the latter's notability). This theme, of capital importance for understanding the relational dynamic between politics and markets, can only be cited here since it clearly exceeds the bounds of the present text.

A VIDA SOCIAL DA ÁGUA
BEL AIR, PORTO PRÍNCIPE, HAITI

TRANSAÇÕES, REDES, CONFIGURAÇÕES

SUMÁRIO

1 INTRODUÇÃO 59

2 CIRCUITOS DE COMERCIALIZAÇÃO E DISTRIBUIÇÃO 62

2.1 Circuitos da CAMEP: *kiosques*, *piquages* e moradias 63

2.2 Caminhões: *bassins privés*, *machan'n dlo*, água potável e *kiosques* do Viva Rio 64

2.3 Captação de água de chuva: moradias, *bassins privés* e projetos de desenvolvimento 65

2.4 *Sachets dlo française* 65

2.5 Outros circuitos associados aos da água: recipientes, gelo, sabões, duchas e latrinas 65

3 CONFIGURAÇÕES E REDES 66

3.1 *Bassins privés* e *machan'n dlo* 66

3.2 Os *kiosques* de água 68

3.3 A intervenção do Viva Rio: *kiosques* e projetos de captação de água de chuva 71

4 DIMENSÕES DA VIDA SOCIAL DA ÁGUA 74

4.1 Política e territorialidade 74

4.2 Relações de gênero e geração 74

4.3 Escalas, pequenos lucros e formação dos preços 75

4.4 Diferenciações e status 75

5 CONCLUSÕES 76

6 FOTOS 81

7 BIBLIOGRAFIA 95

ESTADOS UNIDOS
BAHAMAS
CUBA
REPÚBLICA
DOMINICANA
SÃO CRISTÓVÃO
E NEVIS
PORTO
RICO
ANTÍGUA
E BARBUDA
HAITI
ILHAS VIRGENS
JAMAICA
HONDURAS
DOMINICA
SANTA LÚCIA
Mar do Caribe
SÃO VICENTE
E GRANADINAS
BARBADOS
NICARÁGUA
GRANADA
TRINIDAD
E TOBAGO
COSTA RICA
VENEZUELA
COLÔMBIA
GUIANA
PANAMÁ

1. INTRODUÇÃO

Esse texto é um dos resultados do projeto de pesquisa "Mercados e Moedas em Porto Príncipe. Uma etnografia do/no espaço internacional", desenvolvido desde 2007 por uma equipe do Núcleo de Pesquisas em Cultura e Economia (NuCEC), sediado no Programa de Pós-Graduação em Antropologia Social (Museu Nacional, UFRJ).[1] O texto se origina também de uma solicitação da organização não governamental brasileira Viva Rio (VR) que atua na região de Bel Air, em Porto Príncipe desde 2006, promovendo ações tendentes à pacificação e à melhora na infra-estrutura.

Bel Air é uma zona central na capital do Haiti, um dos bairros mais tradicionais da cidade de Porto Príncipe (PP), onde moram aproximadamente 90.000 pessoas. Estende-se entre a região alta do Fort National e os grandes mercados que se espalham à beira mar, entre o porto, o Champ de Mars e o Palácio Nacional (ver fotos 1 e 2, p. 82). Quanto mais perto das regiões baixas, Bel Air se confunde com favelas como La Salines e Fortouron. A região é um centro sensível na história recente do país, uma das bases sociais do Lavalas (a força política do ex-presidente Jean Bertrand Aristide); foi também um dos primeiros cenários da intervenção militar da Missão das Nações Unidas para a Estabilização do Haiti (MINUSTAH), em 2004.[2]

Bel Air apresenta de forma concentrada os problemas do país: desigualdade social, desemprego e ausência de infra-estrutura. Dois itens são particularmente dramáticos nesse plano: a falta de tratamento dos esgotos e do lixo, e a extrema precariedade da rede de aprovisionamento de água. Os dados disponíveis a respeito da água indicam que 52,3 % dos habitantes da região consomem menos do que 15 litros por dia, menos do que o critério de quantidade mínima definido pela UNICEF.[3] A maior parte da água que circula na região de Bel Air não é potável, o que constitui um dos mais graves problemas na região.

Após o "período da violência" (que se seguiu à deposição do presidente Aristide em 2004 e se estendeu até 2006), a região entrou em um processo de pacificação promovido pela própria ONU e pelo Estado haitiano, através de instâncias como a Commission Nationale de Démantèlement, de Désarmement et de Réinsertion (CNDDR). Pretendia-se combinar ações de "desenvolvimento" e "segurança", implantando projetos que permitissem o acesso a bens públicos fundamentais, como água e saneamento, mobilizando redes locais, gerando trabalho e renda.

Bel Air é a única área de Porto Príncipe ainda considerada "vermelha" (altamente perigosa) pela MINUSTAH, o que tem conseqüências diretas na vida social da região. Implica que funcionários da ONU (mesmo vinculados aos programas de desenvolvimento geridos pelo PNUD, por exemplo) só podem percorrer a região acompanhados por militares. Isso, também, traz prejuízos às ações de cooperação internacional na área por razões de "segurança". Trata-se de uma região altamente estigmatizada, associada a imagens de "violência", extrema politização, e à presença de *gangs*.

A atuação do Viva Rio e os projetos da nossa equipe no Haiti também devem ser situados no contexto da presença brasileira naquele país. O Brasil tem o maior contingente e exerce o comando militar da MINUSTAH. Paralelamente, instâncias do governo brasileiro têm estimulado a diversificação das ações no país, apoiando projetos de intervenção como os implementados pelo Viva Rio, promovendo a ação de outras agências governamentais (como a Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária, EMBRAPA, por exemplo), e incitado a coopera-

---

[1] Com apoio do CNPq e da FAPERJ, e coordenado por Federico Neiburg. www.cultura-economia.org

[2] Após a queda do regime dos Duvalier, em 1986, o Haiti entrou num processo de aguda conflitividade política e social, com várias intervenções estrangeiras (na forma de ocupações militares e de bloqueios). As primeiras eleições depois da ditadura, em 1990, foram ganhas por Jean Bertrand Aristide. No ano seguinte Aristide foi deposto por um golpe militar. Pouco depois, foi decretado um bloqueio internacional e Aristide partiu para o exílio. Em 1994 o país sofreu uma intervenção militar e no ano seguinte Aristide voltou ao poder. Em 2000 foi reeleito, e em 2004 foi novamente derrubado. Em 2004 se iniciou a presença da MINUSTAH, que garantiu a realização de novas eleições.

[3] Segundo outras organizações internacionais (como USAID, Banco Mundial e OMS) o mínimo de consumo de água por dia deveria ser entre 20 e 40 litros por pessoa. Os dados do Censo realizado pelo Viva Rio em Bel Air em 2007 mostram também que a média de consumo de água na região é de 21 litros, e a mediana 15.

ção científica, no plano da produção de dados e da formação de recursos humanos. As relações com o Haiti têm sido importante na mudança de rumos da Agência Brasileira de Cooperação (ABC, dependente do Ministério das Relações Exteriores) tradicionalmente dedicada a administrar fluxos da cooperação internacional para projetos no Brasil, e agora também orientada a canalizar a cooperação brasileira para o exterior, com outros "países em desenvolvimento". No plano da pesquisa, as atividades da equipe do NuCEC no Haiti situam-se também na atual tendência de internacionalização da ciência social brasileira que, com o apóio das agências públicas de financiamento, desenvolve cada vez mais investigações fora das fronteiras nacionais. Nesse contexto, as atividades do NuCEC no Haiti relacionam-se também com um esforço de construção institucional, a partir da participação na fundação, junto a colegas haitianos, em maio de 2007, do Institut Interuniversitaire de Recherche et Développement (INURED), sediado em PP.

As ações do Viva Rio no Haiti começaram em 2004, a pedido da DDR (antecedente da CNDDR), na assessoria sobre as relações com a população local e contribuindo para a "sensibilização comunitária". Foi nesse contexto que foram identificadas as relações entre o controle de recursos essenciais (como água) e a dinâmica dos conflitos armados.[4] Em janeiro de 2007 o Viva Rio iniciou as ações de intervenção de forma independente em Bel Air, abrangendo um amplo leque de questões articuladas em dois grandes projetos: *Tambou Lapè* (Tambor da Paz) e *Dlo, Fanm, Sante* (Água, Mulher, Saúde) que incluem, entre outras coisas, a promoção de acordos de paz entre líderes comunitários, a concessão de bolsas de estudo para adultos e crianças, a disponibilização de água para a população através de quiosques de venda e da captação e distribuição de água de chuva para crianças nas escolas, tratamento de lixo e construção de enfermarias, latrinas e restaurantes populares. Os projetos do VR em Bel Air têm apoio dos governos da Noruega, do Canadá, do Brasil e do Haiti.

No ano de 2007 o Viva Rio realizou um Censo que forneceu dados até então inéditos sobre a estrutura sócio-demográfica de Bel Air, e assentou as bases para uma política de intervenção voltada, no começo, para a questão da água.[5] A pesquisa na qual se baseia esse texto surge de uma solicitação do Viva Rio para produzir dados qualitativos de cunho etnográfico, complementares às informações do Censo, que permitissem ampliar a compreensão da dinâmica social do mercado da água, de forma a avaliar e melhorar as ações de intervenção que se encontravam, do ponto de vista do próprio VR, numa fase ainda inicial. Tanto as questões da pesquisa, como a delimitação das áreas geográficas privilegiadas para a etnografia foram definidas em diálogo com a equipe do VR. Do ponto de vista dos interesses prévios da equipe do NuCEC, essa demanda permitiu abrir uma janela a partir da qual avançar no estudo da dinâmica social dos mercados haitianos – uma chave para compreender a formação histórica e a realidade social daquele país.[6]

O trabalho de campo foi realizado no mês de setembro de 2008. As pesquisas preliminares, implementadas nos meses de março e abril, permitiram conceituar a problemática e formular os objetivos: construir uma visão qualitativa da organização do mercado da água na área, considerando a estruturação das redes de distribuição e comercialização, a pluralidade de agentes envolvidos e de modalidades de venda, as relações entre a política e a territorialidade da água, os mecanismos de formação dos preços, as visões relativas à qualidade, à quantidade e à disponibilidade do produto, os diferentes usos da água, e as visões que a população tem das ações das agências do Estado e da cooperação internacional nessa área, incluindo o Viva Rio.[7] Em suma, tratou-se de compreender a "vida social da água".[8]

A pesquisa foi desenvolvida em uma ampla região, que vai, na parte baixa da "Grande Bel Air" da fronteira do Marché Croix de Bossales, La Salines, Fortouron, Cité Vincent, Pont Rouge (na divisa com Cité Soleil) e Tokyo, até a parte alta de Solinó, Fort National e Cité Marc (ver mapa, p. 62). No entanto, foram privilegiadas duas áreas nas quais, na época, se concentrava boa parte das atividades do VR:

• Área A: região central de Bel Air, em volta da Place de Paix (incluindo uma parte de Delmas 2), e as ruas Saint Martin, Macajoux, Aubry, etc. Trata-se de uma das zonas de funcionamento de quiosques da CAMEP (Centrale Autonome Métropolitaine, agência estatal que cuida da água em PP,) e aonde começou a implantação do programa de captação de água de chuva do VR nas escolas Nazaréenne, Perpétuel Secours e Lycée Pétion;

• Área B: na região triangular delimitada pelos três quiosques do VR em funcionamento na

época: La Saline, Fortouron e Lakou Nènè (nesta zona não há quiosques CAMEP).

A equipe começou o campo realizando entrevistas com os funcionários do VR relacionados aos projetos de água, com o objetivo de ter uma primeira visão sobre as atividades desenvolvidas. Ao longo do período de um mês foram realizadas observações cotidianas, conversas e entrevistas nas ruas, nos locais de distribuição e comercialização, nas agências de intervenção, nas sedes dos comitês de gestão de quiosques e dos centros de captação de água de chuva do VR nas escolas. Foram realizadas observações sistemáticas de situações de compra/venda e de transporte de água nas ruas, e das modalidades de estocagem e consumo nos lares dos habitantes. Além das conversas e entrevistas informais, foram realizadas 54 entrevistas gravadas com membros de famílias, *machan'n dlo* (vendedoras de água nas ruas, *dlo* = água), vendedores de *sachets* (saquinhos) no atacado e no varejo, vendedoras ambulante de *godets* (copos), proprietários de *bassins privés* (cisternas particulares), proprietários de caminhões de água, responsáveis pelos reservatórios da CAMEP, membros dos comitês de *kiosques* em funcionamento (CAMEP e VR) e de antigos *kiosques* hoje desativados (CONCERN e CDS), membros de outras agências de intervenção (OIM/USAID, GRET, International Action), funcionários do VR, e técnicos da CAMEP. Criamos um arquivo de fotos, e produzimos mapas de algumas ruas das áreas A e B, nos quais localizamos as diversas fontes de distribuição e comercialização de água e os diversos agentes ali presentes.

A seção seguinte do texto apresenta um panorama geral dos circuitos da água na região tendo como fio condutor os caminhos através dos quais ela chega e é distribuída em Bel Air (por meio das canalizações da CAMEP, de caminhões, da captação de água de chuva e do comércio de *sachets* nas ruas). A seguir, focalizamos as principais configurações e redes sociais que constituem esses circuitos, como os *kiosques* de venda de água (da CAMEP, do Viva Rio e de outras agências), a dinâmica de funcionamento dos *bassins privés*, e a atividade e a conformação das redes de *machan'n dlo*. Na quar-

---

[4] Ver Ribeiro Thomaz e Nascimento 2006. "Bel Air, Neighborhood with a past, Neighborhood with a Future", Port-au-Prince, São Paulo, July 2006.

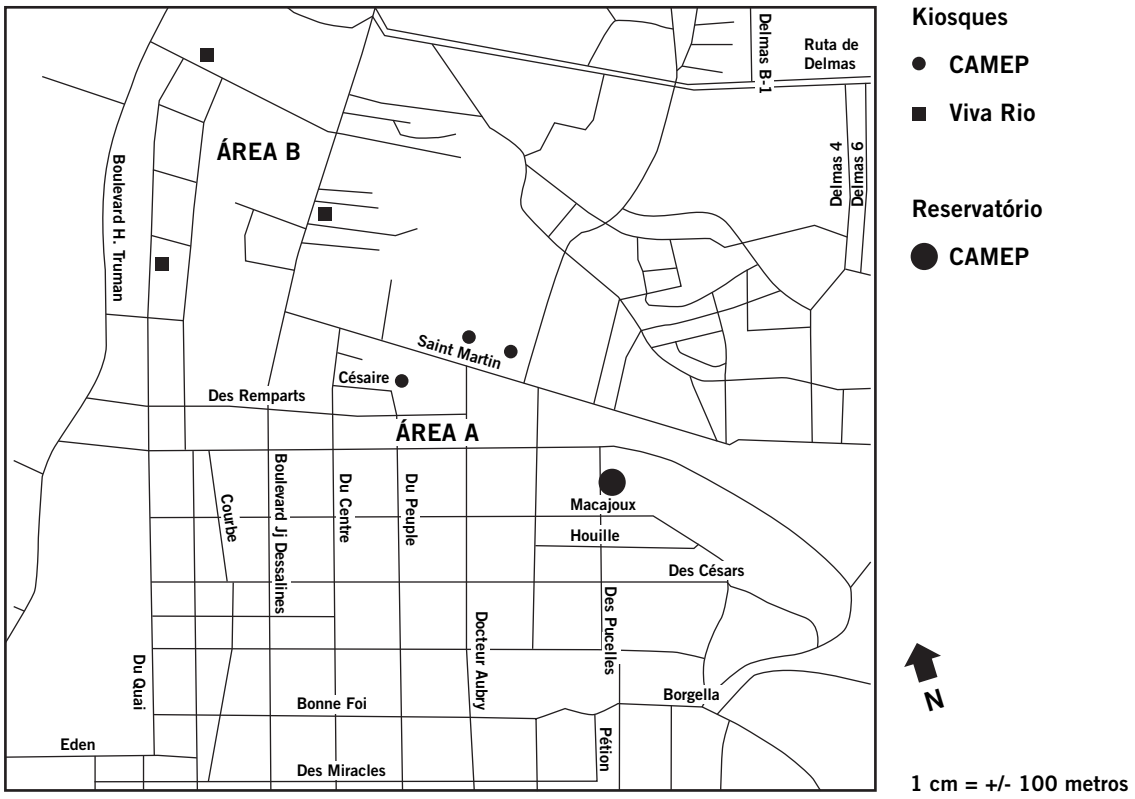
[5] "La consommation d'eau à Bel-Air; Recensement Démographique", Rubem César Fernandes e Marcelo de Sousa Nascimento.– Bel Air, 2007, Port-au-Prince, Haiti. Um histórico detalhado da intervenção do Viva Rio em Bel Air pode se ver em André Yves Cribb "Fornecimento da água de uso doméstico em Bel-Air / Haiti: irregularidade e precariedade", s/d. Ver, também, Neiburg e Nicaise (2008), "La production de connaissance et les politiques d'intervention sociale en Haiti". Comunidade segura.org / Haitiici.org, 28/04/2008 http://www.comunidadesegura.org/?q=fr/node/39090.

[6] Foi Sidney Mintz que já em fim da década de 1950 indicou a importância dos mercados na organização social do espaço nacional haitiano, sugerindo que a rede de mercados no Haiti é a principal instituição "verdadeiramente nacional" (ver Mintz 1959, e também, mais recentemente, Mintz 2004, e no prelo). Trata-se de uma idéia que parece mais atual do que nunca quando se olha hoje a região central de PP: objetos e pessoas circulam por uma rede nacional e internacional que configura de modo original o espaço nacional, para além das fronteiras. Na linha do sugerido por Mintz, o projeto "Mercados e Moedas em Porto Príncipe" e essa pesquisa sobre a vida social da água em Bel Air, buscam contribuir para a compreensão da gênese social do espaço nacional haitiano, integrando as relações internacionais e a micro-análise dos vínculos entre mercados e organização social e familiar, os sentidos das transações e as categorias econômicas de percepção do mundo social (ver também Neiburg 2007).

[7] A pesquisa compreendeu 4 fases: (1) 2007: Discussão da experiência de intervenção do Viva Rio (VR) em Bel Air, e especialmente dos dados do Censo realizado em 2007, com ênfase nas informações relativas à água; (2) Entre 27 e 31 de março, e entre 13 e 25 de abril de 2008: Reconhecimento do campo e formulação de questões; (3) Agosto de 2008: Formulação dos objetivos específicos, da agenda de pesquisa de campo e do roteiro das entrevistas semi-abertas; (4) 1 a 30 de setembro de 2008: Trabalho de campo etnográfico em Bel Air, Port-au-Prince. A equipe foi integrada por dois pesquisadores principais: Federico Neiburg e Natacha Nicaise; um auxiliar de pesquisa: Sergo Jean Louis (estudante da Faculté d'Ethnologie de l'Université de l'État de Haiti); e um auxiliar de pesquisa/*agent de liaison:* Herold Saint Joie, nascido em Bel Air, com longa experiência de trabalho na área e de colaboração com o VR, inclusive tendo participado da realização do Censo de Bel Air. A sede da equipe foi o Institut Interuniversitaire de Recherche et Developement (INURED).

[8] A expressão "vida social da água" inspira-se no texto de Arjun Appadurai, *The Social Life of Things. Commodities in Cultural Perspective*, 3-63. Cambridge: Cambridge University Press, 1986.

Áreas A e B da pesquisa.



ta seção analisam-me alguns princípios que organizam o mercado da água na região: os laços entre política e territorialidade, as relações entre gênero e geração, os mecanismos de formação de preço, e a lógica dos pequenos lucros que fundamenta a atividade comercial. O texto termina com uma seção de conclusões que aborda duas questões: discute alguns pressupostos básicos das visões correntes sobre mercados informais e infra-estrutura urbana (como os pressupostos da "ausência" ou "fraqueza" do Estado e da "escassez"); e sugere como o tratamento de questões relativas à presença de ONGs e à natureza do Estado no Haiti revela outras dimensões ou escalas da vida social da água (das quais fazem parte essa própria pesquisa e as ações do Viva Rio na região): a inserção de Bel Air no mundo da cooperação internacional, as suas relações com o universos dos profissionais do desenvolvimento e da academia.[9]

2. CIRCUITOS DE COMERCIALIZAÇÃO E DISTRIBUIÇÃO

Como já adiantamos, 52,3 % da população de Bel Air consome menos do que 15 litros de água por dia (muito abaixo das normas internacionais); o Censo realizado pelo VR mostra também que 44,2% da água na região é aprovisionada pela CAMEP, que 9,8% da população recebe água em casa, e que o preço da água é exorbitante para os padrões internacionais: o m^3 oscila entre US$ 3,7 (no caso da vendida nos *kiosques* da CAMEP) e US$ 25 (no caso das *machan'n dlo* que se aprovisionam nos *bassin privés*).[10] A isso soma-se ainda o fato de que o aprovisionamento de água através da rede CAMEP é extremamente irregular (ela chega nas diversas regiões de Bel Air algumas poucas horas, uma ou duas vezes por semana) [11], e que, como dissemos, a maior parte da água que circula na região não é potável.

Porém, a noção de "escassez", comumente utilizada por economistas e planificadores, parece de pouca utilidade para descrever a situação. A observação etnográfica revela a onipresença da água na área. Nas ruas pode se ver uma enorme quantidade de pessoas vendendo e transportando água, verifica-se a presença de uma grande variedade de circuitos de distribuição e de fontes de abastecimento (*kiosques*, *bassins privés*, vendedores e vendedoras ambulantes, caminhões, etc.), as famílias dedicam tempo e energia a procurar água, e alocam espaço nas suas pequenas moradias para estocar (o que envolve também investimentos em recipientes como *boukits*, *dwoums*, *panelas*, etc., ver fotos 3-5, p. 83).[12]

Quando os moradores da região são entrevistados eles não se referem à água em termos de escassez. Falam de qualidade (dela ser *lourde*, *pas claire*, ruim para beber), e falam dos locais de aprovisionamento. Perguntados sobre a situação atual é freqüente que se refiram positivamente, lembrando épocas piores, como quando tinha "fontes públicas", nos "tempos do Jean Claude" (Duvalier). Ao contrário do que poderíamos pré-supor, a afirmação de que a água "chega duas vezes por semana" na fala de algumas pessoas indica um progresso. Por outro lado, observam-se inúmeras situações de desperdício de água, principalmente nas ruas e *corridors* (vielas ou becos)[13] aonde chegam as canalizações da CAMEP e são feitos os *piquages*.[14]

Também é preciso compreender que, do ponto de vista dos usos sociais, a água não é um liquido homogêneo; a água é diversa. Ela pode ser classificada com adjetivos como *lourde*, *pas claire* ou *jaune*, sinônimos de água não potável; *claire*, *propre* e *blanche*, sinônimos de potável. Há palavras que servem para indicar utilizações associadas a formas de aprovisionamento e de estocagens variadas. Há água para beber (que ainda pode ser diferenciada segundo seja para o consumo de crianças pequenas ou adultos), água para cozinhar, água para lavar roupa ou tomar banho. Há moradias nas quais os *boukits* ou os *dwoums* são claramente diferenciados: com tampa os que contêm água para beber, sem tampa os destinados a outros usos. A percepção sobre a potabilidade da água é também variada: algumas pessoas, por exemplo, bebem água vinda dos *bassins* ou da CAMEP, enquanto outras declaram que essa água não é boa para beber. Evidentemente, quanto mais recursos econômicos as pessoas possuem, maior é a possibilidade de acessar determinadas fontes de aprovisionamento e maior também a possibilidade de diferenciar variedades de água (notadamente no que diz respeito à potabilidade).

A água pode chegar em Bel Air por quatro caminhos: as canalizações da CAMEP, os caminhões particulares que se abastecem nos *forages* (fontes) da região de La Plaine, as captações de água de chuva e os vendedores ambulantes de *sachets*. A partir desses caminhos estruturam-se diversos circuitos. A seguir apresentamos um panorama desses circuitos; mais na frente, nas outras seções do texto, traremos em detalhe algumas dimensões significativas que os organizam.

2.1. CIRCUITOS DA CAMEP: *KIOSQUES*, *PIQUAGES* E MORADIAS

Através das canalizações da CAMEP a água chega em algumas zonas de Bel Air uma ou duas vezes por semana, algumas poucas horas por dia, em geral no decorrer da manhã (aproximadamente entre 9:00h e o meio dia). Trata-se de períodos nos

---

[9] Para a noção de "profissionais do desenvolvimento", ver Nicaise 2007.

[10] Segundo dados apresentados no Censo do Viva Rio, por exemplo nos USA o preço médio do m^3 é pelo menos sete vezes menor: US$ 0,50.

[11] É crucial entender que do ponto de vista das canalizações da CAMEP, a grande Bel Air é uma área muito diversa. Nas regiões mais baixas e nas mais altas a água chega muito raramente. É só na região central do bairro aonde chega duas ou três vezes por semana.

[12] A palavra *boukit* vem do inglês *bucket* e é mais uma unidade de medida utilizada no Haiti que remete ao período da ocupação americana do país, entre 1915 e 1934 (a respeito de histórias semelhantes de outras unidades de medida haitianas, ver Mintz 1961). *Boukit* é o recipiente básico de transporte de água na área, um tipo de balde de dimensões variadas, mas que contêm em geral em torno 18,5 litros de água. Um *dwoum* é um recipiente maior, equivalente a 12 *boukits*.

[13] Os bairros populares de Porto Príncipe são atravessados por pequenas ruelas e corredores, estreitos e sinuosos, pelos quais não circulam veículos.

[14] Os termos *piquage ou prise clandestine* referem-se aos "gatos" feitos pela população nas canalizações da CAMEP, como veremos no ponto 2.1.

quais algumas áreas por onde passam as canalizações parecem invadidas pela água (notadamente no centro de Bel Air, nas ruas Saint Martin, Delmas 2, em volta da Place de Paix, nas ruas Macajoux, Dr. Aubry, etc.). Muitas das canalizações estão feitas em PVC e são bastante superficiais, o que favorece a existência de furos acidentais ou propositais: os *piquages* que são controlados por "proprietários" que vendem água em *boukits*. Esses *piquages* são feitos de pequenos tubos de plástico inseridos na canalização por meio de conexões precárias que deixam entrar água suja dentro do fluxo, fazendo com que este seja poluído. Nessas horas a água dos *piquages* flui também nas calçadas (o desperdício é uma característica notável, ver foto 6, p. 84), e intensifica-se a movimentação da população nas ruas e corredores, invadidos por mulheres levando e trazendo *boukits*. Trata-se dos momentos nos quais a água é vendida a preços mais baratos, entre 1 e 2 gourdes (Gds) o *boukit*[15]; filas são formadas nos *kiosques* da CAMEP, grupos de pessoas reúnem-se em volta dos pontos de *piquages* nas calçadas, e nas poucas casas que recebem água canalizada aonde se pode comprar ou receber água (ver fotos 7-10, p. 84-85).

A chegada da água através das canalizações da CAMEP depende diretamente da ação do *vannier* que controla a distribuição no reservatório Nord Alexis, localizado na parte alta do bairro. Quando o reservatório "tem água", o *vannier* abre as chaves que permitem o fluxo entre os três ou quatro circuitos que percorrem a região de Bel Air (entre o centro e a parte baixa)[16]. O *vannier* é certamente chave no fluxo da CAMEP: ele abre ou fecha as *vannes* (torneiras ou comportas) que conduzem a água por umas ruas ou por outras, chegando em algumas casas, *kiosques* e pontos de *piquages*, e não em outros.

No momento da pesquisa, na região central de Bel Air havia em funcionamento quatro *kiosques* ligados às canalizações da CAMEP (ver fotos 11 e 12, p. 85). Outros *kiosques*, que funcionavam muito mais esporadicamente (recebiam água uma ou duas vezes por mês), situam-se nas regiões altas de Solinó, Cité Marc e Fort Nacional. Não havia quiosques da CAMEP nas regiões baixas do bairro (em La Salines, Tokyo ou Fortouron). Como veremos mais adiante em detalhe, esses *kiosques* CAMEP começaram a ser implementados em PP em 1995, e especificamente em Bel Air no ano 2000, no governo de Jean Bertrand Aristide. Eles são geridos por *comités dlo* (comitês de água), às vezes reunidos em associações voltadas para o "desenvolvimento comunitário". A criação desses comitês foi produto da intervenção de uma ONG francesa (GRET), que desenvolve projetos de "engenharia social" com financiamento da União Européia e da Agence Française de Développement.

2.2. CAMINHÕES DE ÁGUA: *BASSIN PRIVÉS*, *MACHAN'N DLO*, ÁGUA POTÁVEL E *KIOSQUES* DO VR

Como em outras áreas de Porto Príncipe, em Bel Air circulam constantemente caminhões transportando água. Alguns poucos carregam água potável, tratada por empresas como Frechè Lokal, que andam nas ruas da cidade tocando uma música característica ("a música da água"), anunciando a sua presença na zona. A população compra essa água "boa para beber" em *boukits* ou outros recipientes como *galons* (que alguns caminhões vendem a 5 Gds.).

Mas a maior parte dos caminhões, que vem da região de La Plaine aonde se encontram as fontes da área metropolitana, não transportam água potável nem de marca. Conduzidos às vezes por seus proprietários, outras por motoristas que trabalham para pequenas redes, o destino desses caminhões é em geral os *bassins privés*, os principais pontos de distribuição no bairro, únicos locais aonde é possível se aprovisionar de água todos os dias, a todas as horas. Os *bassins privés* vendem água por *boukit* diretamente aos consumidores, em alguns casos vendem também *sachets dlo*, chamados *dlo kreyole*, diferentes dos *sachets* de água potabilizada (*dlo française*) aos quais nos referiremos depois. Como veremos também, os *bassins privés* são verdadeiros nós de redes de distribuição formadas por mulheres, as *machan'n dlo*, que percorrem incessantemente ruas e corredores levando água aos seus clientes, nas moradias da região.

Os caminhões distribuem água também a outros locais, como escolas, domicílios particulares, e eventualmente *kiosques* que fazem parte de outras redes, diferentes das redes dos *kiosques* que recebem água canalizada da CAMEP. Como veremos, esse era o caso, antigamente, da rede de *kiosques* do CDS; e esse é caso, na atualidade, da rede de *kiosques* do Viva Rio. O preço do caminhão podia variar, na época da pesquisa, entre 150 e 400 Dólares Haitianos[17], dependendo do tamanho, da localização da entrega, da relação anterior com o cliente e da percepção que o vendedor tem do status social deste.

2.3. CAPTAÇÃO DE ÁGUA DE CHUVA: MORADIAS, *BASSINS PRIVÉS* E PROJETOS DE DESENVOLVIMENTO.

A chuva é uma outra fonte de aprovisionamento de água. Embora segundo os dados do Censo realizado pelo Viva Rio, o volume dessa água no consumo total da região seja pouco relevante (menos do que 1%), sua importância é desigual considerando o calendário das chuvas no Haiti, e segmentos da população específicos, como aqueles que possuem formas de estocagem. De fato, quando chove, as famílias colocam os *boukits*, *dwoums* e outros recipientes ao ar livre, nos pátios, corredores e ruas. Algumas casas também improvisam canalizações para receber e estocar água de chuva. Proprietários de *bassins privés* guardam água de chuva para depois comercializá-la. Na atualidade, a chuva tornou-se uma fonte importante para os projetos de desenvolvimento e intervenção do Viva Rio, que estão sendo implementados de forma articulada com igrejas e escolas da região. Como veremos mais adiante, a água captada nesses projetos é potabilizada e distribuída aos alunos das escolas; em alguns casos, havendo excedentes, ela pode ser transportada de graça aos domicílios dos alunos ou vendida aos vizinhos.

2.4. *SACHETS DLO FRANÇAISE*

A vida social em Bel Air, como em todo Porto Príncipe, passa-se em boa medida nas ruas. Nelas compra-se e vende-se uma infinidade de produtos, incluindo água para ser bebida na hora. Grande parte da água consumida pela população é comprada em pequenos *sachets glacés* (saquinhos gelados) de 100 ou 200 ml, com preços que variavam no momento da pesquisa entre 1 e 1,5 Gds. Eles são vendidos nas ruas por jovens meninos (há também mulheres que ficam em pontos estratégicos, nas calçadas e esquinas com isopores de bebidas, incluindo *sachets*), que por sua vez compram *gros sachets* (grandes sacos) dos atacadistas também sediados no bairro. Estes recebem a água das distribuidoras através de caminhões, estocam e esfriam em grandes *freezers*, a maior parte das vezes conectados a redes elétricas clandestinas (cada *gros sachet* contém 50 pequenos *sachets* comercializáveis no varejo). Esses *sachets glacés* (saquinhos plásticos de marca como Alaska, Tropical, Mag Bon Dlo) com água supostamente potável, são chamados *dlo française* (água francesa) em oposição à *dlo kreyole* (água kreyol) – os saquinhos sem marca, fabricados por *machan'n* e por alguns proprietários de *bassins privés* que possuem sistemas de resfriamento e que são potabilizados com pastilhas de cloro ou com limão (ver fotos 13-17, p. 86-87).

Hoje a presença dos *sachets* no consumo de água da população de Porto Príncipe, e em particular de Bel Air, está generalizada. Trata-se de um fenômeno relativamente recente: a primeira empresa de *sachets* (Alaska) começou a funcionar há pouco mais de uma década, concorrendo diretamente (e em boa medida deslocando) o antigo comércio de *godets* (copos), hoje relativamente marginal nas ruas da cidade. A concorrência entre *sachets* e *godets* envolve, como veremos, questões de gênero e geração: os vendedores dos primeiros são em geral meninos jovens, as vendedoras dos segundos são senhoras mais velhas. O comercio de *sachets*, ao contrário dos antigos *godets*, traz ainda o problema da poluição dos saquinhos plásticos vazios que invadem calçadas e ruas. Ele envolve também vários problemas relativos à higiene, dadas as formas de estocagem e manipulação antes de ser "chupados" pelos consumidores.

2.5. OUTROS CIRCUITOS ASSOCIADOS AOS DA ÁGUA: RECIPIENTES, GELO, SABÕES, DUCHAS E LATRINAS

O mercado da água está diretamente associado a outros circuitos de objetos e serviços. Para transportar e estocar água são utilizados uma varieda-

---

[15] Nos *kiosques* da CAMEP a 1 Gd, nos *piquages* entre 1 e 2 Gds (gourde é a moeda nacional do Haiti).

[16] A região alta é abastecida por outro circuito que atualmente quase não recebe água devido à necessidade de bombas que possam impulsionar o líquido às "alturas".

[17] A moeda nacional haitiana é o Gourde (Gd), mas o Dólar Haitiano é a principal unidade de valor e indicador de preços no país há décadas. Trata-se de um "dinheiro imaginário", que não existe como bilhete nem moeda material, e que não cumpre as outras funções das moedas modernas (como ser meio de pagamento e de estocagem de valor). Na seção 4.3. voltaremos aos mecanismos de formação de preços de uma forma geral.

de enorme de recipientes (principalmente, *galons*, *boukits* e *dwoums*, mas também *ganmèl*, *kwich*, *kanari*, *maka*, *kivèt*, *bonmb*, etc), comercializados em pontos do bairro e ainda vendidos por comerciantes ambulantes (ver fotos 18 e 19, p. 87). Em alguns lugares de venda de água (notadamente em certos *bassins privés*) é possível se aprovisionar também de pequenas quantidades de sabão para higiene pessoal ou para lavar roupa. Certos proprietários de *bassins privés* possuem duchas e latrinas (ver foto 20, p. 87). Algumas *machan'n dlo* utilizam gelo para esfriar a água que será vendida em *godet* ou para esfriar a água que será colocada nos *sachets dlo kreyol*. Há locais de venda de gelo na rua que o conservam na calçada, coberto por serragem para não derreter ao sol (ver foto 21, p. 88).

3. CONFIGURAÇÕES E REDES

3.1. *BASSINS PRIVÉS* E *MACHAN'N DLO*

A forma básica de aprovisionamento na região é através da compra de *boukits* nos *bassins privés* (ver fotos 22 e 23, p. 88). Segundo os dados do Censo do VR, perto de 50% da água consumida provêm dessa fonte. Dessa percentagem, aproximadamente a metade é comprada diretamente nos *bassins* e a outra metade na porta das casas. As *machan'n dlo* carregam os *boukits* pelas ruas e corredores da região, desde as *bassins* até as moradias dos seus clientes (ver fotos 24-26, p. 89).

Proprietários de *bassins privés* (em geral homens) e *machan'n dlo* (sempre mulheres) são agentes chaves no mundo da água, pontos focais dos circuitos de aprovisionamento que, como vimos, vão dos *forages* (fontes) da região de La Plaine, passam pelos caminhões que carregam a água até a zona, e terminam nas moradias dos consumidores. As *machan'n dlo* são também o aspecto mais manifesto dos circuitos da água, elas sempre podem ser vistas indo e vindo carregando *boukits*. O que as diferencia das compradoras particulares é a sua roupa (o uso de *tablier* – avental), e a idade: muitas delas têm mais do que 30 anos, ao contrário das compradoras particulares que em geral são bem mais jovens (voltaremos sobre esse ponto na seção seguinte).

A observação no local permitiu perceber a escala e densidade dessas redes. Em um levantamento realizado em duas ruas da Área B, em uns 200 m, entre os dois primeiros *kiosques* do VR, em La Salines e Fortouron contabilizamos uns 20 *bassins privés* (ver mapa, p. 67).

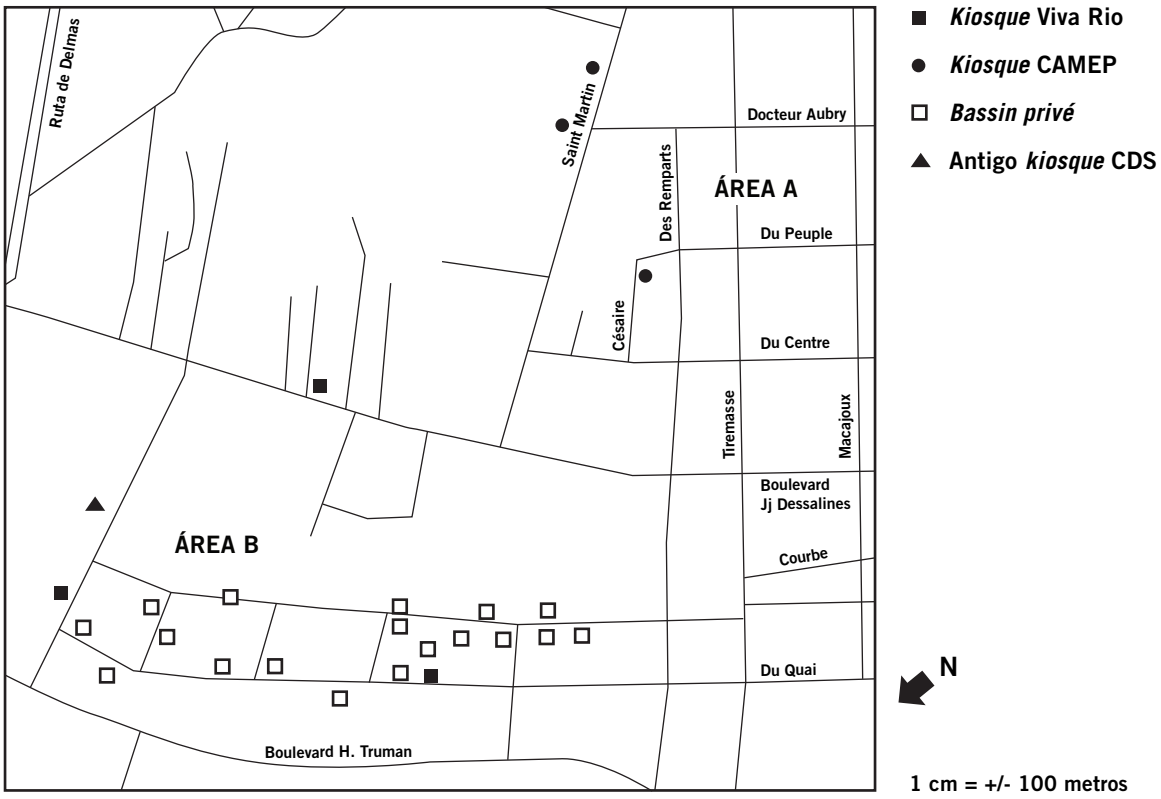
O universo dos *bassins privés* é heterogêneo. Há alguns proprietários que são antigos moradores da área (inclusive podem ser reconhecidos como "notáveis" pelos vizinhos), que há décadas dedicam-se à venda de água, tendo construído os *bassins* nas suas próprias moradias ou *lakous*[18]; alguns possuem mais do que um *bassin*[19]; há aqueles que associam a venda da água ao comércio de outros produtos (como sabão, *sachets dlo kreyole*, refrigerantes, fósforos, etc.)[20]; há ainda os que não moram na região (nunca moraram ou se deslocaram, ascendendo socialmente) e gerenciam o *bisnis* (o negócio) diretamente, indo e vindo todos os dias, através de familiares ou empregados; há também casos de pessoas que se apropriaram de *bassins* públicas, hoje geridas como negócios privados (ver foto 27, p. 89)[21].

Os *bassins* variam do ponto de vista do tamanho, o que é crucial na sua capacidade para manter a clientela, oferecendo água permanentemente, todos os dias. A unidade de medida que serve para descrever a capacidade dos *bassins* é o "caminhão", independentemente de que haja caminhões com diferente capacidade. Segundo os nossos levantamentos, os *bassins* podem conter entre um e seis caminhões de água.

Um elemento, porém, parece ser comum aos diversos *bassins*: a estruturação de redes de *machan'n dlo* que mantêm relações mais ou menos exclusivas com os proprietários. A dimensão dessas redes também chama a atenção. Interrogados sobre a quantidade de *machan'n* ligadas aos seus *bassins*, os proprietários (ou gerentes do *bisnis*) respondiam com números que variavam entre 8 e 20 mulheres cada um[22].

Em quase todos os casos nos quais falamos com elas, podemos comprovar que se trata de mulheres vindas de fora de Porto Príncipe, em grande proporção originárias de pequenas vilas da região de Jacmel, no sul do país. As relações que as *machan'n* mantêm com os donos dos *bassins* dos quais compram água têm uma longa história. Conversamos com várias delas que trabalhavam para o mesmo dono há décadas, permanecendo longos períodos na área e voltando às suas regiões de origem de tempos em tempos para levar o dinheiro feito na cidade. Como em tudo nos mercados haitia-

***Bassins privés* em duas ruas da Área B.**



[18] O *lakou* é a unidade social e territorial básica do mundo rural haitiano, identificada com a "casa" de uma família extensa. Nos bairros populares de Porto Príncipe há *lakous* urbanos: as pessoas identificam um corredor, por exemplo, como sendo um *lakou*, o notável do lugar como sendo o *boss* (isso era particularmente visível na região de Tokyo, inclusive na região de implantação do terceiro *kiosque* do VR. Sobre os *lakous* urbanos em Bel Air, ver Marcelin 1988.

[19] O mais velho que encontramos no campo tinha mais de 80 anos, era um antigo mecânico de *tap taps*, e tinha começado o *bisnis* da água há pelo menos 30 anos, hoje sendo proprietário de dois *bassins*, na rua du Magasin d'État Prolongé, em La Salines.

[20] Na região de Tokyo encontramos um proprietário de um *bassin privé* que possuía, junto com um sócio, primo dele, dois caminhões de distribuição de água, e gerenciava também um sistema de crédito popular conhecido como *sabotaj*.

[21] Esse é o caso, por exemplo de um *bassin* do complexo de prédios entre os dois *kiosques* do VR, em La Salines-Fortouron, originalmente alimentada pelas canalizações da CAMEP e hoje gerida de forma particular e aprovisionadas por caminhões.

[22] Isso totalizaria nessa área mais de 100 *machan'n dlo*. É importante sublinhar o fato de que se trata de uma quantificação não conclusiva, baseada na pergunta sistemática aos proprietários sobre quantas *machan'n* estavam ligadas ao seu *bisnis*, sem considerar o fato de que algumas dessas *machan'n* poderiam estar sendo contabilizadas por mais de um proprietário. Uma possibilidade, que como veremos em seguida, devido à natureza das relações que unem proprietários e *machan'n*, não parece ser muito provável.

nos, também nesse segmento (água) e nessas figuras (as *machan'n*) encontramos pontes que unem o mundo rural e o mundo urbano.

As relações entre *machan'n* e donos de *bassins* envolvem várias dimensões. Elas recebem dos proprietários um espaço onde passar as noites (em pequenos quartos moram apertadas várias delas, ver foto 28, p. 90); às vezes participam do cuidado dos filhos dos donos dos *bassins*, e colaboram com as mulheres destes em tarefas domésticas, como a preparação de alimentos, lavagem de roupas e cuidado das crianças. Observamos um caso no qual a mulher do proprietário de um *bassin*, encarregada da gestão do *bisnis*, tomava conta de filhos pequenos de algumas das *machan'n* que vendiam água do seu *bassin*. Além disso, observamos casos nos quais as *machan'n* usavam água dos *bassins*, sem custos, para realizar outros serviços que complementam a renda, como a lavagem de roupa para outros clientes.

Entre os donos dos *bassins* e as *machan'n dlo* muitas vezes circulam moedas específicas, chamadas *fiches* (ver foto 29-31, p. 90). Elas servem como forma de controle para contabilizar o número de *boukits* que as mulheres vão levando, e que deverão ser trocadas por gourdes no final do dia ou, em geral, cada vez que se completa um *dwoum* (equivalente a 12 *boukits*). As *fiches* servem também como forma de crédito. Nos casos observados, cada *fiche* representa um *boukit* de água, equivalente a 5 Gds, preço que a *machan'n* paga por *boukit* ao proprietário do *bassin*[23]. O preço de venda do *boukit* entregue por ela na casa dos clientes é 7 Gds. A diferença de 2 Gds por *boukit* é o lucro da *machan'n*. Em um levantamento junto a 10 *machan'n dlo* da Área B da pesquisa de campo verificamos que cada uma vende entre 5 e 6 *dwoums* por dia (i.e., entre 60 e 73 *boukits*), o que representa um lucro diário de aproximadamente 120-150 Gds.[24]

Do ponto de vista da hierarquia da organização dos mercados, isto é, da hierarquia que organiza as redes e os fluxos de objetos que circulam nas ruas da cidade, as *machan'n dlo* ocupam uma posição muito baixa. Trata-se de uma profissão para a qual não é preciso nenhum "capital" inicial além, é claro, do capital de relações sociais que permite construir laços de confiança e dependência com os donos dos *bassins*. Por ser um comércio antigo e regular, essa rede que une donos de *bassins*, *machan'n* e clientes pode impactar de forma singular qualquer mudança produzida pelas políticas de intervenção na área.[25]

3.2. OS *KIOSQUES* DE ÁGUA

Todas as redes de distribuição possuem uma história e apresentam uma grande diversidade. Segundo os relatos disponíveis (de moradores, integrantes de ONGs que atuam na zona, técnicos da CAMEP), o aprovisionamento de água em Bel Air foi sempre precário, as canalizações estiveram longe de atingir a totalidade das moradias.[26] Essa situação teria se agravado notadamente a partir da década de 1970, "nos tempos de Jean Claude" (Duvalier), com a intensificação do êxodo rural e a explosão demográfica na área metropolitana de PP, incluindo Bel Air. Aparentemente, teria sido nessa época que a CAMEP instalou as primeiras *fontaines* (fontes) públicas para aprovisionamento de água na região.[27] As narrações colhidas no campo atribuem os déficits no funcionamento dessas *fontaines* ao fato delas não receberem água permanentemente, não serem geridas por comitês e distribuirem a água gratuitamente. Pouca água e má gestão teriam sido fonte de "confusão" e "sujeira", o que faz com que as pessoas entrevistadas não lembrem daquelas *fontaines* com saudade, senão como um exemplo de situação que podia inclusive motivar violência e tumultos na hora de pegar água, por exemplo.

Após o fim da ditadura dos Duvalier, essas *fontaines* foram desativadas. Já no fim da década de 1980 e início da década de 1990 (as diferentes versões não permitem traçar uma única cronologia), começaram a ser instalados os primeiros *kiosques* de venda de água. Segundo dados colhidos na região, eles estavam integrados à organização CDS, que fazia parte do projeto político do "milionário Bolous". Os *kiosques* do CDS foram construídos principalmente em Cité Soleil, mas achamos vestígios de vários deles na região de Pont Rouge, em Cité Vincent, e na área de La Salines e Fortouron, aonde aparentemente chegaram a funcionar cinco deles. Segundo as versões de antigos gerentes desses *kiosques*, eles funcionavam de forma bastante "gerencial": havia uma pessoa, moradora do local, encarregada da administração de vários deles, localizados em terrenos da sua propriedade, ou de outros moradores da área que recebiam algum dinheiro como "locação". O gerente do *kiosque* recebia um salário, da mesma forma que o encarrega-

do da gestão dos *kiosques* por ele supervisionados. A água era transportada dos *forages* de La Plaine em caminhões.

Atualmente esses *kiosques* não existem mais. Da mesma forma, hoje está desativada uma outra rede (do CONCERN, construídos com financiamento da USAID/OIM), e dos quais havia vários na região de Tokyo. Perguntadas pela história da desaparição dos *kiosques* do CDS e do CONCERN, as pessoas (incluindo algumas que fizeram parte da sua gestão) invocaram questões de natureza "política": mudanças de governos e "conflitos" entre facções. Os técnicos da CAMEP acrescentam a essas razões uma outra: o fato deles não terem estado ligados à rede pública, sendo aprovisionados por caminhões (segundo um modelo nesse ponto semelhante ao *kiosques* do VR que começaram a ser instalados em 2007). Uma afirmação que, como tantas outras que fazem parte desse mundo social, deve ser relativizada, pois muitos dos *kiosques* da CAMEP estavam também desativados na época da pesquisa.

Só um dos *kiosques* originalmente ligado ao CDS sobrevive ainda de forma precária na região de Fortouron, a uns 100 m do *kiosque* 2 do VR. A metade superior do reservatório não tem condições de utilização por causa da ferrugem; recebe, de graça, uma vez por semana, um caminhão de água doado pela escola dos Salesianos (que fica perto do local). Ele foi reativado por um grupo ligado às *bases* da área, que hoje assumiu a forma de um comitê, integrado por umas 15 pessoas.[28] A sua história e situação atual é reveladora do lugar que tem a água (e a gestão dos *kiosques*) na política local. Por isso voltaremos a esse caso na seção seguinte desse texto, quando trataremos especificamente da política da água.

Os *kiosques* ligados à rede da CAMEP começaram a ser instalados na segunda metade da dé-

---

[23] Como veremos com um pouco mais de detalhe quando descrevermos as formas de pagamento e os mecanismos de formação dos preços, o uso dessas moedas paralelas (as *fiches*) no mercado de água é bastante generalizado não só nas transações entre *machan'n* e proprietários de *bassins*, mas também entre consumidores e alguns *kiosques*. O valor das *fiches* é também variável: pode ser equivalente a um ou a dois *boukits*, sendo que o preço do *boukit* trocado por uma *fiche* também varia, pelo menos entre 1 Gd (no caso de um *kiosque* da CAMEP) e 2 Gds, no caso de um dos *kiosques* do VR. Ao contrário das utilizadas nas trocas entre *machan'n* e proprietários de *bassins*, quando elas são usadas por consumidores diretos, as *fiches* servem na verdade como meio de pagamento adiantado.

[24] O cálculo das *machan'n dlo* pode ser, como o reproduzido acima, em *boukits*; mas ele também pode ser em *dwoums*. Nesse caso, as respostas variam e o cálculo do lucro sobe para 180-200 Gds. Isso, que pode ser tido como uma inconsistência, ou como um erro de cálculo (num ou noutro caso) deve ser observado como fazendo parte do universo mais amplo de jogos de escala e unidades de medida no qual, como veremos mais na frente, são construídos os pequenos lucros nos mercados haitianos.

[25] Por exemplo, observamos *machan'n* utilizando *fiches* na compra de *boukits* no *kiosque* do VR na região de Tokyo (*lakou* Nènè), e estocando água em *dwoums* localizados nos corredores da área. Não podemos saber se os lucros obtidos na comercialização dessa água, comprada nos *kiosques* a preços bem menores do que nos *bassins privés*, seria ou não dividido com os donos dos *bassins* para os quais as *machan'n* trabalham e de quem recebem espaço para morar. O fato é que nessa mesma região várias *machan'n dlo* se queixaram da diminuição de vendas após a inauguração do *kiosque* do VR.

[26] Segundo alguns relatos, as agências do Estado dedicadas ao assunto também nunca pretenderam atingir com água encanada 100% das moradias. Um antigo técnico da CAMEP, por exemplo, falou de como há algumas décadas funcionários da empresa identificavam moradias que segundo a sua aparência albergariam famílias com condições de pagar, escolhendo então essas famílias (menos da metade do total, segundo essa versão) e deixando fora das conexões às outras.

[27] A palavra *fontaine* serve às vezes como sinônimo de *kiosque*, da mesma forma que a expressão *chato dlo* (castelo de água, que descreve a cisterna geralmente colocada na parte de cima do *kiosque*). Mas o termo *kiosque* não é usado para falar dessas *fontaines* gratuitas da época de Jean Claude Duvalier; ele é reservado para se referir aos *kiosques* de venda de água que foram criados depois.

[28] *Base* é o termo que designa nas regiões urbanas pobres do Haiti uma unidade social composta basicamente por homens que controlam um determinado território. As *bases* estão ligadas ao aprovisionamento de recursos em atividades legais ou ilegais, e à utilização de armas. Uma dimensão das suas ações está também vinculada com o mundo da política e com as lutas de facções que vão do plano local ao nacional (há *bases* identificadas com o Lavalas, por exemplo). A interação militar e política com as *bases* revelou-se um aspecto crucial no processo de paz iniciado após a intervenção da ONU, e uma dimensão inescapável dos projetos de desenvolvimento nas regiões pobres de Porto Príncipe, como Bel Air.

cada de 1990, durante o governo de Jean Bertrand Aristide. Como já mencionamos, na sua implantação foi crucial a participação do GRET, que desenvolveu uma "tecnologia" de "engenharia social" voltada para a formação dos comitês de gestão, e para a implementação dos mecanismos de funcionamento, tanto no que diz respeito à gestão financeira dos *kiosques* e à renovação dos membros dos comitês, como também quanto à implementação, a partir dos próprios comitês, de outros projetos de "desenvolvimento social". Como está previsto na sua política, uma vez implantados, o GRET se retirou da supervisão dos *kiosques*, ficando estes de forma autônoma, ou reunidos em associações de comitês, diretamente relacionadas com a CAMEP e com o Ministério de Assuntos Sociais (no qual os comitês devem estar registrados).

Mas ao contrário do que sugerem os documentos do GRET (muito úteis para compreender o sentido da "engenharia social" e a história dos comitês que eles contribuíram para construir)[29], o universo dos *kiosques* de água ligados à CAMEP é também extremamente heterogêneo e complexo, revelando condições locais de implantação ligadas a situações sociais e políticas singulares, e a histórias pessoais e coletivas também singulares.

Os quatro *kiosques* que hoje funcionam na região central de Bel Air (há um quinto quase desativado) estão reunidos em uma associação (a ASODEB) que intermedia as relações entre eles e a CAMEP (inclusive no plano financeiro). Cada *kiosque* é gerido por um comitê local, cuja composição numérica e organização também variam. Como também variam as outras atividades geridas por esses comitês, pois nenhum deles se identifica como "comitê de *kiosque*", mas como comitê "da rua X", "do bairro Y" ou "da região Z", dedicando-se ao desenvolvimento de outros "projetos comunitários": farmácias, *cybers*, etc. Esses quatro comitês são por sua vez muito heterogêneos do ponto de vista da sua composição: alguns possuem lideranças jovens, outros antigas lideranças articuladas com projetos políticos de dimensão extra-local, com figuras dos governos municipal ou nacional. Alguns desses comitês estabelecem claramente um pagamento destinado a quem se encarrega da venda de água (às vezes membros do próprio comitê), outros mantêm a gestão financeira num plano muito mais difuso (pelo menos diante de nós, pesquisadores). As relações que, por sua vez, os comitês mantêm com a CAMEP parecem às vezes envolvidas (pelo menos, também, nas conversas conosco) num clima de pouca transparência.[30]

Os comitês dos *kiosques* CAMEP em outras regiões de Bel Air (notadamente em Cité Marc e Soliné), apresentam modelos de gestão aparentemente mais transparentes: realizam eleições periódicas dos integrantes (às vezes mobilizando centenas de eleitores), mantêm livros de contabilidade (com exibição pública das tabelas), seguem regras relativamente claras de gestão, incluindo a remuneração dos próprios integrantes dos comitês ou dos gestores dos *kiosques* (ver foto 32-35, p. 91). Nessas áreas pudemos observar vários outros empreendimentos associados aos comitês. A gestão dos *kiosques* de água aparece, assim, como uma atividade entre outras: micro-crédito, farmácias, *cybers*, etc.

Na verdade, devido a que o aprovisionamento de água por parte da CAMEP nessas regiões é ainda mais raro (alguns *kiosques* recebem uma vez por mês ou a cada 15 dias), para que a sua existência tenha sentido esses comitês têm que diversificar as atividades. Paradoxalmente o déficit maior no aprovisionamento de água parece ter estimulado nesses casos a realização de um dos objetivos básicos dos comitês quando eles foram criados pelo GRET e pela CAMEP: ser "agentes de desenvolvimento" local.

Os funcionários da CAMEP encarregados da Unité de Coordination des Quartiers Défavorisés (UCQP) de PP fizeram questão de nos fazer conhecer um caso "modelo", na região sul da cidade, em Decayette. Além de ser um "cartão de visita" da própria CAMEP, originalmente criado para gerir uma fonte de água, hoje ele era apresentado pelos funcionários da CAMEP e pelos próprios membros do comitê como um verdadeiro "agente de desenvolvimento", administrando mais três outros *kiosques* na área, uma clinica, um *cybercafé*, um salão de eventos no qual são oferecidas aulas de dança e música, uma quadra de esportes, etc. O próprio comitê gerencia também um sistema de coleta de lixo no bairro e possui um caminhão para o transporte dos detritos. Essa pequena área de Decayette, embora albergue uma população de perfil sócio-econômico extremamente baixo, semelhante àquelas nas quais se centrou a pesquisa, impressiona no contexto de PP pelas boas condições da infra-estrutura urbana, diretamente ligadas às atividades do comitê.

Trata-se, é claro, de um "caso limite", mas que revela uma dimensão presente em formas e graus

diversos em outros comitês: o fato deles estarem "preparados" para impulsionar outros projetos, e arrecadar recursos basicamente vindos da cooperação internacional. O comitê de Decayette, da mesma forma que comitês da região alta de Bel Air, utilizam os "bons antecedentes" obtidos na gestão dos *kiosques* de água para apoiar projetos e correr atrás de recursos da cooperação internacional destinados a outras atividades (ver foto 36, p. 92).

De fato, um aspecto central para a compreensão da dinâmica dos *kiosques* de água diz respeito a sua inserção no campo da cooperação internacional e a sua capacidade para canalizar recursos para projetos não só relativos à água. A "cultura associativista", construída no Haiti nas últimas décadas (sobre a qual voltaremos nas conclusões), e que serve para arrecadar e canalizar recursos vindos do exterior, apresenta-se nesse campo de forma cristalina. Pessoas da "comunidade" se juntam para atender demandas de associação vindas dos doadores e para buscar novos recursos.

Embora os dados disponíveis sejam ainda insuficientes, certamente seria possível (e extremamente esclarecedor) mapear as propriedades sociais das pessoas que se engajam nesses projetos associativistas. Observamos a presença de jovens com estudos terciários ou universitários, profissionais (eletricistas, bombeiros, artesãos, marceneiros, técnicos em informática, contabilidade, comunicação, ciência sociais, engenharia, etc.), muito mais homens do que mulheres, alguns explicitamente ou implicitamente articulados com projetos políticos ou com *bases* nas zonas. Por outro lado, o "problema da água" tem sido um campo privilegiado para a intervenção de várias ONGs, em forma direta ou em "parceria" com a CAMEP, gerando com isso um terreno fértil para a criação de expectativas, para a ação de intermediários e para a procura de recursos por parte de segmentos da população local orientados para o "desenvolvimento" (aqueles definidos pelas propriedades sociais delineadas acima).[31]

Hoje intervém em Bel Air, em questões relacionadas com a água, uma variedade de instituições: o Estado haitiano via a CAMEP e o Ministère des Affaires Sociales, o GRET (com relação aos comitês), a International Action (que se apresenta como interessada em tratar da potabilização da água distribuída nos *kiosques*) e a OIM/USAID que colaborou com a manutenção de alguns *kiosques*. É nesse campo de ações, intermediações, interdependências e expectativas que deve ser situada a presença do VR na região.

3.3. A INTERVENÇÃO DO VIVA RIO: *KIOSQUES* E PROJETOS DE CAPTAÇÃO DE ÁGUA DE CHUVA

No momento da pesquisa de campo (setembro de 2008) as ações do VR estavam em pleno processo de mudança. Quando elas se iniciaram, em 2007, o projeto original era distribuir água a partir de poços que seriam construídos na região. A análise da qualidade da água encontrada no subsolo e dos custos para purificá-la levou a descartar essa possibilidade. Iniciou-se então uma segunda frente de ações no quadro do projeto *Dlo, Fanm, Sante*: a captação de água de chuva, potabilização e distribuição para alunos de escolas da área (ver fotos 37-39, p. 92). Em fim de setembro de 2008, havia nove projetos em funcionamento, mais oito já haviam sido negociados, e tinham sido identificados outros 11 possíveis locais (escolas e igrejas) com os que ainda seria negociada a implementação da iniciativa.

Na época, havia em funcionamento sistemas que davam atenção a milhares de alunos, como no caso do colegio Daniel Fignole. Os projetos contemplavam a distribuição gratuita de água potável para os alunos no horário escolar. Em alguns casos (como na École Nazaréenne) estava prevista a venda de excedentes de água aos vizinhos. Em outros (como no colégio Fignole), contemplava-se a possibilidade de que, havendo excedentes, os alunos levassem às suas casas *galons* de água potável para consumo familiar. Não é este o lugar para expor a dimensão técnica desses projetos (que envolvem

---

[29] Por exemplo, « Le cas en approvisionnement en eau potable des quartiers défavorisés de Port-au-Prince, Document de travail », Sarah Matthieussent, GRET, 2004.

[30] O mecanismo básico de contabilidade do fluxo de água nos *kiosques* da CAMEP está ligado a contadores que medem os metros cúbicos de água vendida. Há casos de *kiosques* que têm saídas que não passam pelo relógio, e nos quais pudemos observar como o dinheiro arrecadado é colocado separadamente do dinheiro recebido pelos *boukits* enchidos com água contabilizada nos canos que passam pelos relógios, fazendo um *caixa* diferente.

[31] Na verdade, para nós era um problema lidar com as expectativas geradas pela nossa própria presença no campo, mais ainda quando os integrantes dos comitês sabiam das nossas relações com o VR.

mecanismos sofisticados de estocagem e potabilização). Podemos, sim, observar aqui que apesar das variações, a gestão desses projetos estava bem formalizada através de parcerias entre o VR e instituições longamente implantadas na zona, como escolas e igrejas. Os comitês gestores eram integrados por um funcionário permanente da instituição, um representante dos professores, um representante dos alunos e uma enfermeira. Todos deviam participar em "reuniões de formação" promovidas pela equipe do VR. Um dos integrantes tinha que ser mulher, o que impacta as relações de gênero que, como veremos na seção seguinte desse texto, é um dos vetores que organiza a vida social da água. Como previsto no projeto, os comitês articulavam-se ainda com ações na área da saúde, promovendo a instalação de enfermarias nas escolas e capacitando as profissionais encarregadas de atendê-las.

Uma outra frente de ações do VR é a construção e distribuição de água em *kiosques* (ver fotos 40 e 41, p. 93). Após várias tentativas frustradas de articulação com a agência estatal que cuida da água em Porto Príncipe (a CAMEP), finalmente tinha se conseguido assinar dois contratos de cooperação que envolviam a triplicação do aprovisionamento em Bel Air e a passagem da gestão dos *kiosques* do VR para a órbita da própria CAMEP.[32] Isso envolve uma dimensão crucial nos efeitos das políticas da cooperação internacional (ligados principalmente a sua sustentabilidade no longo prazo) e deverá ter conseqüências, no futuro, nos efeitos sociais da intervenção também no plano da micro-política local.

Em setembro de 2008, o VR possuía três *kiosques* em funcionamento, e um quarto estava em fase avançada de construção (foi inaugurado três meses depois, em inicio de dezembro). Previa-se nesse ano ainda a instalação de mais 8 *kiosques* em áreas de Bel Air nas quais a presença da CAMEP era total ou praticamente inexistente, ou (como em Delmas 4) onde as canalizações da CAMEP estavam desativadas. Na época, os *kiosques* eram aprovisionados uma vez por dia por um caminhão com o qual o VR tinha um acerto econômico vantajoso que permitia a venda de água a preço muito abaixo daquele praticado nos *bassins privés*. Três caminhões do VR deveriam entrar em funcionamento em breve, fazendo com que os custos diminuíssem ainda mais e o fluxo fosse mais regular e intenso (pelos menos dois caminhões por dia).

Do ponto de vista do volume de água comercializado, o impacto dos *kiosques* do VR na época era ainda tímido. Certamente, um caminhão por dia por *kiosque* não representava muito do total consumido na área – por exemplo, se situamos os *kiosques* 1 e 2 do VR no contexto dos mais de 20 *bassins* que oferecem água permanentemente na área identificada no mapa da p. 67. No entanto, o fato do preço do *boukit* vendido nos *kiosques* do VR ser de 2 Gds tinha um impacto não desprezível no orçamento das famílias mais pobres que moram nas proximidades e que podiam aí se aprovisionar de pelo menos uma parte da água consumida. As pessoas interrogadas pareciam perceber que a presença contínua do VR (mais ainda se o volume da água vendida pelos *kiosques* dobrasse) poderia obrigar a diminuir o preço do *boukit* cobrado pelos *bassins privés* (em torno de 5 Gds) e pelas *machan'n dlo* (em torno de 7 Gds).

Os *kiosques* do VR têm a particularidade de associar a venda de água ao serviço de duchas. A atenção à demanda por latrinas deverá ser um complemento ainda mais importante às ações do VR na área. É bom lembrar o fato de que a associação entre venda de água, duchas e latrinas já acontece em alguns casos em *bassins privés* na área de La Salines e Fortouron.

A intenção do VR foi unir num mesmo projeto ações tendentes a melhorar e baratear o aprovisionamento de água nas áreas mais carentes de Bel Air, com a integração de lideranças. Esse duplo objetivo deve ser considerado na compreensão das intervenções do VR que, como mencionamos no início desse texto, envolvem uma série de outras ações, não só com relação à infra-estrutura e serviços, mas também saúde, esportes, arte e cultura, micro-empreendimentos econômicos, etc. Isso tudo revela algumas injunções das intervenções da cooperação internacional em cenários sociais como esse: a "fraqueza" ou a "ausência" das agências estatais, a presença de lideranças até pouco tempo conflagradas, e a necessidade de integrar em atividades lícitas redes de pessoas ligadas às ações armadas acontecidas no passado recente.

Como vimos, as intervenções anteriores no mercado da água em Bel Air nunca foram politicamente neutras; algumas pessoas as identificam até hoje com o projeto político do Bolous no caso dos *kiosques* CDS, ou do Aristide no caso da CAMEP. Num universo altamente politizado e numa situação até pouco tempo atrás extremamente violenta, não po-

dia ser diferente com o VR. Mas, mais do que a associação com as grandes questões da política haitiana, para situar as ações do VR na área e para compreender as percepções da população sobre estas, como já adiantamos, é preciso atentar para o plano da micro-política. E isso está diretamente vinculado às relações entre os comitês dos *kiosques* e os "notáveis" das comunidades.

O ponto aqui é compreender que a "notabilidade" pode ser construída de várias maneiras: o reconhecimento de méritos no "trabalho comunitário", o fato de ter "arriscado a vida" (em ações armadas ou não), o peso econômico, o capital escolar (ter estudos universitários ou técnicos), o fato de ser *boss* de um *lakou*, a qualidade de *broker* com agências estatais e da cooperação ("profissional do desenvolvimento" ou "facilitador", o que envolve de forma crucial o conhecimento de idiomas, pelo menos o domínio do francês), são alguns dos princípios que subjazem à construção e ao reconhecimento da qualidade de "notável".

A questão da localização dos *kiosques* é um assunto de grande importância: quais são os princípios que levam à escolha de um lugar e não de outro para o estabelecimento de um novo *kiosque*? Os argumentos escutados na área mencionavam locais vazios ou doações da comunidade, mas sabemos que no mundo social não existem espaços neutros e que "comunidade" é um termo que sempre designa certos grupos, redes sociais e porta-vozes. Do que se trata então é de compreender em cada caso que lugares e que redes são essas, e como elas se inserem no mundo social mais amplo do qual fazem parte. Nesse sentido, a localização dos *kiosques* revela-se um assunto crítico, pela mudança na ocupação do espaço que ela envolve, pelas transformações nas configurações sociais da vizinhança que ele provoca, e pelo reforço ou a projeção de alguns indivíduos na hierarquia social local decorrente do controle dos *kiosques*.[33]

No momento da pesquisa de campo, o funcionamento dos três *kiosques* do VR estava em vésperas de passar por grandes mudanças a partir dos acordos estabelecidos com a CAMEP. Isso permitiria formalizar as normas de funcionamento, instalar relógios de contagem de fluxo de água, estabelecer critérios de eleição dos membros dos comitês (cujos mandatos eram ainda provisórios). Na época, os comitês em funcionamento estavam integrados por três membros cada um, dois homens e uma mulher. Segundo eles relataram, o acerto financeiro era o seguinte: o *boukit* seria vendido a 2 Gds, sendo que 1 Gd devia voltar para o VR, e o 1 Gd restante devia ser utilizado para "cobrir despesas", "promover o desenvolvimento da comunidade", "ajudar" pessoas ou famílias "em caso de necessidade", e remunerar os membros do comitê que trabalham no *kiosque* vendendo água e fazendo a higiene do local (e das duchas, cobradas a 3 Gds).[34]

O destino do dinheiro era em alguns casos objeto de comentários por parte de outras pessoas da vizinhança, embora estivesse claro que os *kiosques* contribuíam para baratear os custos da água para a população e, também, que eles deviam ser uma fonte de renda para os integrantes do comitês. Voltaremos sobre esse ponto daqui a pouco, mas é importante compreender que neste mundo social, no qual o principal "bem escasso" é o dinheiro, os *kiosques* de venda de água são lugares não desprezíveis de geração de renda.

---

[32] Desde o inicio do projeto, quase 4 anos antes, o VR tinha ensaiado diversas tentativas de aproximação e articulação com a CAMEP, o que só começou a se materializar em 2008, após a mudança na diretoria da agência estatal.

[33] Sobre esses assuntos voltaremos ainda, quando trataremos das relações entre política e territorialidade. A parceria entre o VR e a prefeitura de Porto Príncipe, que autoriza formalmente a ocupação dos locais nos quais são construídos os *kiosques*, é nesse sentido crucial.

[34] Vale sublinhar o fato de que a idéia de "ajuda" exprimida nesse contexto não envolve os mesmos objetivos e procedimentos que os "projetos de desenvolvimento comunitário" Uma análise mais fina poderia mostrar como entre os termos "ajuda" e "projeto" (de desenvolvimento) há tanto descontinuidades (no *savoir-faire*, nas posições sociais dos doadores, nas técnicas de obtenção dos benefícios, na origem dos recursos, etc.), como continuidades (um projeto serve para ajudar, a procura de ajuda pode ser concebida por meio da elaboração de projetos, as agências de cooperação ajudam doando recursos para a implementação de projetos, etc.). Trata-se, em suma, de termos que pertencem a um mesmo campo semântico, referidos a um mesmo universo social.

4. DIMENSÕES DA VIDA SOCIAL DA ÁGUA

A vida social da água pode ser observada através de uma série de dimensões entre as quais aqui escolhemos as quatro seguintes por sua centralidade: os laços entre política e territorialidade; as relações de gênero e geração; as redes de intermediação, a lógica dos pequenos lucros e a formação dos preços; e a lógica das diferenciações sociais e das percepções de status.

4.1. POLÍTICA E TERRITORIALIDADE

Como vimos ao longo do texto, tudo nos circuitos de distribuição e comercialização de água está vinculado ao caráter territorial da vida social, e principalmente ao caráter territorial da política. Os circuitos das *machan'n*, as rotas dos meninos vendedores de *sachets*, as zonas de influência dos *bassin privés*, dos *kiosques*, e das escolas, estão inseridas em redes de trocas, interdependências e concorrências nas quais circula não só água. Mas a água ocupa, no universo estudado, um espaço privilegiado, pois ela é uma das poucas fontes de geração de dinheiro disponível para uma população que literalmente "não tem dinheiro". Nesse sentido a economia da água e a política da água relacionam-se de forma intensa, e as ações de intervenção na área (o que não poderia ser diferente) geram efeitos, reforçando posições (políticas e econômicas), ou projetando figuras e redes a posições de notabilidade novas e diferentes. Dois exemplos:

(a) Visita realizada à área de construção de um novo *kiosque* do VR (o quarto, em Delmas 4, ver fotos 42 e 43, p. 94). Esse *kiosque* está localizado exatamente ao lado de dois *bassin privés*, e a menos de 50 metros de um imenso reservatório desativado da CAMEP, construído com apoio do CONCERN/USAID. Conversamos longamente com o proprietário de um dos *bassins privés*, que manifestou incômodo pelo empreendimento do VR, e pelo fato de que, segundo ele, sendo ele mesmo uma das pessoas "notáveis" da área, se sentia não contemplado pelas ações do VR. Podemos também verificar a ansiedade das *machan'n dlo* ligadas a esse *bassin*, que iriam ocupar uma posição diferente após a inauguração do *kiosque*. E também podemos comprovar a expectativa positiva que o projeto gerava entre os jovens (integrantes de uma das organizações da área) que davam como certo o fato de fazer parte do comitê do novo *kiosque* do VR (ainda não estabelecido na época).

(b) As relações entre os *kiosques* e os comitês são complexas e múltiplas. Um dos "notáveis" do comitê do antigo *kiosque* do CDS localizado perto do *kiosque* 2 do VR, participava do comitê provisório do *kiosque* 3 do VR. A esse laço, que unia espaços relativamente afastados geograficamente, reforçando a zona de influência dessa pessoa entre as regiões de Fortouron e Tokyo, acrescentam-se as tensões entre o comitê desse antigo *kiosque* CDS e o *kiosque* 2 do VR (hoje vêem-se em concorrência, entre outras coisas devido ao fato do *kiosque* do VR vender o *boukit* a um preço menor). A inserção de uns e outros em redes sociais densas e complexas revela-se de muitas outras formas. O antigo *kiosque* do CDS recebe água dos Salesianos; do ponto de vista da clientela, no *kiosque* do VR aprovisionam-se principalmente moradores de Cité Vincent, enquanto no antigo *kiosque* CDS a clientela parece vir principalmente do complexo de prédios localizado em frente, já na região de La Salines. Temos, então, segmentações relativas a fluxos de água e redes de gestão, e também segmentações relativas a redes de clientes.

4.2. RELAÇÕES DE GÊNERO E GERAÇÃO

Uma característica da vida social da água é sem duvida o que diz respeito às relações de gênero e geração. Os vínculos que homens e mulheres mantêm com a água são diferenciados tanto no plano da organização do aprovisionamento doméstico e dos usos da água nas casas, quanto no do comércio e da distribuição. No primeiro plano, é preciso sublinhar o fato de que o aprovisionamento, a estocagem e os usos da água nos lares são assuntos basicamente femininos. São as mulheres que procuram água nos pontos de distribuição, são elas que estocam água nos lares, e são elas também que usam água na cozinha e na lavagem da roupa. Ao contrário, no plano do comércio e da distribuição são homens que controlam os *réservoirs* da CAMEP e os pontos de *forage*, são eles também os proprietários dos caminhões, das *bassins privés* e quem controla os comitês dos *kiosques* (das diversas organizações, incluindo o VR, independentemente de que neles possa haver também uma ou outra mulher). Além disso deve se mencionar os comitês do projeto do VR nas esco-

las e igrejas que, como vimos anteriormente, estão integrados sempre por uma mulher que dedica-se também a atividades ligadas à saúde, no quadro do projeto *Dlo Fanm Sante*.

Talvez o aspecto mais visível da intensa rede de trocas que envolve a água seja justamente a presença maciça das mulheres nas ruas transportando *boukits* nas cabeças. Elas podem ser compradoras para uso doméstico, mas em grande proporção elas são as *machan'n dlo* que, como vimos, vivem indo e vindo entre as *bassins privés* ou os *kiosques* e os lares dos seus clientes. Mas as relações de gênero estão atravessadas também por relações geracionais. Por exemplo, os pontos de venda de água em *sachet* no atacado são propriedade de homens adultos, mas o comércio da água dos *sachets* nas ruas, no varejo, é privilegio de garotos e homens jovens. Já a venda de água em *godet* é uma tarefa feminina realizada por mulheres adultas. Em geral quem procura água para uso doméstico em *boukits*, nos *kiosques* ou nos *bassins privés*, são mulheres, muitas delas jovens.

4.3. ESCALAS, PEQUENOS LUCROS E FORMAÇÃO DOS PREÇOS

Essa densidade do comércio associado à água revela a existência de extensas redes de intermediações. Uma das características dessas redes é o parcelamento ou fracionamento sistemático e progressivo dos produtos vendidos: a água e os outros objetos a ela associados. Em Bel Air, como em outros contextos nos quais proliferam níveis extremos de pobreza, um mecanismo básico de sobrevivência é a geração de pequenos lucros através do fracionamento intensivo dos produtos.[35] Por exemplo, um caminhão de água abastece um *bassin*, que é dividido em *dwoums*, cada um representando 12 *boukits*, que por sua vez pode ser dividido em *sachets dlo kreyòl*. Um outro exemplo pode ser o do sabão (em pó ou em barras, para lavar roupa ou para banho), muitas vezes vendidos nos próprios locais em uma cadeia de quantidades diversas, que vai de uma lata até um saquinho do tamanho de uma bola de gude.

Os pequenos lucros surgidos do fracionamento geram-se de duas formas: (a) na transição entre volumes de compra/venda, escalas e unidades de medidas usadas em cada ponto da rede: caminhões, *bassins*, *dwoums*, *boukits*, *galons*, *godets*, *sachets dlo kreyòl*, etc.; e (b) nas relações entre os meios de pagamento e as unidades de valor utilizadas nas trocas: nas transações maiores (compram-se caminhões de água, num outro plano *gros sachet dlo française*) o preço é fixado em dólar haitiano; o preço do *boukit* costuma ser estabelecido em gourde, o valor dos *sachets* ou dos *godets* é fixado em kobs (1/100 de gourde). Além disso, o comércio da água estrutura-se também através da utilização de moedas paralelas como as *fiches* das quais já falamos, e que servem como meio de crédito e de controle das vendas (lembremos que elas costumam ser utilizadas por proprietários de *bassins privés* e também por alguns *kiosques*).

Por outro lado, nos mecanismos de formação do preço da água, além das questões relativas às relações entre diversas moedas e unidades de mensuração referidas acima, incide também o fato de que cada ato de compra – venda insere-se em fluxos de trocas entre vendedores e compradores (as relações de clientela ou *pratik* típicas dos mercados haitianos). Assim, os preços variam em função fluxos das transações existente no passado, do contexto de cada interação de compra venda, e da percepção que o vendedor tem da posição social do comprador (no caso limite dos estrangeiros, *blan*, definitivamente os preços tendem a ser mais caros).[36]

4.4. DIFERENCIAÇÕES E STATUS

Além dos mecanismos tidos como clássicos na organização dos mercados (ligados às idéias de oferta e procura, de circulação homogênea de informação, de igualdade entre os agentes, etc.), no mercado da água em Bel Air intervém de modo crucial princípios territoriais e de status. Ao contrário do que pode pressupor a pura racionalidade econômica, a procura pelo menor preço não é sempre o motivo que orienta o aprovisionamento de água pelas famílias. Uma fonte da CAMEP pode

---

[35] A respeito, para o caso da África Ocidental, ver Guyer 2004.

[36] Isso comprova-se muito especialmente no caso da venda de caminhões de água aos *blan*, estrangeiros, moradores de casas abastadas, ou aos proprietários de hotéis, a quem tende-se a cobrar preços mais caros. As relações de *pratik* nos mercados haitianos foram analisadas por Sidney Mintz: "Pratik: Haitian Personal Economic Relationship". In: Potter, J.M. et al. *Peasant Society: a Reader*. Boston, Little Brown, 1967, pp. 98-109.

ter água um dia e vender o *boukit* a apenas 1 Gd, mas a família (em geral a mulher que toma conta do aprovisionamento e do consumo) pode decidir não ir a esse *kiosque* porque fica "longe", ou porque "tem que fazer fila".

A distância entre o lar e a fonte de aprovisionamento não é só geográfica, ela é principalmente social. No limite, a água se organiza em uma escala de status: no patamar de baixo encontra-se a água que é preciso comprar (no *kiosque* ou na *bassin privé*); no patamar de maior status encontra-se a água que chega às casas através das *machan'n dlo* (e em muito menor medida, em casos raros e esporádicos, via as canalizações domiciliares da CAMEP). Há pessoas que podem preferir pagar até 8 Gds por um *boukit* de água em casa do que pagar 1 Gd no *kiosque* da CAMEP, por exemplo.

Além do mais, fazer fila nos *kiosques* pode ser alguma coisa a ser evitada, por causa do tempo gasto e porque pode se tentar evitar também ser visto fazendo fila. A tendência das pessoas é ficar no território, cultivando relações de clientela (*pratik*) com proprietários de *bassins privés* ou com *machan'n dlo*, ao invés de se deslocar para procurar água a menor preço distâncias que podem nos parecer pouco significativas do ponto de vista geográfico, mas que são significativas do ponto de vista social.

Um exemplo, envolvendo distância geográfica: quando há água nos *kiosques* da CAMEP da rua Saint Martin, famílias que moram nos corredores da rua Delmas 2 (extremamente pobres, que não são donas das barracas em que moram, que nada ficam a dever em precariedade às da região baixa de Bel Air, como La Salines e Fortouron) fazem dezenas de trajetos, comprando *boukits* a 1 Gd, indo e voltando até encher os recipientes nos lares e/ou até acabar a água nos *kiosques*. Quando não há água nos *kiosques* da rua Saint Martin, as famílias não se deslocam para outros *kiosques* localizados a uns 500 m de distância. Elas preferem "comprar perto", pagando até 5 vezes mais caro.

Outro exemplo, envolvendo percepções de status: famílias que moram nos corredores da rua Dr. Aubry, em casas que possuem vários cômodos, com alguns dos integrantes inclusive tendo emprego e salário, preferem comprar água de *machan'n dlo* que entregam *boukits* a domicilio a 8 Gds, do que descer menos do que 100 m para se abastecer no *kiosque* da CAMEP da rua Saint Martin que vende o *boukit* a 1 Gd.

Nesses dois exemplos, envolvendo famílias que moram em corredores separados por não mais do que 200 m, revela-se muito da diversidade da vida social da água ligada às possibilidades de estocagem, relacionadas com o espaço disponível nas casas e com a possessão ou não de grandes recipientes como *dwoums* (nos quais cabem aproximadamente 12 *boukits*), ou quantidades significativas de *boukits*. Há famílias que conseguem ter dentro de casa vários *dwoums*, diferenciando inclusive aqueles que contêm *dlo propre* (para beber) daqueles utilizados para lavar a roupa ou cozinhar. Da mesma forma, há famílias que possuem dezenas de *boukits*. Há outras famílias que dividem os *dwoums* com os moradores dos lares do mesmo corredor (eles ficam estocados nos próprios corredores). E há ainda famílias extremamente pobres, que possuem só dois ou três *boukits*.

Além disso, é preciso lembrar o fato de que existe uma grande variedade de recipientes para água que são utilizados nos lares, além dos *dwoums* e dos *boukits*: *ganmèl*, *kwich*, *kanari*, *maka*, *kivèt*, *bonmb*, *galon*, etc. Um outro elemento central que diz respeito à diversidade do mercado da água é justamente o fato de que, como já mencionamos, ele se relaciona intimamente com o mercado dos recipientes. [37]

5. CONCLUSÕES

Entre todos os problemas sociais que afligem a existência humana em Bel Air, o da água é sem dúvida central. As ações tendentes a ampliar e baratear o aprovisionamento na região são, de fato, fundamentais. Mas a percepção do problema varia significativamente segundo o lugar que as pessoas ocupam nos diferentes circuitos da água: para uns "o problema" é a CAMEP (que não envia água em quantidade e qualidade suficiente), para outros são os *piquages* (que roubam a água e a poluem), para outros ainda (como os técnicos da CAMEP), o problema surge da intervenção anárquica de infinidades de ONGs... E há também muitos para quem a água não é um problema; ela é antes um meio de vida, alguma coisa que dá dinheiro ou notabilidade, um bem para ser vendido ou trocado, alguma coisa que deve ser comprada e estocada, que serve para beber, para lavar, para cozinhar. Parece-nos que a consideração dessa pluralidade de

pontos de vista (e das razões que subjazem a cada um deles) é crucial para compreender a vida social da água e, também para desenhar e avaliar as políticas públicas e as ações de intervenção.

Como já adiantamos, no período em que foi realizado o trabalho de campo no qual se baseia essa pesquisa, após a mudança na diretoria da CAMEP, o Viva Rio estava a caminho de fechar uma série de acordos com a agência estatal: o aprovisionamento de água em Bel Air seria triplicado construindo-se um novo canal entre as fontes de La Plaine e o reservatório Nord Aléxis; e se estava prestes a assinar um acordo que permitisse a intervenção da CAMEP na gestão dos *kiosques*. Esses acordos seriam muito significativos ao menos como tentativas de lidar consistentemente com duas contradições que assombram as ações das organizações não governamentais em contextos como o haitiano. Uma, tem a ver com a não institucionalização: a presença das ONGs justifica-se em boa medida pela suposta "ausência" do Estado (visto como inoperante ou corrupto), o que faz com que elas tendam a agir (com argumentos pragmáticos) "por fora" do Estado, criando e reforçando a "ausência" deste. A outra contradição, ligada à primeira, envolve a questão da sustentabilidade: quanto mais as ações correm por fora das instituições estatais maiores parecem ser os riscos no longo prazo e menores as chances de continuidade após a saída dos agentes externos.

Em muitos casos, os profissionais das ONGs têm plena consciência disso. Eles tendem então a se apoiar nas "comunidades locais" e, em conseqüência, a lidar com o fato delas estarem sempre inseridas em redes e jogos políticos que atingem não só o campo das intervenções, mas também o da política e o da própria burocracia estatal. Isso por sua vez apóia e estimula a proliferação de associações e a construção de uma verdadeira cultura ligada ao desenvolvimento, a formas de ser e de fazer (reuniões, livros, crachás de identificação...) e a trajetórias e propriedades sociais (de intermediação, "facilitação"...), características de muitos dos membros dos mais variados comitês e associações, preparados para promover projetos no âmbito local.

Por sua vez as múltiplas inserções das comunidades locais em redes sociais e jogos políticos passam por cadeias de intermediação que unem as lideranças locais com lideranças políticas de maior escala – cadeias que no caso haitiano são extremamente curtas e voláteis.[38] Assim, observa-se que o Estado, estritamente, nunca está "ausente", ou que mesmo com sua aparente ausência ele está presente, fazendo parte das configurações sociais locais como as aqui descritas (nas falas das pessoas, nas ações dos funcionários, etc).

Nesse contexto deve se sublinhar uma das particularidades das ações do VR. O seu caráter focado numa área social e geográfica relativamente delimitada (o grande Bel Air), atingindo um leque amplo de questões (tanto no plano da intervenção como no plano da pesquisa, como o Censo e essa pesquisa qualitativa), tecendo relações de longo prazo com um universo cada vez maior de agentes e construindo também parcerias com agências estatais (notadamente com a CAMEP e com o Ministério de Assuntos Sociais).

As representações a respeito da ausência ou da fraqueza do Estado (compartilhadas com modulações diferentes por todos os segmentos da população, pelos profissionais do desenvolvimento, pelos técnicos da CAMEP, etc), com as quais devem lidar as ações de intervenção na área, correm paralelamente com as representações a respeito da escassez dos bens públicos e dos déficits da infra-estrutura urbana, que essas ações pretendem corrigir. A descrição da vida social da água apresentada nesse texto mostra como mais do que ter a escassez como ponto de partida (acompanhando a noção axiomática de escassez que informa as perspectivas econômicas sobre os mercados) é preciso compreender como as pessoas lidam com a água, quais são os sentidos sociais conferidos a esse bem, quais são os usos, a linguagem a as ações a ela associados. As teorias econômicas (e boa parte dos *policy makers*) compartilham um axioma básico referido à organização dos mercados e à formação dos preços: os bens são por definição escassos (e as necessidades humanas ilimitadas). Pesquisas como a aqui apresentada discutem es-

---

[37] Um *dwoum* pode custar, por exemplo, 700 Gds; um boukit, 25 Gds.

[38] Devemos lembrar que o universo das elites políticas haitianas é de escala relativamente pequena. Nesse contexto, as comunidades e as lideranças locais, mais ainda de bairros geográfica e politicamente centrais como Bel Air, possuem canais de comunicação diretos com os "homens fortes" da política nacional (incidindo diretamente na construção da notabilidade destes).

ses pressupostos mostrando como as raridades e as necessidades são experimentadas e construídas pelas pessoas e pelos coletivos humanos de forma variada e complexa, o que inclui, evidentemente, bens básicos para a vida humana, como a água, e atinge situações sociais extremas, como no caso de Bel Air, nas quais as pessoas devem conviver e sobreviver consumindo água que é difícil de conseguir, não é potável, e principalmente é cara.

Uma característica fundamental dos mercados, que os torna reveladores de aspectos estruturantes da vida social contemporânea em escala global, é o fato deles serem constituídos de redes de dimensões locais, nacionais e internacionais, através das quais circulam objetos, dinheiro e pessoas. O mercado da água em Bel Air não é diferente. A participação de figuras chaves ilustra claramente o entrelaçamento de várias dimensões sociais. Por exemplo: a comercialização pelas *marcha'n dlo* depende do ritmo da vida social nas suas localidades de origem (e das necessidades das unidades familiares ali localizadas às quais elas pertencem); na gestão e distribuição de água pelos *kiosques* administrados por lideranças comunitárias incidem políticas nacionais e internacionais, agentes nacionais e transnacionais (como as próprias ONGs), etc.

A análise da vida social da água revela um mundo complexo e nuançado tecido por redes sociais de dimensão local, nacional e internacional. As observação etnográfica das vidas pessoais e coletivas dão inteligibilidade ao paradoxo da onipresença e simultânea falta da água nas ruas, nos corredores e nas moradias de Bel Air, ao tempo dedicado pelas pessoas à procura e estocagem, à sofisticação dos idiomas da água, à sua inserção na política, às múltiplas possibilidades de transformação desta em mercadoria ou em um recurso para sobreviver.

6 PHOTOS | FOTOS

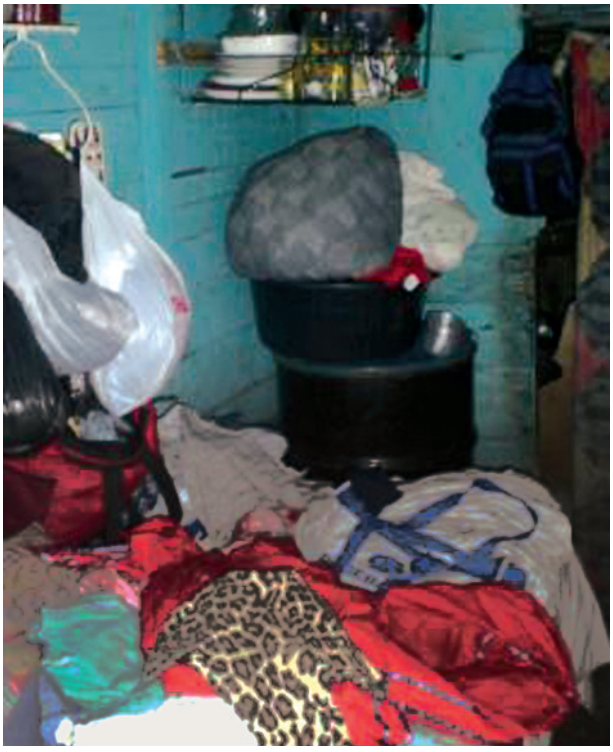
1

2

1, 2. Bel Air.

3

4



5

3, 4, 5. Stockage d'eau à l'intérieur des habitations. Storage of water in people's homes. Estocagem de água no interior das moradias.

6

7

8

9

6. Gaspillage. Wastage. Desperdício

7. *Kiosque*.

8. *Piquage*.

9. Achat d'eau à un piquage. Purchase of water at a *piquage*. Compra de água num *piquage*.

10

11

12

10. ***Piquage*****.**
11. Kiosque CAMEP. CAMEP kiosque.
12. Vente d'eau à un Kiosque de la CAMEP. Sale of water at a CAMEP ***kiosque.*** **Venda de água num** ***Kiosque*** **da CAMEP.**

13

14

15

16

13. *Sachets Dlo kreyole.*
14. *Sachets Dlo française.*
15. *Sachets dlo française en Gros/no atacado. Wholesale sachets dlo française.*
16. Vendeuses d'eau en godet et en sachet. Women selling water in *godets* and *sachets*. Vendedoras de água em *godet* e em *sachet.*

17

18

19

20

17. Vendeuse de godet d'eau traitée au citron. Woman selling water treated with lemon in godets. Vendedora de água em *godet* tratada com limão.

18. Point de vente de récipients. Sales point for containers. Ponto de venda de recipientes.

19. Vendeurs ambulants de récipients. Street vendors selling containers. Vendedores ambulantes de recipientes.

20. Douches. Showers. Duchas.

21

22

23

21. Vendeur de glace. Ice seller. Vendedor de gelo.
22, 23. *Bassins privés.*

24

25

26

27

24, 25, 26. Machan'n dlo.

27. Bassin publique approprié par un particulier. Public bassin now privately owned. *Bassin* público apropriado por um particular.

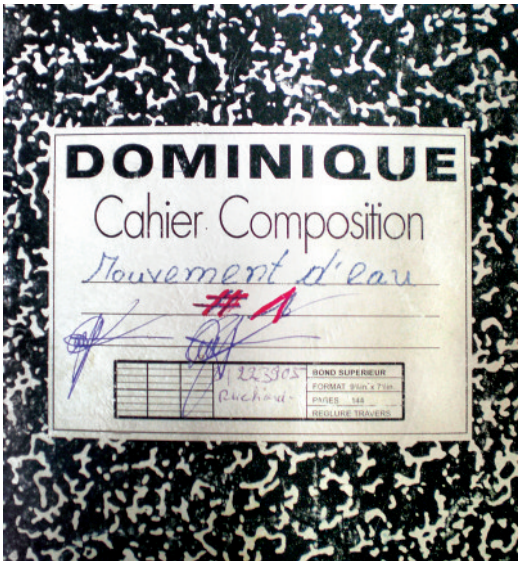
28

29

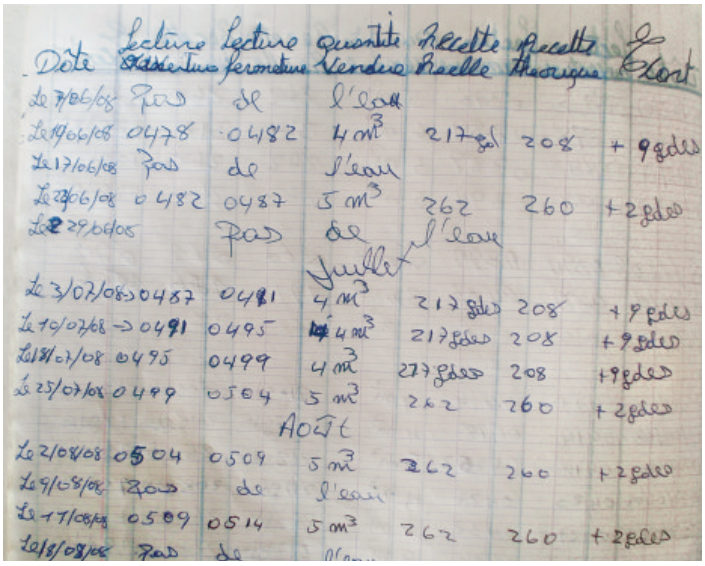
30

31

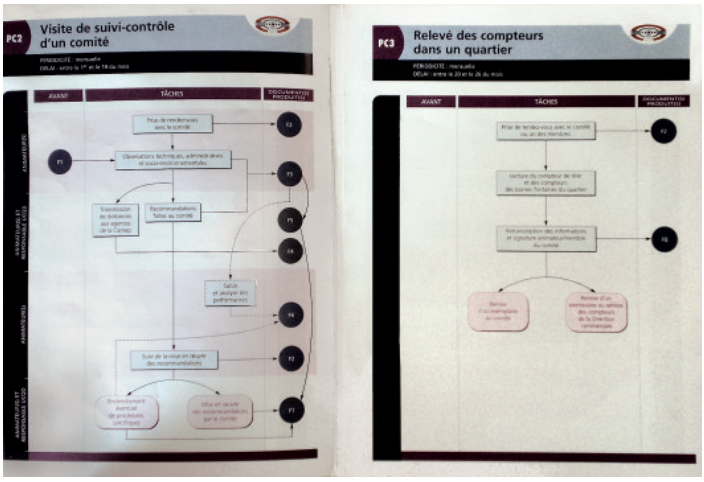
28. Chambre de machan'n dlo *chez un propriétaire de bassin. Room of a* machan'n dlo at the property of a *bassin privé owner.*
Quarto de machan'n dlo numa propriedade de dono de *bassin prive.*
29, 30. 31. *Fiches*



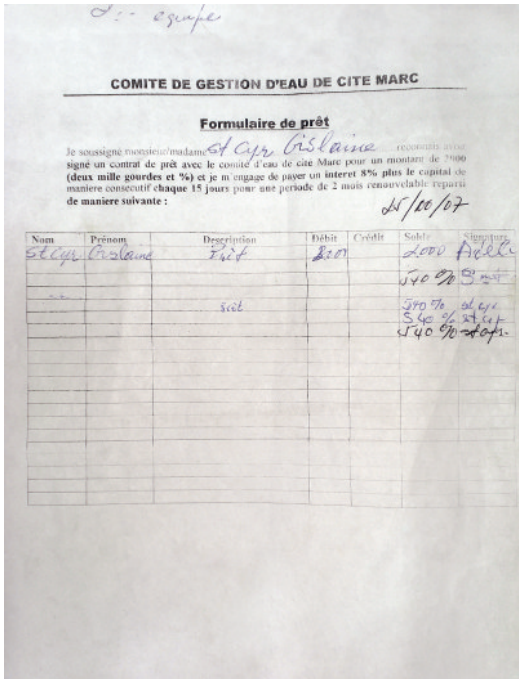
32



33



34



35

32, 33. Livre de comptabilité. Account book. Livro de contabilidade.

34. Manuel de création de comité. Committee creation manual. Manual de criação de comitê.

35. Formulaire de micro-crédit de comité. Committee micro-credit form. Formulário de micro-crédito de comitê.

36

37

38

39

36. Diplôme d'honneur et de mérite d'un comité. Committee Certificate of Merit. Diploma à honra e mérito de um comitê.
37, 38, 39. Systèmes de captation d'eau de pluie dans les écoles. Rainwater catchment system used in the schools. Sistema de captação de água de chuva em escolas.

40

41

40. Kiosque Viva Rio. Viva Rio kiosque.

41. Femmes remplissant des boukits au Kiosque de VR. Women filling boukits at a Viva Rio kiosque. Mulheres enchendo boukits num kiosque do VR.

42

43

42, 43. Construction d'un kiosque de Viva Rio. Construction of a Viva Rio *kiosque*. Construção de um *kiosque* do Viva Rio.

7 BIBLIOGRAPHIE | BIBLIOGRAPHY | BIBLIOGRAFIA

APPADURAI, Arjun. The Social Life of Things. Commodities in Cultural Perspective, Cambridge: Cambridge University Press, 1986.

CRIBB, André Yves "Fornecimento da água de uso doméstico em Bel-Air / Haiti: irregularidade e precariedade," n.d.

GUYER, Jane. 2004. Marginal Gains. Monetary Transactions in Atlantic Africa. University of Chicago Press.

MARCELIN, Louis Herns. 1988. La Famille Suburbaine à Saint-Martin, Port-au-Prince, Thesis, Faculté d'Ethnologie, Université d'Etat d'Haïti, Port-au-Prince.

MINTZ, Sidney. 1959. "Internal Market Systems as Mechanisms of Social Articulation." Em V.F. Ray (ed.) Intermediate Societies, Social Mobility and Communication. Seattle: University of Washington Press. Pp. 20-30.

_____. "Standards of Value and Units of Measure in the Fond-des-Negres Market Place, Haiti." Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland, 91 (1): 23-38.

_____. 1967 "Pratik: Haitian Personal Economic Relationship." In: Potter, J.M. et al. Peasant Society: a Reader. Boston, Little Brown, pp. 98-109.

_____. 2004. "The Anthropology of Ourselves. An Interview with Sidney W. Mintz" (by Charles V. Carnegie). Small Axe 19, p. 106-179.

_____ in press. "As sociedades 'abertas' e a antropologia." Interview with Federico Neiburg. Mana Estudos de Antropologia Social.

NEIBURG, Federico. 2007. "Moedas, Mercados e Nações. Uma etnografia do/no Haiti em perspectiva comparada". Research project supported by CNPq (Universal and Human Science Areas) and FAPERJ (*Cientista do Nosso Estado* Award)

NEIBURG Federico & NICAISE, Natacha. 2008. "La production de connaissance et les politiques d'intervention sociale en Haiti." Comunidade segura.org / Haitiici.org, 28/04/2008 http://www.comunidadesegura.org/?q=fr/node/39090.

NICAISE, Natacha 2007. "A Construção Européia e os 'Países em Desenvolvimento'. Políticas de Comunicação, Generosidade e Identidade(s)." Doctoral thesis completed on the Postgraduate Program in Social Anthropology of the Museu Nacional.

RIBEIRO THOMAZ e NASCIMENTO, Sebastião. 2006. "Bel Air, Neighborhood with a past, Neighborhood with a Future," Port-au-Prince, São Paulo, July 2006.

FERNANDES, Rubem César & de SOUSA Nascimento, Marcelo "La consommation d'eau à Bel-Air; Recensement Démographique." Bel Air, 2007, Port-au-Prince, Haiti.